



Culture at Work Africa
La valeur publique du dialogue
interculturel pour la cohésion sociale
en Afrique urbaine

Sommaire

PRÉFACE	6
INTRODUCTION	
L'initiative Culture at Work Africa	8
Pourquoi cette publication ?	10
CHAPITRE 1. Renforcer les capacités des artistes et des acteurs et actrices culturels pour la cohésion sociale et le changement significatif.	
Introduction	9
i. Génération Positiv	14
ii. Les Pinceaux de l'intégration	16
iii. Culture en partage : lieux sûrs en Afrique	18
iv. ENAKPAMI 2: 2ème Expérience Nouvelle d'Assistance aux plasticiens pour leur ascension via le multimédia et l'internet	20
v. PenPen Africa	22
vi. Photography and visual literacy for active citizenship	24
CHAPITRE 2. Liberté d'expression et dialogue interculturel : créer des espaces culturels et des synergies pour la consolidation de la paix et pour des sociétés démocratiques.	
Introduction	26
i. African Space Makers	28
ii. Stimulating Intercultural Dialogue in East Africa using Technology	30
iii. Relinking Communities Through Culture	32
iv. Young Ugandans and Kenyans demonstrate the value of social cohesion	34
v. Ciné-débat pour la paix: pour le dialogue interculturel et la cohésion sociale au Cameroun	36
vi. Action jeunesse pour le dialogue interculturel et la dignité pour tous en Afrique	38
CHAPITRE 3. Autonomiser les communautés, les femmes et les jeunes par l'action culturelle locale et la réflexion critique.	
Introduction	40
i. La tournée du Cirque Nu Dagbe	42
ii. OpenMic project	44
iii. Women through the lens	46
iv. Hors Limites	48
v. Uliza Wahenga Dada!	50
vi. Alteritude	52
vii. Pourquoi pas moi? Plaidoyer pour les droits des personnes handicapées	54
viii. Femmes en création	56
ix. Beyond Caring	58

CHAPITRE 4. Des institutions et des communautés fortes : l'action culturelle pour la gouvernance, le dialogue et les échanges transfrontaliers.

Introduction	60
i. Energizing cross border cohesion and inter-cultural peace in the East African Nomadic Cattle Corridor of Karamoja (Uganda) and Turkana (Kenya) through participatory theatre, folk arts, and inter sports	62
ii. Arts et culture pour l'inclusion citoyenne : l'Université Abdou Moumouni jette des ponts	64
iii. Creative diversity and social inclusion (Credisi)	66
iv. Éducation citoyenne et à la paix par l'expression de la diversité culturelle et artistique en milieu scolaire	68
v. Artistic and Cultural Action in favour of Social Cohesion and Accountable Governance	70
vi. Makeshift constructions of trust: music-making, placemaking and movement-building	72
vii. Mirages et perditions	74

CHAPITRE 5. Patrimoine culturel, territoires et espaces culturels : bâtir des communautés inclusives et des lieux porteurs de sens.

Introduction	76
i. Narratives from Zimbabwe	78
ii. Projet des Arts de l'Oralité et des Scènes Urbaines (PAOSU)	80
iii. Sukiana, une criée publique pour la paix et la cohésion sociale entre peuls et cultivateurs dans le nord du Bénin	82
iv. Blueprint for Majestic Cinema Culture Hub	84
v. Sounds of the Sacred Web Festival	86

CONCLUSION: LA CULTURE A LE POUVOIR DE FAÇONNER LE FUTUR DE NOS SOCIÉTÉS. 88

ANNEXE 1 – Localisation des ODD/Projet 96

ANNEXE 2 – Objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine/Projet 98

ANNEXE 3 – Thématiques/Projet 100

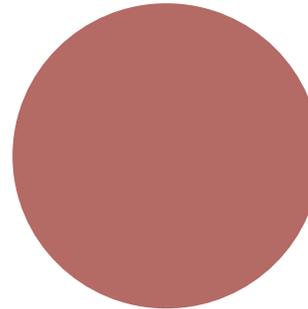
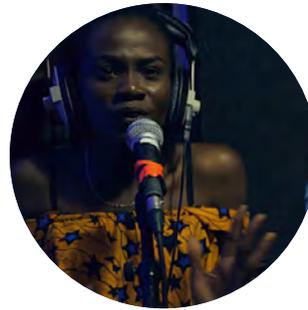
LE CONSORTIUM

Partenaire principal 102

Partenaires 102

Partenaires associés 103

CRÉDITS 104





**Nous vous
souhaitons une
agréable lecture
et vous invitons à
découvrir *Culture
at Work Africa*.**



**Culture
at Work
Africa**



La culture est la manière dont nous comprenons nos vies et y donnons du sens. Elle nourrit les valeurs qui sont à la base de toute conception du développement humain. La culture est d'une certaine manière la participation active à la vie, à la sauvegarde et au renouvellement du patrimoine, aux processus d'expression créative et à la découverte de la diversité.

Au cours des 40 dernières années, beaucoup d'écrits ont été produits concernant la place de la culture dans le développement, mais il est difficile de trouver des documents ou des rapports qui illustrent dans la pratique, de manière concrète, comment la culture change nos sociétés de façon émancipatrice. Le document dont vous faites la lecture, *Culture at Work Africa, La valeur publique du dialogue interculturel pour la cohésion sociale en Afrique urbaine*, cherche à répondre à ce besoin.

Ce document présente la réalité de territoires de 15 pays africains et fournit des informations sur 33 projets et programmes cofinancés dans le cadre de l'initiative *Culture At Work Africa*, en présentant leurs fondements et déroulements jusqu'à leurs réalisations et résultats finaux, en passant par leurs réussites et les difficultés rencontrées. Tous les projets décrits dans ce rapport peuvent être compris – doivent être compris – comme des expériences d'apprentissage.

Introduction

L'initiative *Culture at Work Africa*

Culture at Work Africa – *La valeur publique du dialogue interculturel pour la cohésion sociale en Afrique urbaine* est une initiative lancée par un consortium de huit organisations et réseaux culturels africains, européens et internationaux : le Réseau Arterial, BOZAR, CERAV, Culture et Développement, le Culture Fund du Zimbabwe Trust, Interarts, le Conseil International de la Musique et la Commission culture de Cités et Gouvernements Locaux Unis ; en collaboration avec trois partenaires associés : l'African Centre for Cities and the School of Architecture, Planning and Geomatics at the University of Cape Town, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Centre d'Études Linguistiques et Historiques par Tradition Orale (CELHTO), et cofinancée par l'Union européenne par l'intermédiaire de la Direction générale de la coopération internationale et du développement de la Commission Européenne (DG DEVCO) dans le cadre du programme Dialogue interculturel et culture¹.

Culture at Work Africa vise à créer de nouvelles opportunités et à mobiliser les acteurs pertinents pour promouvoir le dialogue interculturel et la diversité culturelle dans les zones urbaines et périurbaines d'Afrique en tant que moteurs d'inclusion sociale et de développement humain durable. L'initiative s'opère dans 15 pays différents d'Afrique : le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la République Démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie, le Togo, l'Ouganda et le Zimbabwe.

Culture at Work Africa a compris deux appels à projets, lancés respectivement en 2018 et en 2019, finançant un total de 33 projets, répartis en deux lots spécifiques. Le premier lot s'adressait à des projets visant à renforcer des espaces culturels publics ou privés en tant qu'endroits « sûrs » pour le dialogue interculturel, avec l'implication de parties prenantes actives dans l'espace public (par exemple, des organisations œuvrant dans les domaines social, éducatif ou environnemental, des maisons de la jeunesse, centres culturels, écoles, universités, bibliothèques, autorités locales, etc.). Le deuxième lot visait à financer des projets transnationaux cherchant à renforcer les capacités institutionnelles et professionnelles en matière de médiation interculturelle des organisations culturelles et des organisations travaillant pour la cohésion sociale.

Culture at Work Africa a mené de nombreuses activités : de l'appui à projets de terrain innovants visant à développer des espaces sûrs et neutres pour le dialogue interculturel, la citoyenneté active et les relations intercommunautaires à la formation et au renforcement des capacités des opérateurs culturels, des pouvoirs publics et des médiateur.trice.s culturel.le.s ; en passant par la mise en réseau et la promotion des échanges entre les différentes parties prenantes ; ou encore la sensibilisation à l'importance de la culture et de la diversité culturelle pour un développement durable humain.

Culture at Work Africa s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et des Objectifs de Développement Durable (ODD), un « plan d'action universel pour les personnes, la planète et la prospérité » adopté par tous les

¹ Ce programme contribue à la mise en œuvre des objectifs mis en avant dans la communication conjointe du Service commun européen pour l'action extérieure (SEAE) et de la Commission européenne intitulée « Vers une stratégie de l'UE dans le domaine des relations culturelles internationales », qui implique trois volets pour faire progresser la coopération culturelle avec les pays partenaires (la culture comme moteur de développement social et économique durable; le dialogue interculturel pour des relations intercommunautaires pacifiques; le patrimoine culturel).

États membres des Nations Unies en 2015. L'Agenda 2030 définit 17 objectifs visant à relever les défis mondiaux, notamment en matière de pauvreté, d'inégalités, de changement climatique, de dégradation de l'environnement, de paix et de justice, et cherchant, de façon générale, à parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour toutes et tous. En 2019, le Secrétaire général des Nations Unies a appelé tous les secteurs de la société à se mobiliser en faveur d'une décennie d'action pour atteindre les objectifs d'ici la date cible de 2030, et à agir à trois niveaux : une action à l'échelle mondiale, une action locale et une action individuelle, menées notamment par les jeunes, la société civile, les médias, le secteur privé, les syndicats, les universités et d'autres parties prenantes. Dans cette perspective, *Culture at Work Africa* mobilise l'action culturelle en tant que moteur pour réaliser un certain nombre des Objectifs de Développement Durable, avec une approche multiniveau et multiacteurs. Cette publication relie l'ensemble des projets décrits aux ODD atteints par chacun d'entre eux.

L'initiative *Culture at Work Africa* se développe également dans le contexte de l'adoption, en janvier 2015, de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, qui définit sept priorités clés pour une « Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens, et représentant une force dynamique sur la scène mondiale ». En 2021, le thème « arts, culture et patrimoine : un levier pour construire l'Afrique que nous voulons » constitue le thème principal de l'Union Africaine. L'Agenda 2063 définit par ailleurs 7 « Aspirations », dont la cinquième aspire à une « Afrique dotée d'une forte identité culturelle, d'un patrimoine commun, et de valeurs et d'éthique partagées », où la renaissance culturelle africaine est prééminente. Sur les trois domaines prioritaires clés intégrés dans l'initiative *Culture at Work in Africa*, deux s'inscrivent pleinement dans cet Agenda : (1) les valeurs culturelles et la renaissance africaine et (2) le patrimoine culturel, les arts créatifs et les entreprises.

L'initiative *Culture at Work Africa* a également été développée dans le contexte d'un autre cadre mondial d'action, promu par Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) : Culture 21 : Actions, qui prône l'opérationnalisation de la culture pour des villes durables et la mise en œuvre effective de politiques, programmes et projets culturels au niveau local favorisant un développement humain des communautés locales. Culture 21 : Actions renouvelle l'engagement des villes et des territoires envers la relation interdépendante qui existe entre citoyenneté, culture et développement durable. Il complète l'Agenda 21 de la Culture, approuvé par CGLU en 2004, et le transforme en neuf (9) engagements et cent (100) actions concrètes abordant les droits culturels ; le patrimoine, la diversité et la créativité ; l'éducation ; l'environnement ; l'économie ; l'égalité et l'inclusion sociale ; l'urbanisme et les espaces publics ; l'information et le savoir ; et la gouvernance de la culture. Culture 21 : Actions favorise les échanges et donne de la visibilité aux bonnes pratiques en matière de culture, y compris notamment à des politiques, programmes et projets culturels mis en œuvre au niveau local.

Il convient par ailleurs de mentionner que l'initiative *Culture at Work Africa* a été mise en œuvre sur la période 2017-2020, qui a été marquée en 2020, à travers le monde entier, par la pandémie de covid-19, y compris dans la région africaine. Par conséquent, la plupart des projets promus et soutenus dans le cadre de l'initiative ont été affectés et ont dû faire face à des changements majeurs, qui sont partiellement reflétés dans cette publication.

La présente publication, coordonnée par la Commission culture de CGLU, est l'un des principaux résultats de *Culture at Work Africa*. Elle cherche à documenter le développement et la mise en œuvre de l'initiative, et a été pensée comme un outil d'apprentissage ouvrant la voie à de futures opportunités, ainsi que comme une ressource pour la promotion locale, régionale et internationale des projets réalisés.

Pourquoi cette publication ?

Cette publication vise à fournir une analyse conceptuelle globale des principaux problèmes, défis et opportunités rencontrés par les organismes bénéficiaires cofinancés dans le cadre de l'initiative *Culture at Work Africa*, et relate notamment leurs réalisations, résultats significatifs et bonnes pratiques, mais aussi les difficultés rencontrées, les défis majeurs relevés, ainsi que les problèmes auxquels ils ont dû faire face et les leçons apprises. Elle comprend une présentation générale de chaque projet et des partenaires associés, ainsi que des réalisations et résultats atteints. Elle fournit également des statistiques et des données concernant différents aspects tels que la participation des jeunes et des femmes, les commentaires de bénéficiaires, les groupes vulnérables concernés, les types d'activités et de matériels produits, ainsi que les thématiques de travail abordées et d'autres sujets d'intérêt. Elle apporte également des recommandations pour de potentielles futures activités aux niveaux local, national, régional ou africain et européen.

En plus de fournir des leçons précieuses sur la résolution des problèmes et des défis locaux, cette publication vise également à documenter, promouvoir et offrir une visibilité internationale aux 33 projets et programmes cofinancés dans le cadre de l'initiative. Elle a été élaborée en lien étroit avec deux conférences et une exposition en ligne, organisées en parallèle par BOZAR à Bruxelles (Belgique) et le Réseau Arterial à Abidjan (Côte d'Ivoire) au printemps 2021, qui ont permis la présentation d'initiatives favorisant le dialogue interculturel et ont facilité la réflexion du public à travers des installations artistiques et audiovisuelles. À travers cette publication, nous souhaitons offrir un support imprimé et numérique qui permette de capitaliser l'expérience du consortium et des organismes bénéficiaires de *Culture at Work Africa*.

L'une des valeurs ajoutées de *Culture at Work Africa* consiste à relier un large éventail de régions africaines pour surmonter la fracture linguistique et promouvoir la coopération régionale et interrégionale, en couvrant non seulement les territoires anglophones et francophones, mais également un éventail de langues écrites et/ou parlées, locales et/ou autochtones, telles que le ndébélé, le swahili, le haoussa, le peul, le baatonu, le nago, le dendi, le kinyarwanda et plus encore. En conséquence, et dans le but de refléter cette diversité, les coordinateur.rice.s de cette publication ont choisi de conserver délibérément les titres originaux et particularités propres de chaque initiative présentée dans les chapitres ci-dessous.

CHAPITRE 1

Renforcer les capacités des artistes et des acteurs et actrices culturel.le.s pour la cohésion sociale et le changement significatif.

Thématique principale : Capacités (professionnelles) des artistes et des acteurs et actrices culturel.le.s

Introduction

Pour parvenir à des changements significatifs, les sociétés doivent renforcer les capacités des acteurs et des processus qui placent la culture et la créativité en leur centre. De fait, ces acteurs et processus culturels jouent un rôle prépondérant sur le plan économique et social dans le développement durable global, ainsi que dans la pleine réalisation de la cohésion sociale et de la coexistence pacifique.

Le fait de construire et de renforcer les capacités des acteurs et actrices, et des secteurs créatifs, s'avère être un véritable levier pour le développement intégral des communautés, ce qui contribue à la promotion d'une croissance durable et inclusive. Les capacités des acteurs et actrices culturel.le.s et créatif.ve.s locaux.les permettent de créer et de renouveler les activités économiques, de stimuler l'entrepreneuriat et l'employabilité, de largement modeler l'attractivité des sites, et de contribuer au développement du tourisme. Il est prouvé que les modèles économiques qui donnent la priorité à l'impact économique à court terme, aux dépens de la durabilité à long terme, mènent à des pratiques reposant sur l'exploitation abusive, et minent les ressources culturelles locales, ce qui empêche les habitants de continuer à s'identifier à leur territoire. C'est pourquoi une utilisation durable des ressources culturelles s'avère fondamentale pour favoriser un développement respectueux des valeurs essentielles, et contribuer au développement culturel, social, économique et environnemental.

Trois grands agendas globaux, tous approuvés en 2015, reflètent ces considérations. Tout d'abord, l'Agenda 2030 des Nations Unies et les Objectifs de Développement Durable (ODD) intègrent plusieurs cibles liées à l'importance de l'innovation et de la créativité (cible 8.3) ainsi qu'à la connexion entre les cultures locales et le tourisme durable (cibles 8.9 et 12.b) et le besoin de disposer d'infrastructures de qualité, fiables, durables, résilientes et accessibles à toutes et tous (cible 9.1, dans laquelle il est nécessaire d'inclure les besoins en matière d'infrastructures culturelles). En outre, le renforcement des capacités des artistes, et acteur.rice.s culturel.le.s peut également être relié à l'ODD 8 sur la croissance économique. Deuxièmement, l'Agenda 2063 de l'Union Africaine déploie sept Aspirations, dont la 5^{ème} aspiration consacrée à la culture et à plusieurs domaines prioritaires liés de manière explicite ou implicite aux aspects culturels et à la dimension culturelle, contribue au développement local durable en Afrique. Troisièmement, le guide *Culture 21 : Actions* comprend plusieurs engagements et actions liées aux capacités locales culturelles et créatives, à la cohésion sociale et au changement significatif, notamment liées à l'importance de reconnaître les artistes et les professionnel.le.s de la culture, d'assurer l'accès à leurs travaux, de promouvoir la responsabilité des entreprises et de fournir un éventail de mécanismes de soutien pour des projets culturels et créatifs.

L'initiative *Culture at Work Africa* a soutenu plusieurs projets qui constituent d'excellents exemples pour illustrer le lien direct qu'il existe entre les capacités des acteurs et actrices culturel.le.s et créatif.ve.s locaux.les, la cohésion sociale et un changement significatif. À Yopougon, « **Génération Positiv** », a développé avec succès de nouveaux schémas (60 ateliers) et espaces (notamment le « Cogito »), et a ciblé des populations spécifiques (63 jeunes) afin de développer des pratiques culturelles et créatives comme levier de cohésion sociale et de dialogue interculturel. Avec des résidences artistiques, une caravane virtuelle et un atelier international, le projet transnational du Burkina Faso et du Mali « **Les pinceaux de l'intégration** » a prouvé que le renforcement des capacités dans le domaine des arts visuels est possible, et peut inclure une perspective de genre et mettre l'emphase sur les espaces publics. Au Bénin, « **Culture en partage : lieux sûrs en Afrique** » s'est lancé dans des activités stratégiques afin que les acteurs et actrices impliqué.e.s dans des programmes éducatifs des collèges et lycées puissent améliorer leurs capacités dans le domaine de la musique, du théâtre, de la littérature, du récit et du patrimoine. Avec le dialogue interculturel comme moteur, le projet a minutieusement pris en considération les relations transfrontalières pacifiques, en incluant des minorités marginalisées et une perspective de genre remarquable. En Ouganda, le projet « **Photography & visual literacy for active citizenship** » vise également à renforcer les capacités culturelles et créatives des acteurs et actrices locaux.les. Le projet a formé un groupe d'étudiant.e.s universitaires sur l'alphabétisation visuelle, à travers des sujets liés à la liberté d'expression, à l'égalité de genre, à la créativité, ainsi qu'au patrimoine tangible et intangible. Au Nigeria et au Kenya, grâce à un programme transculturel de résidence à Abuja et à Nairobi, « **PenPen Africa** » a adopté une perspective critique pour explorer et élargir les identités culturelles. Les écrivain.e.s ont été doté.e.s de capacités qui leur ont permis de davantage activement contribuer à la valorisation du patrimoine culturel tangible et intangible par le biais de leurs créations littéraires.

L'ensemble des projets compris dans ce chapitre ont également mis en place des activités de plaidoyer et de sensibilisation à l'égard des gouvernements locaux et nationaux pour garantir l'impact à long terme des programmes.

GÉNÉRATION POSITIV

« Génération Positiv » : Renforcer des espaces de proximité et engager les jeunes dans la promotion d'un dialogue interculturel et de la cohésion sociale.



Depuis décembre 2018, la ville de Yopougon, située dans la banlieue d'Abidjan, en Côte d'Ivoire, a vu apparaître de nouveaux types d'activités culturelles et créatives et d'événements visant à renforcer les espaces et la participation sociale à la vie culturelle dans la ville. En ciblant en particulier les jeunes et les populations vulnérables et exclues des quartiers marginalisés, le projet « Génération Positiv » cherche à renforcer les espaces et les acteurs et actrices culturel.le.s locaux.les de la ville comme levier de cohésion sociale et de dialogue interculturel, grâce à la culture et à l'art.

Le projet offre non seulement de nouveaux espaces pour la population cible afin qu'elle puisse développer des pratiques culturelles et créatives, mais il leur fournit également des espaces sûrs et permanents pour se produire, partager et échanger à propos de leurs pratiques. En outre, grâce à des processus de médiation culturelle et de formation artistique, il favorise également un dialogue pacifique et continu entre des populations habituellement marginalisées et écartées de la vie sociale, culturelle, économique et politique de la ville.

Une formation de renforcement des capacités a d'abord été menée auprès d'un groupe de vingt responsables qui géraient des espaces culturels locaux dans la ville, afin de leur fournir des outils, des techniques et des connaissances leur permettant de renforcer leurs pratiques culturelles de médiation. La formation a duré dix jours et a compris la participation de quatre expert.e.s dans des domaines divers et variés, tels que la communication sociale, la sociologie, l'ingénierie culturelle et la gestion des ressources humaines. Dans le cadre des quatre modules, ont été abordés des sujets tels que les standards légaux et administratifs, les techniques de programmation artistique, les processus et les techniques de médiation sociale, ainsi que la gestion stratégique des espaces culturels.

Le projet a également compris la rénovation d'un « espace de proximité » appelé « Cogito » et situé dans un quartier stratégique de la ville. Le but était de réhabiliter les espaces les plus nécessaires, au sein du groupe d'espaces ciblés, qui pourraient par la suite bénéficier de l'atelier de renforcement des capacités et de formation de dix jours.

Par la suite, soixante séances de formation ont été organisées régulièrement pendant 6 mois au cours de la seconde moitié de 2019. Ces séances ont ciblé des jeunes, filles et garçons issu.e.s de trois quartiers vulnérables et marginalisés de la ville, et ayant abandonné ou ayant été expulsé.e.s du circuit scolaire. L'atelier, qui a eu lieu dans une installation stratégique de Yopougon équipée pour garantir l'efficacité du projet, a proposé une formation complète dans le domaine de la musique, de la danse et du théâtre. En tout, plus de 63 jeunes ont été formé.e.s dans différentes disciplines artistiques.

Le projet a également permis l'émergence d'un réseau virtuel comprenant le groupe de jeunes participant.e.s et visant à promouvoir le dialogue interculturel. Le réseau a été conçu comme un mécanisme de suivi visant à assurer la continuité de l'action au-delà de sa mise en œuvre initiale. Le réseau a été placé sous l'égide du Directeur des Affaires socioculturelles de la ville afin de garantir sa continuité au niveau institutionnel.

Le résultat final du projet a pris la forme d'une tournée artistique en février 2020, avec des spectacles spécifiques et des performances dans trois espaces de proximité – dont l'espace culturel « Cogito » récemment restauré – ayant pris part à l'initiative. Cette tournée a permis à 25 des 63 jeunes participant.e.s de présenter leurs créations de danse, de musique et de théâtre à un public plus vaste que celui de Yopougon.

Agenda 2063

ODD

- 1. Un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous
- 4. Économies transformées et emplois
- 12. Des institutions compétentes et un leadership transformé à tous les niveaux
- 13. La paix et la sécurité sont préservées
- 16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
- 18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés



Objectif 4 :
Éducation
de qualité



Objectif 8 :
Travail décent
et croissance
économique



Objectif 9 :
Industrie,
innovation et
infrastructure



Objectif 10 :
Inégalités
réduites



Objectif 11 :
Villes et
communautés
durables



Objectif 16 :
Paix, justice
et institutions
efficaces

LES PINCEAUX DE L'INTÉGRATION

« Les Pinceaux de l'intégration » : Faciliter un changement transformateur pour une coexistence plus cohésive au Burkina Faso et au Mali à travers la pratique de jeunes africains et africaines de la peinture.



« **L**es Pinceaux de l'intégration » rassemble des artistes au cœur de la vie urbaine, de part et d'autre de la frontière entre le Burkina Faso et le Mali, afin de revendiquer des espaces publics culturels pour les jeunes. Le projet permet à de jeunes artistes africain.e.s de garantir leur propre développement artistique et social et de renforcer le rôle de la culture comme vecteur de paix. Plus particulièrement, le projet contribue à ouvrir les frontières entre ces deux pays frères, qui vivent depuis quelques années une crise sécuritaire sans précédents, et où les frontières ont été prises d'assaut par des criminels armés, des groupes djihadistes et des conflits complexes.

Ce projet de collaboration a été coordonné par un consortium doté de plus de dix ans d'expérience dans la promotion des arts visuels comme moteur de cohésion sociale et de développement économique en Afrique. Ce consortium était formé du Centre Soleil d'Afrique (qui a coordonné l'initiative et assuré le bon fonctionnement du projet), de l'Atelier Afrique en Couleurs-SARL au Burkina Faso (qui s'est centré sur la création et la formation, notamment de filles et de femmes, dans les domaines de l'art et de l'artisanat) et de la Galerie Medina au Mali (qui a offert un espace d'exposition pour les jeunes artistes). La sélection d'artistes a été réalisée par un jury externe établi en consultation avec le comité d'expert.e.s formé par des membres du consortium. Pour plus de transparence, des espaces virtuels ont également été créés afin de partager l'information avec les décideurs et décideuses impliqué.e.s.

Le projet a réuni des artistes des deux pays pour participer à un programme d'activités afin de promouvoir le dialogue interculturel, la diversité culturelle et le respect de la dignité humaine. Le projet a été divisé en trois blocs d'activités : des résidences d'artistes à Ouagadougou (Burkina Faso) et à Bamako (Mali) ; la Caravane artistique virtuelle Burkina-Mali et le symposium-atelier « Art et Engagement social. Quelle approche ? ». Les activités ont dû être adaptées en raison du manque de sécurité croissant à la frontière entre le Burkina et le Mali, de l'irruption de la pandémie de covid-19 et de la crise sociale et politique qui a secoué le Mali pendant des mois. Cependant, ces circonstances ont aussi permis aux organisations participant au projet de renforcer leurs infrastructures, d'améliorer leur visibilité et de développer des collaborations sud-sud.

De jeunes artistes de Ouagadougou et de Bamako ont eu l'occasion de participer aux deux résidences d'artistes organisées dans ces deux pays pendant 15 jours. Les résidences d'artistes ont réuni 7 artistes expérimentés de chaque pays, 14 en tout (dont 50 % de femmes). Les artistes ont créé et débattu autour du sujet suivant : « La consolidation sous-régionale et le genre à travers l'art ». Ils et elles se sont produits dans des écoles et des centres éducatifs. Les travaux réalisés ont fait l'objet de deux grandes expositions.

La « Caravane de l'intégration artistique et régionale en Afrique » devait initialement réaliser une tournée dans 3 grandes villes du Burkina Faso et du Mali avec des artistes et des acteurs et actrices culturels, mais cette activité a dû être adaptée. À la place de cette tournée, la Caravane artistique virtuelle Burkina-Mali a vu le jour. Il s'agit d'un atelier en interne qui a réuni les 14 artistes ayant au préalable participé aux ateliers de Ouagadougou et à Bamako, et s'ajoutant à six nouveaux et nouvelles artistes. Ils et elles ont travaillé depuis leur domicile, et deux équipes de photographes ont illustré l'expérience. Par la suite, une exposition à Ouagadougou a réuni plus de 100 personnes.

Finalement, un symposium-atelier a été organisé à Bamako pendant la Biennale de Photographie africaine sous le titre « Art et engagement social. Quelle approche ? ». Cette activité innovante a réuni des historiens de l'art, des artistes, des autorités municipales et des journalistes afin de débattre, d'analyser et d'évaluer la contribution de l'art au développement social, économique et sécuritaire en Afrique. 73 personnes ont été mobilisées et un public de plus de 80 000 personnes a été touché grâce aux médias et aux réseaux sociaux. La réunion a permis de mettre en évidence la prise de conscience de la jeunesse africaine concernant les principaux défis au niveau local et global, y compris la création d'environnements sains pour l'émergence des femmes dans le domaine de l'art, de l'artisanat et de l'art visuel.

Afin de garantir une participation massive des femmes et des jeunes à ces activités, l'accent a été mis sur l'éthique de genre, notamment dans la sélection des bénéficiaires, et le comité d'experts a adopté des stratégies spécifiques afin de sensibiliser les jeunes avant chaque activité. Entre 15 000 et 20 000 personnes ont participé aux activités de « Les pincesaux de l'intégration » et les activités ont touché plus de dix millions de personnes grâce aux différents canaux de communication. En résultat, les autorités régionales ont commencé à percevoir l'impact de la culture et du secteur artistique dans le contexte socio-économique dans les pays africains, ainsi que leur rôle dans la création de sociétés pacifiques et tolérantes, comme les séances de consultation nationale organisées au Mali ont pu en témoigner.

Au fur et à mesure du développement du projet, de nouveaux partenariats avec des institutions clés et des partenaires privés ont été développés (le Ministère de la Culture du Mali, l'Ambassade du Burkina Faso au Mali, l'Ambassade du Mali au Burkina Faso, le Ministère de la Culture et de l'Artisanat du Burkina Faso, KYA Network et la Fondation DOEN ont par exemple été approchés). Le Ministère de l'Intégration, German Cooperation (GIZ) et les ministères de la Sécurité du Burkina Faso et du Mali ont également été approchés dans le but d'élargir le projet à d'autres sous-régions.

Agenda 2063

1. Un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous
4. Économies transformées et emplois
11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
12. Des institutions compétentes et un leadership transformé à tous les niveaux
13. La paix et la sécurité sont préservées
16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
17. Pleine égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie
18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



Objectif 4 :
Éducation
de qualité



Objectif 5 :
Égalité entre
les sexes



Objectif 8 :
Travail décent
et croissance
économique



Objectif 16 :
Paix, justice
et institutions
efficaces



Objectif 17 :
Partenariats pour
la réalisation
des objectifs

CULTURE EN PARTAGE : LIEUX SÛRS EN AFRIQUE

« Culture en partage » : Promouvoir le dialogue interculturel, le mélange interculturel, l'accès aux biens culturels et le renforcement des capacités pour les artistes et leurs productions.



L'Association Théâtre Mayton Promo, en partenariat avec la Fédération internationale des Associations culturelles et des réseaux pour les arts vivants, visuels et plastiques et la littérature, ont uni leurs forces afin de développer une série de créations hybrides et culturellement diverses en 2020 dans le contexte du Festival international itinérant de Théâtre des Lycées et Collèges du Bénin (également connu comme FITHELYCOB) et du festival ADJROU.

Au fil des années, l'ADJROU et le FITHELYCOB sont devenus des institutions nationales et des événements clés dans la vie culturelle du Bénin. Leur 17ème et 6ème éditions ont été respectivement organisées en 2020. Dans ce contexte, les promoteurs et promotrices du projet « Culture en partage » ont décidé de développer une offre culturelle unique dans le but de mélanger non seulement les cultures et les identités nationales, mais également les disciplines et les domaines culturels.

L'idée initiale était de créer des binômes entre les huit directeur.ice.s de théâtre et huit duos de conteur.se.s et de musicien.ne.s afin de produire huit spectacles de théâtre et huit spectacles de contes. Le projet

a compris des partenariats internationaux avec des collaborateurs.rice.s du Burkina Faso, du Niger, du Sénégal et du Togo. L'accent a été mis sur l'inclusion active de femmes créatrices, avec cinq femmes parmi les huit directeur.rice.s, et dix femmes sur les seize musicien.ne.s et conteur.se.s.

Porté par la création multiculturelle et internationale, le projet visait la promotion du dialogue interculturel pour la cohésion sociale et des relations pacifiques transfrontalières, ainsi que la promotion du partage culturel et des connaissances entre des communautés culturellement diverses, et entre différents groupes sociaux (minorités marginalisées, populations issues de cultures et d'identités nationales différentes, femmes et jeunes).

Les créations finales, qui comprenaient des pièces de théâtre, des performances musicales et de danse, des contes et des récits, ont non seulement été montrés dans le cadre des deux festivals incontournables mentionnés précédemment, mais ont également voyagé dans différents collèges et lycées de 8 villes et villages du Bénin. Cette tournée scolaire a ouvert la voie au dialogue interculturel ainsi qu'à des débats sur l'identité locale et nationale, les habitudes et les traditions, le patrimoine tangible et intangible, les croyances religieuses et personnelles, etc. Ces débats avaient tous un élément commun : la culture.

Même si les festivals FITHELYCOB et ADJROU ont dû être repoussés en raison de l'irruption de la pandémie de covid-19, les huit créations ont été présentées au cours de l'année 2020 et largement acclamées. Auparavant, plusieurs représentations et répétitions improvisées avaient été organisées dans quelques théâtres et espaces culturels de la ville de Cotonou, ainsi que dans l'espace Mayton et dans le village de contes Adjrou'houé. Finalement, la 17ème édition du festival FITHELYCOB et la 6ème édition du festival ADJROU ont été organisées dans le strict respect des mesures relatives à la covid-19 et grâce à des retransmissions sur les réseaux sociaux.

Cette initiative a touché en tout plus de 1 300 personnes de manière directe ou indirecte, dont notamment : des enfants, des jeunes adultes et des adultes ; des artistes, des créateur.rice.s et des acteur.rice.s culturel.le.s qui se sont impliqué.e.s dans la création de spectacles, ainsi que des professionnel.le.s créatif.ve.s issu.e.s d'un éventail de domaines culturels et créatifs (comédien.ne.s, directeur.rice.s, professeur.e.s de littérature et d'études théâtrales ou encore écrivain.e.s), qui ont participé aux ateliers de renforcement des talents prévus pour former les directeur.rice.s, les conteur.se.s et les musicien.ne.s impliqué.e.s dans le spectacle.

Finalement, le projet a facilité le lancement et le développement de réunions thématiques et d'activités de promotion au Bénin, non seulement dans la capitale Porto Novo, mais également dans les localités d'Abomey, d'Agomé, de Lobogo et de Parakou. Cela a été l'occasion de renforcer les liens et l'interaction avec les acteur.rice.s et partenaires culturel.le.s locaux.les et nationaux.les, et de sensibiliser les autorités publiques locales des villes concernées à la véritable valeur ajoutée d'intégrer des pratiques théâtrales dans les programmes éducatifs des écoles de niveau secondaire.

Agenda 2063

1. Un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous
4. Économies transformées et emplois
11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
12. Des institutions compétentes et un leadership transformé à tous les niveaux
13. La paix et la sécurité sont préservées
16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
17. Pleine égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie
18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



N ENAKPAMI 2: 2^{ème} Expérience Nouvelle d'Assistance aux plasticiens pour leur ascension via le multimédia et l'internet

« ENAKPAMI 2 » : Formation et renforcement des capacités de jeunes artistes et créateur.rice.s locaux.les afin de promouvoir la scène créative locale du nord du Bénin.



Le Bénin est un pays où l'on trouve une kyrielle de pratiques culturelles et de disciplines artistiques : de la sculpture à l'art vidéo, de la peinture aux installations, de la photographie aux performances. La scène créative et culturelle s'étend à l'ensemble du Bénin et inclut aussi les 4 départements du nord du pays : Atacora, Donga, Alibori et Bourgou. Cependant, dans ces régions, l'isolement et la dispersion des créateurs, combinés à l'absence d'un cadre formel de dialogue et d'échange, tend à réduire la pratique des arts visuels.

Le projet « ENAKPAMI 2 » puise ses origines dans la volonté de réunir les contributions des créateur.rice.s du Nord du Bénin et, en particulier, des jeunes, et de développer la scène culturelle et créative sur le territoire en identifiant et en créant des synergies et des activités interactives, en renforçant la mobilisation et en augmentant la visibilité des artistes visuel.le.s locaux.les. Le projet a été mené par l'Association pour le Développement des Arts visuels dans le Nord du Bénin (ADAV-NORD BÉNIN) avec la collaboration de l'Association béninoise d'Arts plastiques FOUR P (ABAP-FOURP), et le soutien de plusieurs partenaires, dont le Ministère du Tourisme, de la Culture et des Arts.

Le projet avait également pour objectif de promouvoir la culture locale et la création artistique, d'améliorer leur accès auprès des populations locales et leur adoption par ces dernières, et de stimuler le développement économique local des secteurs et des créateur.rice.s ciblé.e.s. Pour ce faire, 30 jeunes artistes visuel.le.s ont été identifié.e.s par l'association coordinatrice et ont sélectionné.e.s pour participer à une formation visant à renforcer leurs aptitudes techniques dans les domaines de la photographie artistique, de l'édition de photographies, de l'art vidéographique et de l'édition vidéographique.

Le projet avait originellement pour objectif de cibler 30 jeunes artistes et designers, dont 10 personnes handicapées et 10 jeunes designers. Les résultats de l'appel à candidature ayant forcé les organisateur.rice.s à réviser leurs objectifs initiaux, le jury, composé par trois membres qualifié.e.s, a finalement sélectionné un groupe de 30 personnes composé de 21 jeunes designers hommes, huit artistes visuel.le.s femmes et un designer en situation de handicap, sur la base des quarante candidatures reçues. Grâce à la collaboration du DEDJI, une ONG du Littoral travaillant autour de la question du handicap, le projet a postérieurement pu inclure dans cet atelier huit autres personnes en situation de handicap intellectuel. Le processus de sélection a été coordonné par ADAV-NORD BÉNIN et la diffusion de l'appel à projet initial a été facilitée, entre autres, par les autorités locales de la municipalité d'Abomey-Calavi.

Le groupe de 29 artistes visuel.le.s, dont 9 en situation de handicap moteur et/ou intellectuel, a eu la chance de participer à des ateliers de formation. Un premier atelier a été organisé sur deux périodes de 5 jours en décembre 2019 et janvier 2020. La première partie de cet atelier a mis l'accent sur la photographie de beaux-arts et la pratique d'un logiciel d'édition de photographique et de retouche d'image, et a été réalisée par un formateur professionnel. Les participant.e.s ont eu l'occasion d'apprendre à utiliser un appareil photo professionnel et de s'exercer aux techniques et aux règles de l'art de la photographie. La seconde partie de l'atelier a été organisée quelques semaines plus tard sous la supervision d'un deuxième formateur professionnel qui a présenté un logiciel de photo professionnelle et d'édition d'image, grâce à des exercices pratiques proposés à chaque participant.e.

Un second atelier a été organisé simultanément avec le premier atelier en décembre 2019 et janvier 2020, aux mêmes dates. La première partie de ce second atelier s'est centrée sur la formation en art vidéo et a permis d'accéder à un équipement professionnel de tournage vidéo. La seconde partie de ce second atelier a permis d'aborder l'édition audiovisuelle et a permis aux participant.e.s d'utiliser les outils élaborés au cours de la première partie de l'atelier pour leur création audiovisuelle. Cette dernière partie s'est terminée par une séance de visionnage où a été présentée une compilation des vidéos produites par les participant.e.s. L'ensemble des travaux a été suivi et guidé par des formateurs professionnels qualifiés.

Finalement, le deuxième recensement national réalisé dans les douze départements du Bénin a permis de réaliser un annuaire d'artistes visuel.le.s et d'autres participant.e.s du secteur des arts visuels au Bénin. L'annuaire comprend 370 artistes visuel.le.s, dont 34 femmes, 8 fédérations, 51 associations, 48 installations ou espaces de promotion, 5 historien.ne.s, 21 journalistes et 7 collectionneur.euse.s.

Globalement, le projet a atteint concrètement un public ciblé de 38 stagiaires qui ont eu l'occasion d'acquérir et de développer des talents et des savoirs techniques, pratiques et créatifs grâce à leur participation à ces ateliers. Au-delà de ce groupe de créateur.rice.s, le projet a touché environ 400 personnes qui ont pu avoir un meilleur accès à la production locale en matière de photographie et de vidéo grâce au site web, conçu pour promouvoir le projet et la promotion du travail créatif développé par les 30 créateur.rice.s ayant participé aux activités de formation.

Agenda 2063

1. Un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous
4. Économies transformées et emplois
11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
17. Pleine égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie
18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



Objectif 5 :
Égalité entre les sexes

Objectif 8 :
Travail décent et croissance économique

Objectif 11 :
Villes et communautés durables

Objectif 17 :
Partenariats pour la réalisation des objectifs

V PENPEN AFRICA

« PenPen Africa » : Explorer les identités culturelles et favoriser la cohésion sociale en réunissant des écrivain.e.s talentueux.ses de différentes régions afin d'échanger et de partager les expressions culturelles du patrimoine africain.



«**P**enPen Africa » (PPA) est un programme de résidence transculturel pour les écrivain.e.s qui favorise la cohésion sociale au sein des communautés d'écriture africaines en approfondissant la diversité des cultures existant en Afrique. Le programme, s'est étalé de juillet 2019 à juin 2020, et a inclut des résidences parallèles à Abuja (Nigeria) et Nairobi (Kenya) pendant 21 jours, où des écrivain.e.s connecté.e.s, venant de différents milieux ont eu l'occasion d'en apprendre plus sur le patrimoine culturel africain, d'expérimenter différentes expressions culturelles, et de réfléchir sur les aspects communs et les pratiques uniques. Grâce à des séries d'ateliers, de séminaires, de séances interactives, de conseils en écriture créative et de travaux en groupe, les 12 participant.e.s sélectionné.e.s (six femmes et six hommes) ont chacun.e écrit deux histoires de non-fiction, qui ont fait l'objet d'une compilation au sein d'une anthologie.

L'African Writers Development Trust, une organisation artistique, culturelle et éducative sans but lucratif, a mené ce partenariat avec la Writers Guild Kenya, un organisme qui travaille principalement avec des écrivain.e.s pour générer des opportunités de réseautage et de publication. Ces deux organismes avaient au préalable déjà travaillé ensemble ; depuis 2018, ils organisent la conférence annuelle African Writers, qui réunit des créateur.rice.s de différentes cultures afin de tisser des réseaux, d'apprendre et de développer

leur art. À l'occasion du PPA, elles ont à nouveau travaillé ensemble pour connecter des écrivain.e.s de différents milieux avec l'objectif commun d'améliorer la cohésion culturelle et sociale entre les communautés d'écriture en Afrique.

Le programme a compris une résidence au Nigeria avec six écrivain.e.s d'Afrique de l'Ouest et Centrale (deux du Nigeria et un.e de Gambie, du Cameroun, du Ghana et de Côte d'Ivoire), et une résidence au Kenya avec six autres écrivain.e.s d'Afrique de l'Est et du Sud (trois du Kenya et un.e de Zambie, d'Ouganda et du Rwanda). Les écrivain.e.s ont été exposé.e.s aux diverses cultures du pays d'accueil – le Nigeria et le Kenya – ainsi qu'aux cultures d'un autre pays. Ils et elles ont pu prendre conscience des stéréotypes culturels dans la littérature et de la manière de les éviter, ce qui a contribué à explorer et élargir les perspectives critiques sur les identités culturelles.

Les écrivain.e.s ont été soigneusement choisi.e.s au sein de leur communauté d'écriture ou littéraire autochtone afin d'assurer des échanges et une collaboration de haut niveau. Les critères comprenaient notamment la capacité technique, le contenu, l'organisation et l'expression de sujets soumis par les candidat.e.s. L'approche participative du programme a permis aux écrivain.e.s de vivre des échanges transnationaux en interagissant personnellement et quotidiennement par le biais du programme en ligne pour ceux et celles qui le suivaient, depuis toutes les régions du continent. Ils et elles ont écrit deux récits de non-fiction traitant différentes thématiques culturelles, ce qui a donné lieu à 24 récits réunis dans une anthologie intitulée *Twaweza*, publiée en livre de poche et au format ebook et diffusé dans des universités, les bibliothèques d'écoles secondaires, des bibliothèques nationales et des groupes littéraires. Le Président du Nigeria, S. E. Muhammadu Buhari, a également reçu des copies de cette anthologie.

Les institutions nationales gouvernementales et les départements impliqués dans la préservation et la promotion de la culture au Nigeria tels que le National Council for Arts and Culture et le National Institute for Cultural Orientation, ont été invités à visiter la résidence. Les ambassades et hauts commissaires représentant les pays d'origine de certain.e.s participant.e.s ont également été invités à suivre de près les progrès et réussites du programme.

De fait, la collaboration avec les partenaires locaux et régionaux s'est avérée essentielle dans le succès du programme. L'équipe a travaillé étroitement avec la Writers Association of Gambia, Self-Ish (West Africa), Yasmin el-Rufai Foundation (YELF), la Coalition of African Literature Nigeria (COAL-NG), Writers Space Africa – Ghana et Writers Space – Kenya, Afflatus Africa, Art Moves Africa et la Creative Writers League. Les plans à venir pour renforcer et étendre le réseau d'activités au sein de ces régions incluent de se rapprocher d'organisations telles que le Goethe Institute Kenya, le Centre culturel français au Kenya, le Centre culturel français en Tanzanie et Writers Space Africa – Zambie.

Le programme a démontré que les acteur.rice.s créatif.ve.s, notamment les écrivain.e.s, contribuent au développement durable, grâce à la mise en valeur du patrimoine tangible et intangible des régions et des villes, en captant dans leurs travaux les valeurs et expressions culturelles qui forment les identités des individus et des groupes. En outre, les écrivain.e.s inspirent l'exploration et le renouvellement de l'imagination, des souvenirs, des rituels et coutumes, en encourageant l'inclusion, la tolérance, le respect, la paix et la diversité dans les sociétés.

Agenda 2063

1. Un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous
11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
13. La paix et la sécurité sont préservées
16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
17. Pleine égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie

ODD



Objectif 5 :
Égalité entre les sexes

Objectif 11 :
Villes et communautés durables

Objectif 16 :
Paix, justice et institutions efficaces

Objectif 17 :
Partenariats pour la réalisation des objectifs

VI PHOTOGRAPHY AND VISUAL LITERACY FOR ACTIVE CITIZENSHIP

« Littérature photographique et visuelle pour une citoyenneté active » : Promouvoir la démocratie locale et les sociétés inclusives durables en Ouganda grâce à l'éducation artistique.



« **P**hotography & visual literacy for active citizenship » donne aux étudiant.e.s les connaissances, les talents et l'expérience de développer leur alphabétisation visuelle et de promouvoir le rôle que cela joue dans des sociétés démocratiques et durables. Grâce à l'inclusion du photojournalisme et d'ateliers d'alphabétisation visuelle dans des programmes d'éducation extrascolaire à l'Université Makere à Kampala, en Ouganda, les étudiant.e.s en media et en journalisme, ainsi que l'ensemble des étudiant.e.s du campus, ont pu développer des activités de recherche et des techniques photographiques, une pensée critique, leur capacité d'ouverture et un plus grand respect pour les différentes cultures. Le projet a permis d'aborder le sous-développement de l'alphabétisation visuelle dans les parcours universitaires en Ouganda, et a permis aux étudiant.e.s de devenir des participant.e.s actif.ve.s aptes à bénéficier d'opportunités professionnelles dans le cadre du projet.

Le projet a été mené par la Fondation FOTEA, responsable de la conceptualisation des ateliers et du développement de leur méthodologie, ainsi que de l'écriture des termes de référence pour chaque facilitateur.rice et commissaire d'exposition. Parmi les autres tâches, le projet a inclus un volet de gestion financière et un volet de coordination de la communication visuelle et des éléments de conception graphique. Le Département de Journalism et de Communication de l'Université Makere a géré l'horaire de la faculté et identifié les étudiant.e.s intéressé.e.s par le projet. Le partenariat a été conçu pour inclure la formation en photographie et pour promouvoir le dialogue interculturel, en

encourageant une citoyenneté active, des relations intercommunautaires et une approche nécessairement critique du colonialisme. Cela a également augmenté l'utilisation des espaces publics pour l'expression créative sur le campus de l'Université Makere.

Au fil du projet, plus de 50 étudiant.e.s ont participé à une série de 4 ateliers approfondis (avec plusieurs séances en ligne et présentiels adaptées à l'apparition de la covid-19) et une exposition. Une séance d'introduction a servi à informer les étudiant.e.s participant au projet et à les encourager à y participer. 49 étudiant.e.s étudiant à la faculté de Journalisme et de Communication et à la faculté des Arts du Spectacle et du Film (faisant partie toutes deux du College of Humanities and Social Sciences), et la Margaret Trowell School of Industrial and Fine Arts (appartenant au College of Engineering, Design, Art and Technology (CEDAT)) y ont participé, dont 65,3 % de femmes. Après la réunion d'introduction, 4 séances ont traité des 4 grandes thématiques sélectionnées pendant le premier atelier : « Pensée critique », « Alphabétisation visuelle », « Histoire de la photographie sur le continent africain » et « Méthodologie de la recherche en photojournalisme ».

Le deuxième Atelier, « Activer les archives », a compris une séance sur l'exploration critique de la photographie d'archives et l'expérimentation de différentes techniques, ainsi qu'une conférence publique sur « L'histoire de la photographie en Ouganda », un échange avec les fondateurs d'African Photography Initiative, un atelier de pensée créative, une conversation publique avec un photographe et une présentation sur la manière de lire les photos et de les utiliser dans les activités de recherche. Le troisième atelier, « Surtout la photographie », a donné aux étudiants des outils techniques lors de séances en ligne, notamment en matière de *storytelling*, de *pitch* et de *basic workflow* pour profiler la partie commerciale de la photographie. Finalement, le quatrième atelier, « Masterclass : documenter la démocratie », a permis de développer des projets basés sur la communauté autour du processus électoral en Ouganda.

Des artistes célèbres, des réalisateurs.rice.s, des entrepreneurs.euse.s, des éducateurs.rice.s et des professionnels.le.s indépendant.e.s ont participé à ces ateliers. Ils ont expliqué aux jeunes étudiant.e.s l'importance de la pensée critique et la connexion logique entre les idées et les récits pour faire prendre conscience de sujets de société essentiels, en mettant l'accent sur la manière dont la créativité et les langages visuels tels que la photographie peuvent apporter un sens grâce aux images. En ce sens, les ateliers ont permis d'aborder la manière dont la photographie a été utilisée pendant l'ère coloniale sur le continent africain et sur l'équilibre de pouvoir lié au travail, aux styles et aux genres abordés par les artistes et photojournalistes locaux.les.

Des exercices et des travaux pratiques visant à évaluer la culture visuelle africaine ont été conçus pour aider les étudiant.e.s à définir leur carrière dans le domaine de la créativité visuelle. En outre, une exposition a montré le travail d'étudiant.e.s sur le campus de l'Université Makere, en les aidant à contextualiser leurs apprentissages. Parallèlement aux débats du panel coordonnés par trois étudiant.e.s après les ateliers, la Faculté d'Enseignement au MUK et plusieurs photographes professionnels.le.s se sont impliqués.e.s dans une série d'ateliers « Former les formateurs.rice.s ». Un séminaire de communication a également permis d'explorer le potentiel de l'univers virtuel.

Malgré les défis à relever à la fin du mois d'octobre 2019, en raison des grèves d'étudiant.e.s qui protestaient contre l'augmentation de 10 % des frais scolaires, grèves brutalement réprimées par les forces de l'ordre, puis par la suite dû aux restrictions liées à la covid-19, « Photography & visual literacy for active citizenship » a permis de beaucoup progresser vers ses objectifs, en particulier concernant la participation de plus de 15 % de femmes, collectif souvent sous-représenté dans l'industrie de la photographie. Les obstacles ont amené les organisateurs.rice.s à reprogrammer certaines activités, sans pour autant empêcher le projet de parvenir à augmenter la prise de conscience relative à l'importance de doter les jeunes africain.e.s d'une éducation artistique, d'encourager une citoyenneté active et de promouvoir la défense de la liberté d'expression, l'égalité entre femmes et hommes, la créativité ainsi que le patrimoine tangible et intangible par le biais de récits visuels.

Agenda 2063

- 2. Des citoyens bien formés et suffisamment qualifiés ayant pour support la science, la technologie et l'innovation
- 11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
- 16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
- 18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



Objectif 4 :
Éducation
de qualité



Objectif 8 :
Travail décent
et croissance
économique



Objectif 16 :
Paix, justice
et institutions
efficaces

CHAPITRE 2

Liberté d'expression et dialogue interculturel : créer des espaces culturels et des synergies pour la consolidation de la paix et pour des sociétés démocratiques.

Thématique principale : liberté d'expression et dialogue interculturel

Introduction

Le dialogue interculturel est l'un des défis les plus importants de nos sociétés. La mobilité et les migrations, ainsi que la reconnaissance de la diversité culturelle à tous les niveaux, sont des composantes structurelles des sociétés africaines.

Le respect et la valeur de la diversité requièrent l'intégration à la fois de stratégies multiculturelles qui reconnaissent les personnes issu.e.s de milieux culturels différents vivant ensemble et de stratégies interculturelles qui créent du liens entre ces personnes. La participation active à la création et à la production culturelle permet la création et la recréation de communautés où les individus peuvent construire leur propre identité, et jouissent du droit d'expression comme liberté fondamentale qui garantit un dialogue réel. Une attention toute particulière doit être prêtée aux différentes réalités des personnes issues de communautés autochtones, de communautés de minorités et de communautés de migrant.e.s. Les processus et expressions culturelles, telles que la poésie et le slam, le cinéma, la vidéo ou le récit s'avèrent être des techniques extrêmement utiles pour promouvoir un dialogue interculturel qui se veut utile, opérationnel et inspirant.

Les Agendas de développement – Objectifs de Développement Durable (ODD), Agenda Vision 2063 de l'Union Africaine (Agenda2063 UA) et Culture 21 Actions – reflètent ces considérations. Les ODD comprennent une cible clairement établie liée à l'importance de la diversité culturelle et au dialogue interculturel dans l'éducation (cible 4.7) et on peut également considéré que la liberté d'expression et le dialogue interculturel sont implicites dans l'Objectif 10 (« Réduire les inégalités dans, et entre, les pays ») et dans l'Objectif 16 (consacré à promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives, avec notamment la cible 16.10 portant sur le renforcement de l'accès public à l'information et à la protection des libertés fondamentales). Les ODD intègrent aussi des références visant à soutenir le développement de la technologie domestique, de la recherche et de l'innovation (cible 9.B) et à soutenir l'accès aux technologies de l'information et de la communication (cible 9.C). D'autre part, l'Agenda 2063 de l'UA, l'Afrique Que Nous Voulons, met l'accent sur la culture dans sa cinquième aspiration, qui promeut une région africaine avec une « identité forte, un patrimoine commun et des valeurs et des éthiques partagées » où la Renaissance culturelle africaine est prééminente, en insistant sur trois priorités clé, notamment : (1) Les valeurs et idéaux du panafricanisme ; (2) Les valeurs culturelles et la Renaissance africaine ; et (3) Le patrimoine culturel, les arts créatifs et les affaires. Culture 21 Actions est plus explicite dans la considération du dialogue interculturel et de la liberté d'expression, notamment dans son engagement consacré à « La culture, l'information et les connaissances », engagement qui met en évidence la nécessité de placer les libertés fondamentales au centre des politiques culturelles locales : « la liberté d'expression, y compris l'expression artistique, la liberté d'opinion, la liberté d'information, le respect de la diversité culturelle et le respect de la confidentialité » ainsi que l'importance de mesures visant à « accéder à une information libre et plurielle », considérées comme vitales.

Le programme *Culture at Work Africa* a soutenu plusieurs projets qui illustrent l'importance de promouvoir la liberté d'expression et le dialogue interculturel dans la construction de sociétés pacifiques et véritablement inclusives et démocratiques. À Nairobi, « **African Space Makers** » a impliqué 5 espaces créatifs locaux formés par des artistes, des groupes communautaires et des entrepreneur.euse.s sociaux.les et a donné carte blanche à leurs équipes pour créer une « série de documenteurs » dans laquelle des sujets tels que la race, le sexe, l'âge, la religion, la sexualité et autres ont été abordés et partagés. Le projet a permis de connecter les participant.e.s avec des homologues internationaux.les ainsi qu'avec le gouvernement local de Nairobi. Le projet « **Stimulating Intercultural Dialogue in East Africa using Technology** » a engagé des acteur.rice.s culturel.le.s du Kenya, de Tanzanie et d'Ouganda dans la production de la série Kikatuni (12 épisodes, un teaser et une vidéo de promotion), qui traite de manière créative des thématiques clés telles que les questions liées aux libertés fondamentales, au changement climatique, au futur du travail, à la technologie, au développement social et au développement culturel, dans le cadre d'un processus collaboratif et participatif. Le dialogue interculturel a également été au cœur du projet « **Relinking Communities Through Culture** » qui visait à renforcer l'empathie et à construire de la cohésion sociale entre les groupes ethniques Shona et Ndébélé au Zimbabwe. Ce projet a eu l'audace d'aborder explicitement certaines difficultés territoriales (transmission d'information, construction de l'identité nationale, polarisation ethnique, manque de tolérance, divisions linguistiques) et a impliqué des professionnel.le.s artistiques et culturel.le.s, des freelances, des chroniqueurs et chroniqueuses, des commentateurs et commentatrices médiatiques, des journalistes citoyen.ne.s et des journalistes qui ont utilisé des méthodologies créatives pour promouvoir le dialogue. De même, le projet « **Young Ugandans and Kenyans demonstrate the value of social cohesion** » a engagé 100 clubs de paix au Kenya et 21 clubs de patrimoine culturel et musées communautaires en Ouganda, à imaginer une nouvelle « compétition » visant à mettre en évidence les valeurs positives (dialogue interculturel, cohésion sociale et coexistence pacifique) dans les zones frontalières entre les deux pays. Lors de toutes les étapes du projet, les participant.e.s ont débattu de thématiques clés (souvent source de perceptions erronées, de malentendus et de tensions menant à des conflits systémiques) pour générer quelque chose de nouveau, la base d'un avenir qui donne la priorité au dialogue et à la paix. Le projet « **Ciné-débat pour la paix : pour le dialogue interculturel et la cohésion sociale au Cameroun** » a pris comme point de départ les conflits faisant rage dans le pays pour développer des cycles de des projections de film et de débats visant à contribuer à la consolidation de la paix entre les communautés et les populations dans 5 régions du pays : le Nord-ouest, le Sud-ouest, l'Ouest, le littoral et le centre. Le projet a permis de promouvoir le cinéma comme un espace sûr et neutre pour le dialogue interculturel et la paix. « **Action jeunesse pour le dialogue interculturel et la dignité pour tous en Afrique** » s'est appuyé sur le potentiel de la communication virtuelle comme levier de dialogue interculturel et de paix entre les jeunes au Sénégal, au Bénin et au Cameroun, en tirant parti de la capacité de rayonnement du slam et de la poésie comme techniques de récit pouvant contribuer à réduire la violence, le manque de tolérance et l'exclusion socio-économique liée aux ethnies ou à la religion.

AFRICAN SPACE MAKERS

« African Space Makers » : Développer le premier documenteur vidéo 360 interactif sur la création d'espaces réalisés en Afrique.



« African Space Makers » raconte l'histoire de femmes et d'hommes issu.e.s d'espaces créatifs et de collectifs artistiques de Nairobi, au Kenya. Il s'agit du tout premier « documenteur interactif et participatif en réalité virtuelle » réalisé en Afrique. « African Space Makers » inclut, donne la parole et augmente la visibilité d'espaces culturels et communautaires de la capitale du Kenya, avec l'idée de prolonger l'initiative dans d'autres villes africaines. Chaque segment du projet a été développé avec des membres de 5 centres d'art, un collectif musical, des artistes de graffiti et des groupes de skaters, regroupant 37 artistes et créateur.rice.s.

Le projet a été dirigé et coordonné par Cultural Video Production Ltd, également connu comme le collectif TheNrbBus (un espace créatif en soi), en collaboration avec le Goethe Institute, qui a contribué à identifier et à établir les espaces culturels, et Black Rhino VR, chargé de l'expertise technique.

La série raconte l'histoire de 5 espaces créatifs locaux formés par des artistes, des groupes communautaires et des entrepreneur.euse.s sociaux.les : Maasai Mbili (un collectif autofinancé d'artistes) ; Brush Tu (un centre d'art) ; Keroche (un artiste de graffiti indépendant) ; les Skaters (un groupe communautaire) et le

Zazi collective (un collectif de musique urbaine et de culture alternative). Ces espaces ont été sélectionnés en raison de leur diversité créative et culturelle, ils sont autosuffisants et indépendants de toute institution, et ils se sont portés volontaires pour participer au projet afin de présenter leurs expériences au public.

« African Space Makers » montre comment les acteur.rice.s culturel.le.s et créatif.ve.s indépendant.e.s peuvent devenir des agents du développement social, économique et communautaire. Le projet montre comment les acteur.rice.s culturel.le.s contribuent à repenser les modèles urbains actuels, à soulever des débats clés en questionnant les normes sociales relatives à des questions sujettes à controverse telles que la race, le sexe, l'âge, la religion, la sexualité etc., et à créer des espaces sûrs pour que les minorités puissent s'exprimer, favorisant ainsi la cohésion sociale entre les communautés.

Refléter le véritable esprit des histoires locales a été l'un des facteurs de succès de ces documenteurs. Les coordinateurs de l'initiative et les groupes identifiés se sont retrouvés plusieurs fois afin de collaborer, de maintenir des conversations profondes et de co-crée ce qui deviendrait par la suite le documenteur, en s'assurant que le processus de fictionalisation garantirait l'incarnation de la vision de chaque groupe. Le projet visait aussi à influencer la prise de décision locale afin de promouvoir une meilleure reconnaissance de la culture et des secteurs artistiques, un meilleur soutien pour la création, la production et la diffusion culturelle, ainsi que la reconnaissance de la valeur du secteur de la culture quant à l'utilisation des espaces publics, la planification urbaine et le développement local social et économique.

« African Space Makers » est parvenu à impliquer la municipalité de Nairobi en tant que partenaire de l'initiative, via l'implication du Département de Planification Urbaine de la ville, afin d'accroître le soutien public et institutionnel destiné à la création d'espaces communautaires sûrs. Au cours du développement d'« African Space Makers », de nouveaux partenariats avec des institutions clés et des partenaires privés, tels que l'entreprise allemande leader en réalité virtuelle INVR.SPACE ou l'institution internationale Hivos, sont nés. Ceci a permis au projet de se développer davantage et de gagner en ambition, en impliquant notamment différents professionnel.le.s locaux.les (acteur.rice.s professionnel.le.s, chargé.e.s de production, costumier.ère.s, professionnel.le.s du marketing, etc.) et contribuant ainsi à stimuler l'emploi local et à accéder à des événements clés partout dans le monde.

Fort de ces réussites, « African Space Makers » s'est vu décerner le prix Lumière dans la catégorie « meilleure réalisation 2020 » et le prix XR Must Impact 2020. Il a aussi été sélectionné pour de grands événements et des scènes internationales en 2019, telles que le Berlinale Africa Hub (Berlin), le Venice Biennale Financial Gap (Venise), l'African Crossroads Event (Mombasa) et le « Booster Business Event » (Bruxelles). Le premier événement local a été organisé à Nairobi en 2020 au cours du festival Jibambe Na Tec, coorganisé par les instituts culturels français et allemand. Deux vitrines privées ont également été montées lieu en 2019, dans le Nrb Bus, et Bureau de Production Vidéo Culturelle (Nairobi). Le « African Space Makers » a réussi à faire voyager les histoires de plusieurs d'artistes locaux.les, de créateur.rice.s et de collectifs d'art de Nairobi qui ont touché plus de 400 personnes dans le monde entier, ouvrant ainsi un voie nouvelle vers la liberté d'expression et vers une conversation sur le dialogue interculturel.

Agenda 2063

- 4. Économies transformées et emplois
- 10. Une infrastructure de classe mondiale sur tout le continent
- 11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
- 12. Des institutions compétentes et un leadership transformé à tous les niveaux
- 16. La renaissance culturelle africaine est prééminente

ODD



Objectif 8 :
Travail décent
et croissance
économique



Objectif 9 :
Industrie,
innovation et
infrastructure



Objectif 11 :
Villes et
communautés
durables



Objectif 16 :
Paix, justice
et institutions
efficaces

STIMULATING INTERCULTURAL DIALOGUE IN EAST AFRICA USING TECHNOLOGY

« Stimuler le dialogue interculturel en Afrique de l'Est grâce à la technologie » : Promouvoir des initiatives culturelles et créatives en tant qu'espaces sûrs afin de renforcer le dialogue interculturel en Afrique.



Culture and Development East Africa (CDEA) est un think tank créatif qui collabore avec des espaces créatifs et culturels pour permettre l'émergence de débats et d'événements de réseautage absolument nécessaires en Ouganda, en Tanzanie et au Kenya. Ces espaces invitent les habitant.e.s locaux.les, et en particulier les femmes, les jeunes et les acteur.rice.s culturel.le.s, à débattre de sujets critiques et des préoccupations politiques sensibles liés au domaine de la justice sociale et de la gouvernance responsable.

En Tanzanie, le Règlement sur les communications électroniques et postales (contenu en ligne) (*Electronic and Postal Communications (Online Content) Regulations*) de 2018 et la Loi sur la cybercriminalité en Tanzanie (*Tanzania's Cybercrimes Act*) de 2015 tendent à limiter la liberté d'expression des citoyen.ne.s, y compris des artistes et activistes, et en particulier des jeunes. Coordonné par le CDEA, le projet « Stimulating Intercultural Dialogue in East Africa using Technology » a été mis en place en collaboration avec la plateforme créative KQ Hub Africa qui vise à favoriser le dialogue et l'échange d'expériences entre entrepreneur.euse.s, universitaires et créateur.rice.s afin de promouvoir le dialogue et la connaissance interculturels. En combinant outils techniques, dont du matériel audiovisuel, plateformes virtuelles et média sociaux, le projet a été à même de

proposer des espaces ouverts et sûrs pour un dialogue libre à propos de questions délicates à soulever, et/ou manquant de visibilité, dans des espaces traditionnels institutionnels, en Tanzanie.

Le projet a créé la série KIKATUNI (12 épisodes, un teaser et une vidéo de promotion) dans le but d'offrir un espace sûr pour le développement du sens critique, le dialogue social et la liberté d'expression abordant des sujets tels que la justice sociale et la construction des communautés, en utilisant un processus d'incubation audiovisuel innovant qui a impliqué des humoristes locaux, des réalisateurs.rice.s et des musicien.ne.s. Parallèlement à cette activité, KQ Hub Africa a produit six épisodes de Creative Talks Africa, en présentiel (notamment à Kampala) et en distanciel (en ligne), visant à aborder un éventail de sujets tels que : la relation entre l'art et la liberté d'expression ; la pratique créative et la santé mentale ; l'innovation créative et le handicap ; la culture et l'entrepreneuriat créatif ; la créativité et la gestion des déchets ; la mode et l'art ; ou encore le financement de l'art et de la culture dans un monde numérique. Ces activités ont été réalisées avec le soutien du British Council en Ouganda, d'Hivos East Africa et du Design Hub of Kampala, ainsi qu'à travers des partenariats spécifiques et des collaborations avec des partenaires locaux importants, qui ont assuré la pertinence et l'efficacité de chaque activité mise en œuvre.

Le développement de la série KIKATUNI n'a pas été simple et plusieurs difficultés ont été rencontrées dans la mise en œuvre du projet. Obtenir une autorisation pour filmer et pour diffuser des contenus a été l'un des principaux obstacles. Le toit du lieu de tournage – l'Eco Sanaa Terrace – s'est de plus effondré quelques jours avant le tournage de l'un des épisodes. Entre autres difficultés, le manque de ressources, les pannes constantes d'internet et l'impact de la pandémie covid-19 au début de l'année 2020 sont également remarquables.

Malgré ces obstacles, 12 épisodes (4 épisodes par humoriste) ont été produits, ainsi qu'un teaser et une vidéo de promotion. L'ensemble des épisodes de la série abordent des éléments de débat social et interculturel à travers les travaux de trois caricaturistes locaux d'Ouganda, de Tanzanie et du Kenya qui ont abordé des thématiques clés telles que le changement climatique, les pratiques durables, le futur du travail, la technologie, le développement social ou encore le développement culturel. Les épisodes sont disponibles sur Youtube et ont été diffusés sur la radio en ligne Midundo.

La série KIKATUNI a été produite en collaboration avec la Tanzania Youth Vision Association et le Département des Arts Créatifs de l'Université Dar es Salaam afin de garantir la participation de jeunes et d'étudiant.e.s non seulement au sein des débats, mais aussi dans la production de la série. Un partenariat a été tissé avec une organisation locale de femmes artistes appelée Binti Leo, pour garantir que les filles et les femmes aient aussi voix au chapitre dans ces conversations. En ce sens, une conférence créative consacrée aux femmes et aux femmes artistes, a été retransmise virtuellement en direct sur la plate-forme KQ Hub Africa par le biais de leur page Facebook. L'événement en ligne a mis en lumière les facteurs sociaux et culturels qui conditionnent la carrière des femmes, y compris les normes familiales et sociales.

La combinaison de ces conférences créatives en ligne et présentielles a permis de consolider les plateformes en ligne KQ Hub et CDEA comme des espaces sûrs pour le dialogue interculturel et la construction de communautés en Afrique. L'initiative a touché près de 90 000 personnes : un tiers (au moins) étaient des femmes et une grande majorité étaient des jeunes et des étudiant.e.s. Parmi les participant.e.s, des leaders de la société civile, des journalistes, des artistes, des professeur.e.s et des chercheur.euse.s étaient également présent.e.s. Cette expérience prouve que d'autres initiatives de ce genre sont nécessaires dans ces pays, les communautés locales ont démontré leur besoin de plus de justice sociale, de liberté d'expression et de dialogue interculturel.

Agenda 2063

2. Des citoyens bien formés et suffisamment qualifiés ayant pour support la science, la technologie et l'innovation
11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
13. La paix et la sécurité sont préservées
16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
17. Pleine égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie
18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



Objectif 3 :
Bonne santé
et bien-être



Objectif 9 :
Industrie,
innovation et
infrastructure



Objectif 16 :
Paix, justice
et institutions
efficaces



Objectif 17 :
Partenariats pour
la réalisation
des objectifs

RELINKING COMMUNITIES THROUGH CULTURE

« Réunir les communautés grâce à la culture » : Favoriser l'empathie et construire la cohésion sociale entre les communautés ethniques Shona et Ndébélé du Zimbabwe.



Le Zimbabwe est un pays marqué par les conflits sociaux et l'oppression politique, les efforts réalisés par de nombreux acteurs et actrices locaux pour promouvoir la cohésion nationale et une identité nationale résiliente. Pendant des années, ce pays a été le théâtre de divisions interculturelles ethniques et communautaires qui ont généré nombre de tensions et de conflits non résolus qui ont parfois débouché sur des violences ethniques et interethniques et a compliqué le processus complexe de construction postcoloniale de cette nation.

En réponse à cela, le Nhimbe Trust, une organisation du Zimbabwe sans but lucratif et non-gouvernementale qui travaille à l'intersection entre la culture et le développement pour promouvoir le développement socio-économique local, en collaboration avec le Savanna Trust, une organisation sans but lucratif qui utilise le théâtre pour favoriser de grands changements sociaux, ont lancé un projet commun visant à favoriser l'empathie et à construire la cohésion sociale entre les communautés ethniques Shona et Ndébélé, au Zimbabwe. Les interventions se sont centrées sur l'offre de plateformes inclusives visant à favoriser l'émergence de débats sérieux sur les identités ethniques dans un contexte urbain.

Une série d'activités eut lieu dans la capitale du pays, Harare, ainsi que dans la deuxième plus grande ville, Bulawayo, entre décembre 2018 et novembre 2020. Elles ont mis l'accent sur des actions basées sur les communautés et sur des collaborations culturelles facilitant le renforcement du dialogue sur l'identité ethnique, la polarisation et la divergence d'opinion au sein des divisions culturelles. Elles ont contribué à la consolidation de la paix et à la réconciliation progressive entre les populations locales.

Le premier forum de dialogue interculturel consultatif a réuni dix professionnel.le.s des médias établi.e.s à Harare, qui ont utilisé les médias par le biais de différentes plateformes et de différentes manières. Freelances, chroniqueurs, commentateurs médiatiques, des journalistes citoyen.ne.s et des journalistes travaillant pour de grands médias locaux ont pris part à l'activité. La diversité de participant.e.s a donné au projet une première idée de cartographie concernant la manière dont les professionnel.le.s des médias exerçaient leurs droits à la liberté d'expression lors de la transmission d'information sur le dialogue interculturel et la construction d'une identité nationale, tout en occupant des espaces de navigation marqués par la polarisation ethnique et les divisions linguistiques.

Le second forum consultatif a mobilisé dix partenaires culturel.le.s et créatif.ve.s représentant une palette de disciplines diversifiée. Les participant.e.s ont débattu, entre autres, du rôle des créateur.rice.s et de la créativité pour aborder des sujets controversés tels que l'identité ethnique, considérés historiquement comme tabou, et de la manière dont les désaccords culturels et ethniques ont étouffé les efforts créatifs et innovants visant à créer les conditions idoines pour un dialogue interculturel. Ils et elles ont également abordé la manière dont la liberté d'expression artistique peut devenir une source de conflit, et comment les méthodologies créatives peuvent être utilisées dans le secteur artistique et culturel du Zimbabwe pour briser les stéréotypes qui favorisent l'intolérance et les conflits culturels.

Parallèlement à ces plateformes de débat, « *Relinking Communities Through Culture* » a soutenu plusieurs projets culturels et créatifs tels que : Africa Day in Njube (ADiN), une plateforme visant à fêter la Journée de l'Afrique de différentes manières transculturelles et multidisciplinaires (tambours, récit, danse, musique, oralité, arts visuels) ; mais également un album lancé par Ngoma Ingoma, un jeune groupe de musique afro-fusion dont les membres sont issu.e.s de différents milieux ethniques, notamment des ethnies Shona et Ndébélé, et le prix Roil Bulawayo Arts Awards, qui promeut les principes de l'interculturalisme, de la cohésion sociale et de l'empathie à travers les divisions culturelles, ethniques et linguistiques.

Depuis juillet 2019, deux forums consultatifs ont été nourris par 20 professionnels des médias, de l'art et de la culture. Plus de 30 activités multidisciplinaires ont été réalisées grâce à des collaborations culturelles, impliquant 147 artistes et 30 producteur.rice.s de contenu créatif et facilitateur.rice.s impliqué.e.s dans la promotion de la cohésion sociale et le dialogue interculturel. 6 570 personnes ont assisté aux différents événements organisés et coordonnés dans le cadre du projet.

Agenda 2063

- 11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
- 13. La paix et la sécurité sont préservées
- 16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
- 18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



Objectif 10 :
Inégalités
réduites

Objectif 11 :
Villes et
communautés
durables

Objectif 16 :
Paix, justice
et institutions
efficaces

IV YOUNG UGANDANS AND KENYANS DEMONSTRATE THE VALUE OF SOCIAL COHESION

« Young Ugandans and Kenyans demonstrate the value of social cohesion » : Favoriser le dialogue social et la coexistence pacifique transfrontalière entre l'Ouganda et le Kenya grâce à la participation des jeunes.



D'un point de vue historique, la population de l'Ouganda et du Kenya est principalement composée de jeunes, 70 % de la population sont des jeunes ou de jeunes adultes. À la frontière entre les deux pays, la diversité culturelle a souvent été perçue comme une source de conflits communautaires et de tension politique, avec une compétition transfrontalière et un sentiment d'opposition ressenti par les résident.e.s et les communautés locales.

Ce projet a été pensé selon le principe que la diversité culturelle, au-delà d'opposer, peut jouer un rôle de pont entre les cultures et les communautés, et peut servir de vecteur pour une coexistence pacifique grâce à des processus de médiation et à un dialogue interculturel adéquats. Dans la mesure où les jeunes représentent plus de la moitié de la population de ces territoires transfrontaliers, les enfants et les jeunes (notamment de moins de 21 ans) ont été un élément clé dans l'émergence d'un nouveau dialogue intercommunautaire, et ce dès les débuts du projet.

Dans cette perspective, la Fondation Transculturelle d'Ouganda, un organisme visant à promouvoir la reconnaissance de la culture en tant qu'approche vitale pour un développement humain qui reflète l'identité et la diversité de l'Ouganda, s'est alliée avec la Fondation pour le patrimoine et les musées pour la paix communautaire, une organisation kényane qui utilise les connaissances du patrimoine culturel comme ressource pour résoudre des conflits et favoriser le développement durable.

Ensemble – et entraînant dans leur sillage plus de 150 clubs de patrimoine culturel en Ouganda, 100 clubs de paix au Kenya et 21 musées communautaires d'Ouganda – ils ont imaginé un nouveau concept de compétition et créé un concours culturel et créatif basé sur des valeurs positives telles que le dialogue interculturel, la gestion des conflits, le partage, la cohésion sociale et la coexistence pacifique. La compétition visait à accueillir toute une panoplie de créations, dont des dessins, des peintures ou des vidéos de 3 minutes, présentant une pratique culturelle particulière.

Plus de 7 000 jeunes de l'Ouganda et plus de 6 300 enfants et jeunes du Kenya (avec respectivement une moyenne de 50 et 60 membres dans chaque club du patrimoine ou club de paix) ont participé à ce concours, apportant leur vision et leur façon de comprendre comment vivre de manière pacifique avec leurs voisins. Ils et elles ont partagé – avec les personnes et les groupes avec lesquels ils et elles étaient jusqu'alors opposés et/ou en conflit – leur patrimoine culturel tangible et intangible, leurs traditions, leurs croyances et leurs différences, tels que le folklore, les contes, les rituels, les cérémonies, les danses, la musique, l'artisanat, etc. 13 dessins et peintures remarquables ont été utilisés pour concevoir et produire 1 000 copies du calendrier 2020 du patrimoine de l'Afrique de l'Est, qui a été par la suite présenté lors d'un événement régional tenu dans la capitale de l'Ouganda, Kampala, en décembre 2019. Des copies de ce calendrier ont été distribuées dans les deux pays afin d'inspirer les leaders et les décideurs politiques afin qu'ils et elles réfléchissent à des mécanismes alternatifs de gestion des conflits dans leurs sociétés respectives.

En tout, 250 débats ont été organisés tant en Ouganda qu'au Kenya, permettant de rassembler des jeunes de diverses communautés transfrontalières et groupes ethniques. Les débats ont abordé des questions clés, souvent source de mauvaises perceptions, de malentendus et de tensions débouchant sur des conflits systémiques. Des écoles rurales et urbaines ont été mobilisées au cours du processus afin d'inclure une plus grande diversité de communautés et de s'assurer que les enfants et les jeunes de tous contextes sociaux aient l'opportunité de s'exprimer.

Le nombre de dialogues brillamment organisés ont montré le grand succès du projet et l'intérêt particulier des participants. Cela illustre également le besoin pressant de proposer davantage d'initiatives similaires dans la région et, très probablement, le manque d'opportunités, au niveau local, permettant d'aborder ces questions avant que le projet ne soit lancé.

Parmi les 250 écoles urbaines et rurales mobilisées sur le projet, certaines se sont encore davantage impliquées dans le débat, et ont décidé de poursuivre ce type d'activités au-delà du cadre du projet. Ces écoles souhaitent continuer à explorer les ressources et mécanismes culturels, tels que les concours créatifs, pour promouvoir la consolidation de la paix, la résolution des conflits et l'unité au sein de communautés culturellement diverses et transfrontalières.

Agenda 2063

- 11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
- 13. La paix et la sécurité sont préservées
- 16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
- 18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



4 ÉDUCATION DE QUALITÉ

Objectif 4 :
Éducation de qualité



16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

Objectif 16 :
Paix, justice et institutions efficaces



17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

Objectif 17 :
Partenariats pour la réalisation des objectifs

V CINÉ-DÉBAT POUR LA PAIX: POUR LE DIALOGUE INTERCULTUREL ET LA COHÉSION SOCIALE AU CAMEROUN

« Ciné-débat pour la paix » : Créer des espaces sûrs et neutres pour le dialogue interculturel entre les communautés et la construction collective d'une cohabitation pacifique et d'une citoyenneté active au Cameroun.



Depuis 2016, le Cameroun a dû faire face à une importante crise qui a impliqué la perte de plus de 1 850 personnes et le déplacement géographique interne de plus de 530 000 habitants. En outre, les résultats des élections présidentielles de 2018 ont eu des conséquences dramatiques sur la population locale, avec le soulèvement des communautés tribales, une forte augmentation de la violence suscitée par les conflits entre la population locale et les tribus et le manque de réponse politique solide.

Suite à cette situation, en septembre 2019, l'Association de Cinéma Numérique Itinérant du Cameroun a décidé d'établir un partenariat avec 2 organisations basées localement, concrètement la *Cameroon Humanitarian Organization Initiatives (CHOI)* et *Cameroon Art Critics (CAMAC)*, afin de proposer une combinaison de projections de films et de débats visant à amorcer la consolidation de la paix au sein des communautés et des populations de 5 régions du pays : le Nord-Ouest, le Sud-Ouest, l'Ouest, le littoral et le centre du Cameroun. Des espaces de dialogue intercommunautaire ont été créés pour permettre aux populations des régions touchées de s'exprimer à propos de cette crise et sur ce qui mine la paix au Cameroun, dans le but de partager leurs solutions.

Le projet a permis de projeter 45 films suivis de débats éducatifs et de discussions intercommunautaires, en créant des espaces pour le dialogue interculturel entre les communautés, pour permettre aux différentes populations de ces régions de s'exprimer librement à propos de la crise à laquelle elles faisaient face, et pour aborder les facteurs qui menacent la paix et la cohésion sociale dans le pays. Les chefs de village, les communautés, les leaders religieux et traditionnels, les femmes, les hommes et les groupes de jeunes et de personnes déplacées sont finalement parvenu.e.s à s'asseoir autour d'une même table afin de commencer à proposer des solutions collectives pour faire face aux différentes menaces et obstacles auxquels ils et elles étaient confronté.e.s, et pour dialoguer ouvertement sur les conditions de leur coexistence pacifique.

La projection des films suivie des débats éducatifs et des discussions intercommunautaires, a été annoncée au cours d'une conférence de presse en septembre 2019 organisée au Musée national de Yaoundé. En outre, l'équipe a visité chacune des 5 régions ciblées pour faire circuler l'information et diffuser des films dont le thème central était la paix, la cohabitation, la résolution de conflits, la citoyenneté, la tolérance et la prévention de la violence à l'école, ainsi que de la violence basée sur le sexe contre les femmes et les filles au Cameroun. Ce premier pas a facilité les conversations initiales avec la population locale qui a ensuite commencé à partager ses préoccupations quotidiennes, allant de l'impact de la crise aux violences tribales.

Les projections, initialement prévues à partir d'avril 2020, ont finalement commencé en août 2020, et ont permis à des populations qui n'avaient pas nécessairement accès au cinéma, de voir des films. Certaines projections ont été réalisées dans des écoles, ce qui a permis d'installer de nouvelles pratiques scolaires, comme la création de clubs de ciné-débat dans 5 écoles en étroite collaboration avec le Ministère national de la Jeunesse et de l'Éducation. Une projection supplémentaire a été organisée à l'école secondaire d'Ekounou à la demande de ses responsables qui avaient pris part à une séance préalable. En travaillant avec les autorités locales et régionales, les autorités religieuses, les organisations locales, les écoles, les communautés et, dans quelques cas particuliers, des associations de femmes et de jeunes, le projet a contribué à construire des capacités locales et à augmenter la capacité des acteurs et actrices locaux.les à soutenir le dialogue interculturel et la cohésion sociale.

Les projections et les débats qui ont suivi ont permis d'améliorer la prise de conscience de plus de 9 600 personnes partout au Cameroun quant à la citoyenneté active, la tolérance et l'acceptation mutuelle, notamment de la part des femmes (environ 29 % de participation de femmes) et des jeunes enfants (plus de 2 800 élèves touchés dans les écoles). Les populations ont été mises en garde contre le tribalisme et la violence, et elles ont été encouragées à améliorer la résolution de conflits, et à mieux accueillir et intégrer les personnes, familles et communautés déplacées, ce qui a incité plusieurs chefs de village et de quartier à promettre de renforcer leurs efforts pour développer des actions et des projets visant à intégrer les populations déplacées à cause de la crise.

Agenda 2063

- 11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
- 13. La paix et la sécurité sont préservées
- 16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
- 18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



Objectif 4 :
Éducation
de qualité



Objectif 10 :
Inégalités
réduites



Objectif 16 :
Paix, justice
et institutions
efficaces

VI ACTION JEUNESSE POUR LE DIALOGUE INTERCULTUREL ET LA DIGNITÉ POUR TOUS EN AFRIQUE

« Action jeunesse pour le dialogue interculturel et la dignité pour tous en Afrique » : Favoriser le dialogue interculturel et le pluralisme culturel au niveau local et national, impliquer les jeunes dans la construction d'une société plurielle et pacifique



Bien que les jeunes africain.e.s soient de plus en plus connecté.e.s grâce aux technologies de l'information et de la communication (TIC), la communication n'implique pas toujours une cohabitation inclusive et pacifique. Le projet « Action jeunesse pour le dialogue interculturel et la dignité pour tous en Afrique » (DID) profite du potentiel de la communication virtuelle comme levier pour le dialogue interculturel entre les jeunes au Sénégal, au Bénin et au Cameroun, avec pour but de réduire la violence, le manque de tolérance et l'exclusion socio-économique liée aux ethnies ou à la religion, et de promouvoir les droits culturels et humains, la liberté d'expression ainsi que le développement durable et celui de la presse.

Rester et Réussir, une organisation sans but lucratif basée au Sénégal, a mené cette initiative en tant que responsable de l'administration et de la coordination de toutes les activités. Scoutisme Béninois, l'organisation nationale des scouts du Bénin, experte en leadership des jeunes, ainsi que le Comité camerounais pour la Promotion des Droits des Femmes (CCPDF), expert dans la protection des droits humains des femmes et des filles, en ont été les principaux collaborateurs. Au fil du développement du projet, les principales actions se sont déroulées au Sénégal, et Scoutisme Béninois s'est chargée de la campagne de communication en ligne et de l'étude comparative, tandis qu'il a fallu redéfinir les tâches du CCPDF.

Le projet cible les jeunes de 18 à 35 ans et notamment les élèves et les étudiant.e.s issu.e.s de milieux défavorisés des villes de Guédiawaye-Dakar et de Saint Louis (Sénégal), de Cotonou et de Parakou (Bénin) et de Yaoundé

et de Douala (Cameroun). Parmi les autres bénéficiaires, on a compté des écoles, des universités, des centres pour la jeunesse ainsi que des associations basées sur les sites du projet. Le projet vise à permettre aux jeunes bénéficiaires d'organiser des échanges culturels réussis, de se familiariser au cours du processus avec leur propre culture et celle des autres, tout en apprenant l'art du récit ainsi que les techniques de la littérature orale afin de promouvoir et de diffuser les valeurs du dialogue interculturel.

Les premières activités ont compris : (1) une étude comparative sur les connaissances, les attitudes et les pratiques des jeunes bénéficiaires en matière de dialogue interculturel, élaborée à partir des réponses à un questionnaire qui a été distribué à 1 500 jeunes au Sénégal, au Cameroun et au Bénin (avec 60 % de participation des femmes) et (2) le lancement, organisé le 27 novembre 2019 à l'Espace Jeunes, dans la banlieue de Dakar appelée Guédiawaye, qui a réuni 300 jeunes ainsi que des associations, des partenaires et des autorités locales. Le succès de cette réunion s'est notamment fondé sur la capacité des partenaires à impliquer un grand nombre de collaborateurs locaux, tels que l'Institut supérieur d'Art et de Gestion, l'Espace Jeunes de Guédiawaye, la préfecture de Guédiawaye, la commune de Guédiawaye, le Centre départemental d'Éducation populaire et sportive et Jeunes Étudiants de Podor.

Après le lancement du projet, d'autres activités ont impliqué des débats avec les différents groupes de renforcement des compétences sur la promotion du dialogue interculturel et des principes de tolérance, ainsi que des échanges culturels adressés aux jeunes participants. Elles ont été organisées à Akoaémame (Cameroun, le 27 novembre 2019), à Cotonou et Parakou (Bénin, les 2 et 13 décembre 2019) et à Podor et Guédiawaye (Sénégal, les 21 et 23 décembre 2019). Au Cameroun, les responsables du Comité camerounais pour la Promotion des Droits des Femmes ont organisé le « Forum des jeunes sur le Dialogue interculturel en Afrique », qui a réuni 113 jeunes d'Akoaémame. Au Bénin, le Scoutisme Béninois a organisé un autre forum de jeunes sur le dialogue interculturel qui a réuni 192 jeunes (dont 77 filles). Finalement, au Sénégal, Rester et Réussir a organisé avec d'autres partenaires un troisième forum qui a regroupé 592 jeunes. Les jeunes bénéficiaires ont répondu avec enthousiasme et ont partagé leurs points de vue sur ce que représentait, pour elles et eux, le dialogue interculturel et la paix, ce qui a permis de créer une communauté de pratique autour de ce sujet.

Une campagne numérique en faveur du dialogue interculturel a également été lancée par le consultant à l'origine du questionnaire, et a atteint quelques 300 jeunes âgés de 18 à 35 ans au Sénégal, 500 au Bénin et 179 au Cameroun. Trois ateliers ont fourni aux jeunes les outils et les connaissances nécessaires pour leur permettre de participer activement au Concours international de Slam et de Poésie, une compétition qui cible les jeunes poètes slameurs et slameuses de ces trois pays, dont les trois gagnants sont venus du Bénin et du Cameroun. Un programme de radio a aussi été conçu et présenté par quatre jeunes bénéficiaires, sur Radio Oxy-jeunes FM, une radio située dans la banlieue de Dakar. Finalement, une conférence internationale sur le thème « La jeunesse africaine face au dialogue interculturel et au vivre ensemble » s'est tenue le 29 décembre 2020 et a réuni une dizaine de participants de différents pays, dont le Cameroun, le Sénégal, le Bénin, la Côte d'Ivoire et la France.

Suite à ces nombreux efforts de collaboration, le projet a gagné en reconnaissance et en visibilité au Sénégal et au Bénin. Il compte désormais différents partenaires potentiels au Cameroun qui pourraient lui donner davantage d'ampleur. C'est par exemple le cas du Collectif des experts et entrepreneurs culturels (CODEC), une organisation professionnelle sans but lucratif visant à contribuer au développement du secteur culturel, en ciblant les personnes isolées issues du monde rural, urbain et/ou de la diaspora. Le projet DID a montré qu'un des facteurs cruciaux de succès a été la volonté de travailler à une interaction harmonieuse entre les personnes et les groupes ayant des identités culturelles différentes.

Agenda 2063

- 11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
- 13. La paix et la sécurité sont préservées
- 16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
- 18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



Objectif 4 :
Éducation
de qualité

Objectif 16 :
Paix, justice
et institutions
efficaces

Objectif 17 :
Partenariats pour
la réalisation
des objectifs

CHAPITRE 3

Autonomiser les communautés, les femmes et les jeunes par l'action culturelle locale et la réflexion critique.

Thématique principale : autonomisation (*empowerment*)

Introduction

« Ne laisser personne de côté » est un message qui doit devenir une réalité sur tous les continents, et dans tous les pays, régions, villes et endroits du monde entier. Ce message exige des politiques publiques qu'elles accordent une attention particulière à celles et ceux qui sont les plus vulnérables, à celles et à ceux qui ont besoin de services publics et à celles et ceux qui, dans leurs communautés, ont le plus besoin d'aide de leurs communautés.

L'autonomisation (en anglais, *empowerment*) des personnes est probablement la meilleure manière de ne laisser personne, ni aucun territoire, de côté. L'autonomisation renvoie à la capacité et au pouvoir des minorités, des communautés marginalisées et des groupes vulnérables, y compris les femmes, les jeunes et les communautés locales, de choisir la vie qu'ils et elles souhaitent vivre. Amartya Sen et Martha Nussbaum ont ainsi avancé que le développement est en fait un processus d'autonomisation et d'élargissement des libertés et des capacités de chacun.e à décider librement de sa vie et à exercer pleinement ses droits humains. En ce sens, le renforcement des *capabilités* culturelles des communautés et des groupes les plus vulnérables de la société est un facteur clé pour un développement socioéconomique inclusif et durable.

Les Objectifs de Développement Durable consacrent un objectif spécifique visant à « parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles » (Objectif 5) et ils incluent des considérations liées à la fin de la pauvreté sous toutes ses formes et dimensions (Objectif 1), à l'inclusion de toutes et tous (Objectif 4, consacré à l'éducation, et Objectif 10, consacré à la lutte contre les inégalités), ainsi qu'à la réalisation de villes inclusives, sûres, résilientes et durables (Objectif 11). Dans la même optique, l'Agenda 2063 de l'Union Africaine consacre entièrement la 6^{ème} Aspiration à cette question, en faveur d'« une Afrique dont

le développement est axé sur les populations, qui s'appuie sur le potentiel de ses populations, notamment celles des femmes et des jeunes, qui se soucie du bien-être des enfants ». De même, Culture 21 : Actions consacre un engagement entier concernant la « Culture, l'égalité et l'inclusion sociale ».

Aujourd'hui, en Afrique, et partout dans le monde, le processus d'autonomisation inclue une composante culturelle évidente. La pensée critique et la participation active à la vie culturelle sont des aspects clés de l'autonomisation. Elles fournissent la motivation et la possibilité d'une participation civique accrue, donnent une visibilité culturelle aux minorités, favorisent la reconnaissance mutuelle et la coopération entre les différentes générations et cultures, et stimulent l'emploi. La culture est une ressource importante pour créer de nouveaux espaces sociaux, pour développer de nouvelles significations collectives, et pour améliorer la sécurité et l'image d'une ville ou d'une région. Elle peut également contribuer à la résolution de conflits, au renforcement du tissu social et à une plus grande résilience des groupes et des communautés. Il est tout simplement impossible d'élargir les libertés si une ou des violence(s) culturelle(s), de quelque type que ce soit, s'exerce contre les personnes les plus vulnérables.

Le programme **Culture at Work Africa** a soutenu plusieurs projets ayant pour principal axe de travail le développement de la pensée critique et l'autonomisation. « **La Tournée du Cirque Nu Dagbe** » à Cotonou, au Bénin, a aidé les enfants et les jeunes vivant dans la rue à devenir plus actif.ve.s dans la vie sociale, économique et culturelle, grâce à la transmission, par des artistes professionnels et des travailleurs culturels, de compétences et de capacités techniques et interpersonnelles dont ils et elles avaient besoin pour regagner en confiance et être autonomes. Dans le camp de réfugié.e.s de Nakivaale, dans le district de Isingiro (Ouganda), le projet « **OpenMic** » a utilisé la poésie performative et le slam comme moyens d'expression de soi-même, de créativité et de sensibilisation aux droits de la personne, à la santé sexuelle et reproductive, et à l'égalité des genres. Les participant.e.s ont acquis des compétences en écriture créative, en performance et ont renforcé leurs capacités de sensibilisation concernant certains enjeux clés à travers la culture. Le projet « **Hors-limites** » a pour sa part visé à autonomiser des jeunes réfugié.e.s vivant dans des camps et des jeunes autochtones vivant dans les communautés voisines, au Burkina Faso et au Niger. Le projet a été conçu comme une série d'ateliers de danse pour favoriser « la respiration, l'ouverture, la découverte, la mobilisation et la sensibilisation », et a incorporé une réflexion critique sur les défis actuels locaux, régionaux et mondiaux. « **Women through the lens** » s'est concentré sur la photographie : des femmes de plusieurs communautés du Nigéria ont reçu un mentorat dans le cadre d'une formation à la photographie analytique, comprenant notamment une formation intensive en entrepreneuriat, dispensée par une équipe interculturelle et internationale de cinq femmes professionnelles travaillant dans le secteur de la photographie et venue de divers horizons et continents. De même, « **Uliza Wahenga Dada!** » a cherché à inclure la perspective et la contribution des femmes dans l'histoire de la Tanzanie, en réalisant analysant les archives et en collectant les récits de femmes à travers une approche féministe, et via la réélaboration de discours historiques. Le projet a ainsi cherché à restaurer la contribution fondamentale des femmes dans l'histoire et dans la mémoire nationale, et ses résultats ont été présentés lors d'une exposition intitulée « Bibi, Maman et moi ». Par ailleurs, « **Alteritude** » est un projet d'autonomisation des femmes qui a utilisé une diversité d'activités, notamment à travers l'organisation d'un « Parlement populaire » ; des spectacles d'oralité et de contes dans des salles de spectacles, des parcs publics, des aires de jeux de quartier, et dans les transports en commun (bus et gares de train), suivis de débats et de discussions ; et à travers l'organisation d'un concours d'écriture auquel ont participé des personnes de 16 pays africains différents. Le projet « **Beyond caring** » a cherché à impliquer et à donner une voix et de la visibilité aux travailleuses et travailleurs domestiques rwandais.e.s et congolais.e.s. En s'appuyant sur une identification initiale des besoins de ce collectif (avec la réalisation d'entrevues et d'ateliers de travail artistiques et multidisciplinaires adaptés), le projet a permis de réaliser deux pièces de théâtre, largement diffusées notamment à travers des émissions de radio et grâce aux médias sociaux locaux. « **Pourquoi pas moi ?** » s'est développé dans l'est de la République Démocratique du Congo et a cherché à encourager l'inclusion et la participation dans la société des enfants et des jeunes atteint.e.s d'handicaps mental et/ou sensoriel en tant que citoyen.ne.s de plein droit. Pour ce faire, le projet a utilisé des techniques de formation culturelle et de mentorat. Enfin, « **Femmes en création** » a cherché à promouvoir la professionnalisation des actrices et des artistes travaillant les arts visuels du Togo, du Bénin et du Mali, non seulement en consolidant leurs talents et leurs capacités artistiques, mais également en renforçant la cohésion de l'écosystème culturel dans son ensemble dans les villes et régions participantes.

Il est important de souligner la connectivité internationale de ces projets, qui s'inscrivent presque tous dans des réseaux mondiaux ou continentaux.

LA TOURNÉE DU CIRQUE NU DAGBE

La tournée du Cirque Nu Dagbe : réintégrer dans la société les enfants et les jeunes abandonné.e.s à eux ou elles-mêmes grâce à la pratique du cirque.



À Cotonou, au Bénin, une association locale aide les enfants et les jeunes des rues à se réintégrer dans la vie sociale, économique et culturelle. L'initiative a été initiée par l'association École de Cirque Nu Dagbe, et la Fondation Camaro, afin de proposer des activités culturelles et artistiques aux enfants et aux jeunes vivant dans la rue et de leur offrir un suivi et des opportunités pour faciliter leur réintégration sociale.

Ayant pour objectif d'être « comme une famille pour les enfants », l'association Nu Dagbe apporte des formations et un accompagnement social à une vingtaine d'enfants, abandonné.e.s dans la rue, incluant de l'hébergement pour certain.e.s d'entre eux ou elles. Grâce à l'association, les enfants et les jeunes ont acquis des compétences et des capacités techniques et interpersonnelles transmises par plusieurs artistes professionnel.le.s et travailleurs et travailleuses culturel.le.s et sociaux.ales.

Entre janvier 2019 et novembre 2020, il a été proposé aux enfants de participer à une gamme variée de cours et d'ateliers, notamment d'acrobatie, de danse, de musique et de chant, de slam, de théâtre et de jonglerie. L'ensemble de ces activités ont été assurées par des artistes professionnel.le.s qualifié.e.s, en mettant l'accent sur la transmission de certaines dimensions artistiques faisant écho à des traditions culturelles ouest-africaines et à l'identité locale, comme une façon de réconcilier les participant.e.s avec leur identité.

Des activités et des ateliers supplémentaires ont également permis de renforcer le dialogue social, et de transmettre une série de valeurs positives aidant les enfants et les jeunes à se reconstruire. Ayant vécu des situations d'exploitation ou d'atteinte à leur dignité, ceux et celles-ci se sont vu offrir un chemin artistique et créatif comme un moyen de s'émanciper et de s'autonomiser, et en tant qu'opportunité de se réaliser et de vivre pleinement et librement leur vie.

Par ailleurs, l'organisation d'un spectacle final de cirque, accompagné d'un certain nombre de rencontres et de festivités, ont également permis aux enfants et aux jeunes, ainsi qu'aux volontaires et aux professeur.e.s, de se rencontrer et d'échanger, de construire et de renforcer les liens sociaux, et de favoriser le dialogue et l'expression. Ces événements visaient à permettre aux enfants de se sentir à nouveau en sécurité, en leur offrant un environnement accueillant qui les invite à s'exprimer et à rêver librement.

Au cours de toutes ces activités, les enfants et les jeunes participant.e.s ont eu pour seul objectif d'écrire, de produire et de diffuser un spectacle de cirque. Grâce à un cours de français hebdomadaire dispensé par un enseignant professionnel, le groupe a appris à lire et à écrire. L'enseignant les a également progressivement guidés et entraînés à s'exprimer par eux et elles-mêmes, et à partager leurs expériences traumatisantes à travers des activités d'apprentissage à la lecture et l'écriture. Ces activités ont eu pour résultat la réalisation d'un script collaboratif qui intègre des histoires et des expériences traumatiques des 6 enfants ayant résidé à temps plein dans le centre d'accueil.

En effet, une résidence dans le centre d'accueil a permis d'offrir à 6 jeunes, pendant une période de 6 mois au second semestre 2019, des activités de protection, de formation, de répétition et d'apprentissage, encadrées par une charte collaborative élaborée et signée par chaque participant.e, afin de garantir le respect d'un ensemble de règles de vie commune, et de restaurer leur pouvoir de décider par eux et elles-mêmes.

La résidence a compris deux journées entières d'école de cirque (jonglerie, parcours acrobatique sur des objets, clown) et quatre sessions de cours de français (écrire, lire et compter) par mois, ainsi que des cours supplémentaires avec un.e enseignant.e externe (arts martiaux tels que Karaté, danse, autres types de formation en musique, etc.). Des artistes du « Cirque de l'Afrique de l'Ouest » ont été impliqués dans le projet depuis le début.

L'initiative a permis de sensibiliser un public plus vaste sur la situation des enfants des rues, à l'échelle locale, nationale et internationale. Le spectacle a en effet été produit dans plusieurs événements locaux, nationaux et internationaux, organisés par plusieurs partenaires internationaux tels que l'Ambassade d'Allemagne, l'École Britannique ou le Centre Culturel Français de la ville. Ces événements visaient à informer et donner plus de visibilité à la question des enfants des rues à Cotonou et au Bénin de façon générale.

De plus, le projet a fait l'objet d'un enregistrement audiovisuel tout au long de son développement. Les enregistrements ont été transformés en un documentaire portant sur le projet, élaboré par un professionnel. Il s'agit désormais de diffuser ce film à un large éventail de partenaires locaux, nationaux et internationaux, y compris au niveau européen, afin de sensibiliser le public à la question, et de renforcer les synergies entre le développement créatif et l'inclusion sociale et économique.

La tournée du Cirque Nu Dagbe a contribué à autonomiser 20 enfants et jeunes qui avaient été laissés.e.s de côté non seulement par leurs familles, mais aussi par la société. Il est encore trop tôt pour observer un impact social à long terme sur ces enfants, mais il est certain que ceux et celles-ci ont au moins pu découvrir une nouvelle voie de développement positif grâce à la pratique créative du cirque.

Agenda 2063

1. Un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous
11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
13. La paix et la sécurité sont préservées
16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD

 <p>1 PAS DE PAUVRETÉ</p>	 <p>4 ÉDUCATION DE QUALITÉ</p>	 <p>10 INÉGALITÉS RÉDUITES</p>	 <p>11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES</p>
<p>Objectif 1 : Pas de pauvreté</p>	<p>Objectif 4 : Éducation de qualité</p>	<p>Objectif 10 : Inégalités réduites</p>	<p>Objectif 11 : Villes et communautés durables</p>

OPENMIC PROJECT

Le projet OpenMic (Micro Ouvert) : promouvoir la poésie performative spoken word parmi les jeunes les plus vulnérables comme un moyen d'expression de soi, de créativité et de sensibilisation aux droits de la personne.



Le projet OpenMic cherche à donner une voix aux jeunes vivant dans les colonies de réfugié.e.s d'Ouganda, troisième pays d'accueil de réfugié.e.s au monde, et le plus grand d'Afrique. Le projet se base sur l'utilisation de la poésie performative spoken word [littéralement mot parlé] et du slam en tant que « forme d'art durable particulièrement populaire chez les jeunes et ayant une longue histoire dans la culture africaine ». À travers le projet, il s'agissait d'offrir des espaces culturels sûrs pour permettre les échanges interculturels et la liberté d'expression des jeunes réfugié.e.s du camp de Nakivaale dans le district de Isingiro – une colonie créée en 1958 qui accueille des réfugié.e.s de différents pays, notamment de la République Démocratique du Congo, du Burundi, du Rwanda et de la Somalie –, pour permettre ainsi l'acquisition de compétences en écriture créative et en performance, et de sensibiliser, par la culture, à des questions clés telles que les droits en matière de santé sexuelle et reproductive, ou encore l'égalité de genre.

OpenMic Ouganda (OMU), une organisation qui travaille dans le secteur culturel à travers la mise en œuvre de projets de participation des jeunes aux arts du spectacle, a dirigé le projet en collaboration avec les Ambassadeurs de Santé Publique de l'Ouganda (PHAU), une organisation améliore les connaissances et l'accès aux services publics en matière de santé et aux droits en matière de santé sexuelle et reproductive à travers des activités éducatives et de loisirs. Forts de collaborations antérieures communes, qui ont débuté en 2017 avec des événements tels que « Femme au franc parlé », organisé à l'occasion de la célébration internationale de la Journée Internationale du Droit des Femmes, les partenaires ont envisagé ce nouveau projet dans le district d'Isingiro.

Le projet OpenMic a offert des ateliers et des spectacles de slam et de spoken word dans la colonie de réfugié.e.s de Nakivaale, au sein du district d'Isingiro, pour favoriser la cohésion sociale, encourager le dialogue interculturel et promouvoir en toute sécurité l'utilisation des arts comme facteur de collaboration au sein de communautés ayant une forte diversité de cultures et de nationalités.

Suite aux deux réunions initiales marquant le commencement du projet, lors desquelles les autorités locales et les autres parties prenantes ont été informées du projet, un exercice de cartographie a été effectué par l'équipe avec la collaboration de Opportunigee (une organisation locale issue du camp de réfugié.e.s de Nakivaale). Étant une organisation communautaire gérée par de jeunes réfugié.e.s, Opportunigee a agi en tant que mobilisatrice locale du projet. La cartographie a permis de comprendre la dynamique culturelle et l'organisation du camp, et de choisir trois zones d'intervention – Rubondo, Juru et Base Camp – ayant les caractéristiques nécessaires pour assurer le succès du projet, à savoir la présence d'une large représentation de nationalités et d'origines, et la présence d'infrastructures culturelles comme un amphithéâtre et des centres de jeunes pour pouvoir mener à bien des sessions de formation et de performances.

Les principales activités réalisées ont été des séances de sensibilisation de jeunes réfugié.e.s des zones de Rubondo, Juru et Base Camp, en leur présentant les objectifs du projet, les activités, les attentes et les avantages pour les participant.e.s d'en bénéficier. En plus des réunions d'information, le projet a également permis de réaliser des sessions de spectacles de poésie et des émissions « micros ouverts », qui se sont révélées être très positives et inspirantes, et qui ont permis de montrer les talents artistiques existants dans la colonie de réfugié.e.s de Nakivaale. Mobilisé.e.s par Opportunigee et le Bureau de la jeunesse de Nakivaale, plus de 400 jeunes réfugié.e.s ont participé aux sessions de sensibilisation (dont 40% de jeunes femmes âgées de 17 à 34 ans). Des ateliers communautaires de micro ouvert ont également été proposés à Nakivaale pendant 8 jours pour former des jeunes réfugié.e.s aux arts du spectacle. Un total de 190 participant.e.s (dont 42% de jeunes femmes âgées de 19 à 35 ans) ont participé aux ateliers et ont bénéficié d'activités autour de la poésie, de la danse, de la comédie et du rap, en certaines occasions créées et exécutées par eux et/ou elles-mêmes.

Le projet OpenMic avait également l'intention d'autonomiser les jeunes réfugié.e.s pour qu'ils et elles deviennent des professionnel.le.s de la culture. Dans ce but, des activités de renforcement des capacités ont également été mises en œuvre. Un total de 26 jeunes du Rwanda, du Burundi, du Congo et de la Somalie, entre autres, ont été interviewé.e.s et choisi.e.s comme jeunes leaders en poésie (dont 20% de jeunes femmes âgées de 20 à 30 ans). Ils et elles ont été formés et ont reçu du mentorat de 5 jours, à Kampala, dans l'art du spoken word et du slam, de la poésie, de l'écriture créative, des arts du spectacle et de la gestion d'événements. Certaines activités ont été facilitées par des organisations culturelles et des artistes de haut niveau, et ont compris des visites au Musée de l'Ouganda et au Théâtre National. Dans l'ensemble, les activités ont permis aux participant.e.s de se familiariser avec la scène culturelle locale, de comprendre l'importance des événements culturels dans l'espace public, et de relier les activités culturelles au secteur de l'économie.

À la fin du processus, les participant.e.s ont pu créer des émissions en micro ouvert qui ciblaient des résident.e.s dans les différentes communautés de la colonie de réfugié.e.s de Nakivaale, rejoignant ainsi, avec l'appui des organisateurs, plus de 300 résident.e.s de la colonie (dont 42% de femmes âgées de 17 à 35 ans). Les participant.e.s se sont senti.e.s plus en confiance dans leurs capacités ; comme l'explique l'un d'entre eux : « j'ai découvert ma voix intérieure en écrivant, j'ai appris comment me conduire sur scène, à gagner de l'argent et à vivre de ma poésie ». Enfin, un grand concert en ligne, diffusé pour la première fois sur la page Facebook d'OpenMic, et sur une chaîne YouTube, a également été mis en place pour célébrer les réalisations de l'initiative, rassemblant ainsi plus de 5 500 spectateur.rice.s.

Durant le processus de mise en œuvre du projet, OpenMic a identifié et forgé des partenariats avec des organisations locales de jeunesse, en plus d'Opportunigee, telles que l'Académie de basketball des réfugié.e.s de Nakivaale (NRBA), et d'autres acteurs publics locaux, comme le Bureau du Premier ministre et le Bureau du Commandant, qui ont pu faciliter les questions juridiques. À l'échelle mondiale, la collaboration avec Windle Trust International a été jugée essentielle pour élargir les activités aux écoles, et connecter de façon plus explicite les secteurs de la culture, de l'inclusion sociale, de la santé et de l'éducation.

Agenda 2063

1. Un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous
2. Des citoyens bien formés et suffisamment qualifiés ayant pour support la science, la technologie et l'innovation
11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
13. La paix et la sécurité sont préservées
16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



Objectif 1 :
Pas de
pauvreté

Objectif 4 :
Éducation
de qualité

Objectif 8 :
Travail décent
et croissance
économique

Objectif 10 :
Inégalités
réduites

WOMEN THROUGH THE LENS

« Women through the lens » (Les femmes dans l'objectif) : former et promouvoir les femmes de diverses communautés au Nigéria à travers le médium créatif de la photographie.



Le projet visait à amener un groupe de femmes à recevoir une formation professionnelle et un mentorat artistique pendant 9 mois, afin de les autonomiser et leur donner les moyens de se développer professionnellement, en tant qu'artistes. L'un des principaux résultats de l'initiative a été la réalisation d'une exposition collective, organisée à la Maison Moneda, à Lekki, dans l'état du Lagos, au Nigeria, dans le cadre du Festival Photo Lagos 2019 sur le thème « passeport ». Pendant près d'un mois, ces jeunes femmes photographes ont pu échanger et présenter leur travail de photographie dans un panel de discussion intitulé « Comment les habitudes forment-elles l'identité ». La session a permis aux femmes de partager sur la manière dont leur environnement a façonné leur identité et comment leurs identités a, à leur tour, influencé leur travail. La session a également exploré l'impact de certains projets sur la santé mentale des artistes.

Le projet a été développé par la Fondation des Artistes Africains (African Artists' Foundation), en partenariat avec trois organisations locales : 'Fast Forward. Women in Photography', un projet de recherche de l'Université des arts créatifs du Royaume-Uni concernant les femmes dans la photographie ; 'Leap Africa', un organisme à but non lucratif axé sur le développement du leadership des jeunes ; et 'Dare2dream', une plateforme d'autonomisation des jeunes visant à canaliser de jeunes talents créatifs vers l'entrepreneuriat.

Pendant neuf mois, dix jeunes femmes photographes en provenance de divers milieux sociaux et de diverses zones géographiques, avec différents niveaux d'expérience, ont reçu un mentorat dans le cadre d'une formation

à la photographie analytique, dispensée par une équipe interculturelle et internationale de cinq femmes professionnelles travaillant dans de larges champs de la photographie – tels que le photojournalisme, le conte visuel, la gestion culturelle et la photographie des beaux-arts –, et venant de Belgique, des Philippines, des États-Unis d'Amérique et du Nigéria.

Deux semaines intensives de formation entrepreneuriale ont été organisées afin d'amener le groupe de femmes bénéficiaires à devenir autosuffisantes et à développer un projet artistique économiquement viable. Le groupe de dix jeunes femmes a été sélectionné à travers un processus de sélection approfondi qui a priorisé les personnes manquant de formation culturelle et créative, et de confiance dans leur pratique et leur propre potentiel. Le groupe a participé à plusieurs activités de formation, notamment autour des aspects commerciaux, qui sont souvent des compétences manquantes à de nombreux artistes, acteurs et actrices du domaine de la création, tels que la planification budgétaire, les stratégies d'investissement et les stratégies commerciales.

Des conférences théoriques, des discussions en table ronde et des travaux pratiques ont fourni au groupe de femmes mentorées une compréhension contextuelle de la photographie, et les ont aidés à interroger leur propre pratique. Des activités de réseautage ont également été organisées afin de s'assurer qu'elles puissent construire entre elles un réseau fort et durable. Grâce à ces activités, les dix femmes photographes ont gagné en confiance d'un point de vue tant personnel que professionnel.

L'implication d'organisations locales travaillant sur des initiatives et programmes liés à l'autonomisation des jeunes et des femmes a été essentielle au succès du projet. LEAP Africa a fourni un environnement de renforcement des capacités pour les femmes mentorées, et la formation théorique, conceptuelle et technique supplémentaire qui leur a été offerte leur a permis de prendre conscience de leur pouvoir et de croire davantage dans leurs propres parcours individuels.

Le projet visait également à leur fournir des outils pour mener une carrière plus indépendante. Dans cette perspective, les activités de formation et de renforcement des capacités abordaient également le lancement de projets dans le secteur créatif, l'analyse entrepreneuriale et contractuelle, la façon de se présenter, et les conventions, ainsi que des informations sur le statut juridique des photographes en termes d'image, de création, et de droits de propriété, souvent mal compris ou mal connus par les jeunes photographes et artistes.

L'expérience de l'organisation Fast Forward. Women in Photography a été cruciale dans le développement et la mise en œuvre du projet. L'organisation a mis à disposition sa longue expérience dans les débats liés à la photographie et à ce secteur, dans la réécriture de l'histoire de la photographie et dans l'inclusion de femmes photographes du monde entier n'ayant pas encore réussi à faire entendre leurs voix. Son expérience autour d'un programme de mentorat de long terme, en cours depuis plusieurs années, a également été un apport important. Par ailleurs, Fast Forward a permis aux participantes de bénéficier de ses activités et de ses réseaux de façon générale, en activant et en partageant ses différentes connaissances et divers réseaux.

Les ateliers ont non seulement permis au groupe de jeunes femmes photographes de partager leurs propres connaissances et celles de leurs communautés locales, mais également de répondre à des questions sociopolitiques importantes, telles que les soins en matière de santé, la question LGBT, l'autonomisation des femmes dans les zones rurales, ou encore ce que signifie être une femme dans la société nigérienne. À travers leurs sujets de création, les jeunes photographes ont non seulement créé un discours dans les écosystèmes et les communautés dont elles ont dressé le portrait, mais elles ont également mis à défi les autorités locales, dans les hôpitaux, les institutions publiques, les églises, de manière générale les structures patriarcales. Leur courage à dépeindre l'identité féminine et les conflits de genre s'est répandu et a influencé leur environnement, ouvrant probablement la voie à de futurs débats.

Agenda 2063

1. Un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous
2. Des citoyens bien formés et suffisamment qualifiés ayant pour support la science, la technologie et l'innovation
4. Économies transformées et emplois
16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
17. Pleine égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie
18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



Objectif 1 :
Pas de
pauvreté



Objectif 5 :
Égalité entre
les sexes



Objectif 8 :
Travail décent
et croissance
économique



Objectif 10 :
Inégalités
réduites



Objectif 17 :
Partenariats pour
la réalisation
des objectifs

N HORS LIMITES

Projet Hors Limites : danser pour la paix avec de jeunes réfugié.e.s et de jeunes autochtones au Burkina Faso et au Niger.



Le projet Hors Limites a eu pour objectif à forger des liens humains de solidarité entre des jeunes réfugié.e.s vivant dans des camps du Burkina Faso et du Niger, et des jeunes autochtones vivant dans les communautés avoisinantes. Le projet a été développé de décembre 2018 à février 2020, et a consisté principalement en une série d'ateliers de danse adressés aux réfugié.e.s vivant dans ces pays. Les ateliers ont été pensés comme un temps pour « respirer, s'ouvrir, découvrir, mobiliser et sensibiliser », et favoriser ainsi la guérison et le dialogue dans un environnement de socialisation ouvert à la créativité. En vivant des expériences autour de la danse contemporaine et de la musique, en dehors de leurs camps, les participant.e.s ont ainsi eu la possibilité de briser les divisions, de s'exprimer et de s'autonomiser librement, tout en contribuant à réduire la violence entre et au sein de leurs communautés, et en développant une réflexion critique collective sur les défis actuels locaux, régionaux et mondiaux.

Le projet, mené par le Centre de Développement Chorégraphique (CDC) – La Termitière du Burkina Faso et l'Association Néma au Niger, a bénéficié de l'expérience acquise par ces deux organisations lors de précédentes interventions dans des camps en 2014 et en 2015, ainsi que du développement d'un guide méthodologique pour de futures actions. Le CDC – La Termitière était en charge de la coordination générale du projet, concernant notamment l'organisation et le suivi des outils de communication et de visibilité, ainsi que la centralisation des informations financières et techniques des activités dans les deux pays. L'Association Néma s'est concentrée sur la collecte et le

rapport des informations financières et techniques des activités se déroulant au Niger. L'engagement de ces deux organisations, qui continuent à s'investir avec les jeunes des communautés déplacées et autochtones, a permis un climat d'ouverture et de compréhension mutuelle tout au long du processus.

Les ateliers de danse ont constitué une base à partir de laquelle des actions conceptuelles de portée plus large et profonde ont été développées. Ainsi, les premières sessions ont permis d'identifier de jeunes talents susceptibles d'animer et de réaliser eux ou elles-mêmes les ateliers dans les camps. Par ailleurs, des formateur.trice.s sélectionné.e.s ont cherché à libérer le potentiel créatif des jeunes africain.ne.s, en abordant et en sensibilisant sur des sujets sociaux d'importance tels que la paix, l'inclusion, le changement climatique, la tolérance, le respect, les droits culturels et la dignité humaine. De plus, lors du lancement officiel du projet à Ouagadougou, un documentaire retraçant les ateliers réalisés en décembre 2018 avec 16 réfugié.e.s a été présenté dans le cadre du Festival Dialogues de corps, et a permis de partager des histoires poignantes décrivant la vie des réfugié.e.s, et de montrer l'espoir de vivre que le projet Hors Limites leur a donné.

Au cours de la phase de mise en œuvre du projet, le climat d'insécurité dans le nord du Burkina Faso s'est considérablement détérioré, en raison de menaces terroristes qui ont conduit à la fermeture d'écoles et d'autres installations, et à l'enlèvement de personnes travaillant dans des projets humanitaires. Par conséquent, les premières sessions des ateliers ont subi des changements considérables par rapport aux actions initialement prévues par les partenaires. Certaines activités prévues à Mentao et Goudobo ont dû être relocalisées dans les espaces de répétition du CDC – La Termitière. Pour cette raison, 61 participant.e.s se sont rendu.e.s à Ouagadougou, tandis qu'au Niger des hangars installés dans le camp d'Abala ont accueilli les ateliers.

De plus, la tranche d'âge des bénéficiaires a été élargie pour inclure les enfants de 7 à 12 ans et les jeunes de plus de 25 ans ayant fait preuve d'une réelle motivation. Un total de 291 participant.e.s âgé.e.s de 7 à 30 ans, dont 171 filles (58,76%) et 53 jeunes des communautés voisines, ont pris part aux deux premières sessions d'ateliers. Ces changements concrets, mis à part les résultats du projet de façon globale, ont démontré à eux seuls la pertinence et la nécessité d'un tel projet pour l'autonomisation des jeunes du Burkina Faso et du Niger dans la construction d'un avenir durable.

Bien que la majorité des participant.e.s n'aient jamais entendu parler de danse contemporaine auparavant, Hors Limites a prouvé qu'ils et elles étaient capables d'utiliser la danse comme moyen de communication et de sensibilisation. La méthodologie utilisée, basée sur un esprit de partage, a participé à la réduction des violences intracommunautaires au sein des camps et des communautés voisines. Sur scène, des réfugié.e.s et des autochtones se sont rencontré.e.s physiquement et émotionnellement, s'entraînant les un.e.s et les autres dans la maîtrise des techniques, abattant ainsi les barrières entre eux et elles, comme ils et elles ont pu le montrer au festival de Dance de rue de Niamey au Niger, ou lors d'un spectacle organisé à Ouagadougou qui a permis aux réfugié.e.s, formateur.trice.s, musicien.ne.s et danseur.se.s de partager leur expérience. Les participant.e.s ont ainsi progressivement pris conscience, ensemble, de leur valeur en tant que communauté capable de grandir et de nourrir d'autres communautés, malgré l'exil et la marginalisation. Comme une participante l'a souligné, « nous avons créé plus qu'une famille entre les autochtones et les réfugié.e.s ! ».

Sans aucun doute, la solide collaboration entre le CDC – La Termitière et l'Association Néma, accompagnée des institutions en charge des réfugié.e.s au Burkina Faso et au Niger et des ministères et municipalités responsables, s'est avérée essentielle pour atteindre ces résultats. D'autres partenariats avec la Commission Nationale pour les Réfugiés (CONAREF) et la Commission Nationale d'Eligibilité (CNE) ont contribué à soutenir le projet dans la mobilisation des participant.e.s. Grâce aux résultats déjà obtenus au cours des premières étapes, Hors Limites a obtenu un soutien financier du Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés pour transporter des réfugié.e.s au Burkina Faso et pour mettre en place davantage de projets de formation dans d'autres camps de réfugié.e.s et dans un camp de transit au Niger.

Agenda 2063

1. Un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous
2. Des citoyens bien formés et suffisamment qualifiés ayant pour support la science, la technologie et l'innovation
16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



Objectif 1 :
Pas de
pauvreté

Objectif 4 :
Éducation
de qualité

Objectif 10 :
Inégalités
réduites

Objectif 17 :
Partenariats pour
la réalisation
des objectifs

V ULIZA WAHENGA DADA!

Uliza Wahenga Dada ! : placer les expériences et les récits de femmes au centre de la mémoire politique, sociale, historique et culturelle tanzanienne.



Constatant l'énorme vide concernant l'empreinte des femmes dans la mémoire culturelle locale et nationale, l'initiative Uliza Wahenga Dada! vise à autonomiser la communauté des femmes écrivaines et artistes en arts visuels pour réimaginer et reconstruire le récit historique en y incluant la perspective et la contribution des femmes dans l'histoire de la Tanzanie. Le projet est fondé sur la nécessité de créer des archives de femmes. Il cherche à collecter les récits des femmes à travers une approche féministe pour restaurer leur contribution fondamentale à l'histoire et à la mémoire nationales.

Le projet a été mené par *Readership for Learning and Development* qui dirige également le *Soma Book Café*, dont l'objectif principal est, depuis 2008, de favoriser l'émergence de la prochaine génération de conteur.se.s à travers des pratiques innovantes. Le projet a également été mené en étroite collaboration avec *Bookstop Sanaa*, une bibliothèque en art visuel et un centre d'apprentissage créatif, qui a facilité la recherche et la co-conservation/co-organisation d'expositions et d'événements publics. Le projet s'est aussi appuyé sur l'expertise de défenseur.se.s de l'égalité de genre, d'activistes et d'organisations de femmes aux niveaux local, régional et national afin de garantir la pertinence de l'approche de genre et féministe.

Fin 2019 et début 2020, un appel à participantes et à contributions a été diffusé dans toute la Tanzanie, relayé par les réseaux d'artistes, de créateurs et créatrices, et d'acteurs et actrices culturels. Le.s de Soma, ainsi que par plusieurs réseaux et organisations homologues locales, régionales et nationales. L'appel a touché plus d'un millier de femmes artistes en arts visuels et d'écrivaines de Tanzanie, parmi lesquelles un groupe diversifié de 26 femmes âgées de 22 à 40 ans, originaires de plusieurs régions du pays, a été sélectionné.

Au total, douze femmes artistes ont finalement été sélectionnées pour participer à une formation approfondie, dispensée par des expert.e.s et des professionnel.le.s, dans laquelle elles ont été formées à des cadres conceptuels et méthodologiques fondamentaux concernant : les méthodes de recherche féministe ; le féminisme africain ; l'histoire de l'océan Indien ; et le rôle des créateurs et créatrices dans la réinvention et l'archivage de l'histoire et de la mémoire des femmes. L'atelier s'est déroulé sur deux jours, laissant la place et le temps aux participantes d'expérimenter des cours théoriques, des exercices pratiques, des débats ouverts et des échanges de perspectives. Fondamentalement, la formation s'est concentrée sur les « pourquoi » et les « comment » de la narration féministe, ainsi que sur des méthodes de recherche pluridisciplinaires et participatives explorant la philosophie féministe, et sur des activités de recherche sur l'expression créative, en particulier par le biais de la narration. L'atelier a été conçu comme un moyen pour les femmes finalistes d'améliorer et finaliser leurs idées de projets, dans la perspective d'une nouvelle soumission de leurs projets et d'une décision finale d'un jury, ayant été sélectionné par les promoteurs de l'initiative, et composé uniquement de femmes, venant d'horizons, âges et disciplines divers. Parallèlement, un comité de conseil a été mis en place afin de suivre et de conseiller le travail des finalistes en ce qui concerne la sélection finale des projets.

En parallèle, des activités de recherche ont été mises en œuvre afin de collecter, rassembler et articuler la contribution artistique, culturelle et historique des femmes à l'histoire et à la mémoire de la Tanzanie. La récolte de ces données a permis d'explorer, d'articuler et de préserver la mémoire politique et culturelle du pays à travers les arts et la littérature, notamment la peinture, les arts visuels, la sculpture, le dessin, l'écriture et la poésie.

Les œuvres finales de quatre (parmi les six) femmes écrivaines et artistes en arts visuels qui ont été sélectionnées, ont été présentées lors d'une exposition intitulée « Kutoka Uani / Depuis l'arrière-cour » créée par Soma en partenariat avec *Bookstop Sanaa*, sous l'organisation de Rehema Chachage, l'une des rares femmes artistes contemporaines en arts visuels de Tanzanie ayant percé sur la scène internationale. Rehema a également joué un rôle central dans le processus de formation et de mentorat avec Sarita Lydia Mamseri de *Bookstop Sanaa*. L'exposition, dont l'ouverture a eu lieu le 17 février 2021, était accessible au public pendant deux semaines afin de respecter les protocoles de la covid-19. Au total, 94 personnes ont visité l'exposition. Lors de l'ouverture, un dialogue public a été organisé par Jesse Gerard, un praticien en gestion artistique travaillant actuellement avec Nafasi Artspace. La documentation sur l'exposition, les images et les profils d'artistes sont disponibles sur le site Internet du projet.

Agenda 2063

4. Économies transformées et emplois
11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
17. Pleine égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie
18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

Objectif 5 :
Égalité entre les sexes



10 INÉGALITÉS RÉDUITES

Objectif 10 :
Inégalités réduites



11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES

Objectif 11 :
Villes et communautés durables



16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

Objectif 16 :
Paix, justice et institutions efficaces

VI ALTERITUDE

Alteritude : renforcer la compréhension culturelle en tant que contribution à la mobilité des jeunes artistes et promouvoir l'accès à la culture pour toutes et tous, y compris les femmes, les enfants et les groupes défavorisés.



Lancée en juillet 2019 par la compagnie *Naforo - Ba* en partenariat avec la Maison de la Parole de Bobo Dioulasso, l'initiative Alteritude vise à favoriser la mobilité physique et mentale des jeunes et à renforcer leur mise en réseau à travers la création artistique contemporaine et panafricaine. L'initiative a été conçue pour créer et diffuser des œuvres culturelles et artistiques dans le but de renforcer le dialogue interculturel, la compréhension mutuelle des communautés et le respect de la diversité et de l'altérité.

Les promoteurs de l'initiative utilisent l'oralité, la narration et l'écriture comme moyens d'expression culturelle, sociale et politique. Cette approche a été développée à travers une gamme d'activités diversifiée, notamment l'organisation d'un « Parlement Populaire », une activité participative décentralisée visant à amener des artistes et des spectacles artistiques de haute qualité vers la population et les communautés locales en investissant l'espace public et privé. Cette approche a permis l'émergence d'un dialogue social et interculturel et, dans certains cas, des synergies pour travailler collectivement sur certaines questions spécifiques.

L'initiative a ainsi permis l'organisation de spectacles d'oralité et de contes dans des salles de spectacles, des parcs publics, des aires de jeux de quartier, dans le transport en commun (notamment dans les bus et les gares de train). Ces représentations étaient suivies de débats et de discussions avec la population sur un large éventail de questions importantes liées au développement durable, avec un accent particulier mis sur les multiples réalités auxquelles sont confrontées les femmes et les enfants en Afrique. Cette question a conduit les organisateurs à placer les femmes et les filles au centre de la programmation des activités culturelles et des événements du « Parlement populaire », avec notamment un événement spécial « Femmes Battantes en Concert » à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes. Ces activités ont touché plus d'un millier de personnes, parmi lesquelles les femmes étaient représentées au moins par moitié.

Un concours d'écriture d'histoires a également été organisé afin d'inspirer et inviter des jeunes de 16 pays africains à imaginer par l'écriture le monde qu'ils veulent construire. Les enfants et les jeunes garçons, filles, jeunes hommes et femmes âgés de 18 à 35 ans, ont été invité.e.s à créer l'histoire d'un personnage féminin nommé Altérité, et à représenter le monde qu'ils et elles souhaitaient imaginer. Des histoires ont ainsi été élaborées par seize garçons et filles venant de quartiers vulnérables et/ou d'environnements fragilisés.

Toutes ces créations et productions ont été largement promues à travers différents canaux de communication et espaces virtuels, tels que via le site internet de la compagnie organisatrice, ses réseaux sociaux, ou encore par email. Un véritable fonds numérique a été créé par la consolidation du site internet en tant que vaste médiathèque virtuelle, librement accessible pour toutes et tous, devenant ainsi une interface entre les arts, la culture et le développement durable. Le site héberge également une web TV et une web radio, qui visent toutes deux à diffuser l'ensemble des actions culturelles et des performances créatives organisées par le projet dans les espaces physiques publics ou privés ; par exemple, la diffusion d'un événement intitulé « Contes d'un soir », promu par l'Organisation internationale de la francophonie, qui a pu compter sur la participation de jeunes conteur.se.s de 9 pays francophones différents.

En raison du caractère traditionnel et ancestral de la pratique de l'oralité, la dimension transcontinentale et internationale de l'initiative a été de grande ampleur : le projet s'est déroulé et a impliqué initialement des personnes originaires de 16 pays différents d'Afrique, dont 9 pays francophones : le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, la République Démocratique du Congo, le Sénégal et le Togo ; et 7 pays anglophones : le Kenya, le Nigéria, le Rwanda, la Tanzanie, l'Ouganda et le Zimbabwe. Cet aspect du projet a subi de forts impacts du fait de la situation sanitaire mondiale due à la covid-19, qui a empêché plusieurs parties prenantes et collaborateur.trice.s clés de voyager en raison des mesures de confinement et des restrictions, et qui a entraîné une disponibilité tardive des subventions attendues du financeur principal.

En renforçant les capacités, en favorisant les connaissances et les compétences, et en promouvant l'échange de pratiques entre les acteurs et actrices culturel.le.s et les artistes, l'initiative est parvenue à autonomiser la population et les communautés locales, et à promouvoir un accès plus large de la population locale à la culture. Environ 10 000 personnes ont été directement touchées par les activités physiques et virtuelles organisées, parmi lesquelles environ 80% étaient des jeunes – pour la plupart âgés de 24 à 34 ans –, et 39% étaient des femmes et des filles. Les personnes ont par ailleurs inclus de manière significative des groupes et individus marginalisés et défavorisés, reconnaissant et incluant ainsi la richesse de la diversité culturelle.

Agenda 2063

1. Un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous
2. Des citoyens bien formés et suffisamment qualifiés ayant pour support la science, la technologie et l'innovation
16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
17. Pleine égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie
18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



Objectif 3 :
Bonne santé
et bien-être



Objectif 5 :
Égalité entre
les sexes



Objectif 10 :
Inégalités
réduites



Objectif 16 :
Paix, justice
et institutions
efficaces



Objectif 17 :
Partenariats pour
la réalisation
des objectifs

VII POURQUOI PAS MOI? PLAIDOYER POUR LES DROITS DES PERSONNES HANDICAPÉES

« Pourquoi pas moi ? » : montrer les talents artistiques des enfants et des jeunes en situation de handicap mental et/ou sensoriel en République Démocratique du Congo et encourager leur participation à la société en tant que citoyen.ne.s de plein droit.



« Pourquoi pas moi ? Plaidoyer pour les droits des personnes handicapées » fait un appel à tous les acteurs possibles pour la pleine inclusion des enfants et des jeunes en situation de handicap mental et/ou sensoriel en République Démocratique du Congo. Grâce à la stimulation et à la mise en valeur des talents artistiques, le projet a œuvré pour les droits culturels de ces enfants et jeunes, notamment leur droit d'accéder, de participer et de bénéficier d'activités culturelles et artistiques en toute égalité des chances, tout en reconnaissant leur contribution à la société. Aux côtés des 30 jeunes, des parents et des éducateur.trice.s sélectionné.e.s pour le projet, des artistes locaux.les et les autorités locales ont également collaboré ensemble – devenant ainsi également des bénéficiaires du projet – en progressant eux aussi au fur et à mesure que le projet avançait pour changer les idées préconçues et offrir un soutien et un engagement sans réserve envers un changement radical et un plaidoyer à venir sur cette question.

Le projet est une initiative de Renaitre Grand Lacs / HAFENIS – une association de l'est de la RDC qui, à travers des échanges culturels, promeut l'inclusion sociale et le bien-être des groupes défavorisés tels que les jeunes, les femmes et les personnes en situation de handicap – en partenariat avec KAAMI Arts, basé à Kigali, au Rwanda. Ce partenariat était basé sur des collaborations précédentes dans des projets similaires. Les deux organisations étaient particulièrement conscientes qu'en RDC, en particulier dans la partie orientale de la province du Nord-Kivu, et au Rwanda, les enfants et les jeunes personnes handicapé.e.s, et particulièrement les personnes souffrant de handicap

mental, sont stigmatisé.e.s et privé.e.s de leurs droits d'accès à l'éducation et à la culture, étant considéré.e.s comme des porteur.se.s du mal en raison de croyances religieuses et de traditions culturelles. Dans le cas présent, le projet visait à défendre et à promouvoir l'exercice des droits culturels de ces personnes vulnérables.

Les activités initiales du projet ont consisté à identifier et à sélectionner les bénéficiaires directs, à savoir les enfants et les jeunes souffrant de handicaps mentaux et/ou sensoriels, ainsi que les artistes participant aux formations. Environ 50 jeunes ayant un handicap mental et/ou sensoriel ont été initialement identifié.e.s. Néanmoins, en raison d'une certaine résistance de la part des parents, ou de divers obstacles logistiques, 30 d'entre elles et eux ont finalement été sélectionné.e.s pour le projet. Les handicaps de ces jeunes pouvaient être de différentes catégories : malentendant.e.s (11) ; malentendant.e.s et muet.te.s (7) ; non-voyant.e.s (6) ; et handicapé.e.s mentaux.ales (6). Plus de 29 familles, 15 éducateur.trice.s et 40 artistes ont accepté de participer au projet.

La détection de talents chez les jeunes sélectionné.e.s et leur orientation dans différentes activités artistiques et culturelles ont été suivies de répétitions avec des artistes, qui ont eu lieu avant les restrictions de la pandémie de la covid-19 en mars 2020. Lorsque les circonstances l'ont permis, des séances de répétition ont de nouveau été organisées, entre autres des séances de musique et de danse. Les chansons apprises par les participant.e.s ont été diffusées, et des vidéos des sessions ont été mises à disposition sur le site internet de RGL / HAFENIS. Cela a contribué à une nécessaire visibilité du projet et à créer un sentiment d'appartenance parmi les participant.e.s, les familles et les artistes.

En parallèle, une série de réunions ont eu lieu pour identifier les principales parties prenantes locales ainsi que pour informer les communautés sur le projet, ses objectifs et les activités prévues. Les réunions ont inclu des artistes locaux.les basé.e.s principalement à Goma (musicien.ne.s, pianistes, guitaristes, acteurs et actrices de théâtre, peintres), des éducateur.trice.s d'écoles publiques et privées, des familles, des dirigeant.e.s publics.ques et des membres d'organes judiciaires et de sécurité, et dans certains cas, les bénéficiaires directs. Ces réunions d'information ont également eu pour objectif de sensibiliser aux droits culturels et humains inhérents aux enfants et aux jeunes handicapé.e.s, et ont également servi à identifier conjointement les bénéficiaires directs potentiels du projet, avec la participation des communautés.

En ce qui concerne les réunions, il convient de souligner deux points. Tout d'abord, des responsables publics, tels que les représentant.e.s du Tribunal de première instance de Goma, ont saisi l'occasion pour réaffirmer leur engagement à protéger les droits des personnes vivant en situation de handicap, et ont mis en garde contre la violence qui persiste sous différentes formes à l'égard de ces personnes. Par ailleurs, les artistes qui au départ doutaient de la faisabilité du projet, ont changé d'avis en comprenant, au cours des rencontres et des répétitions, que les jeunes handicapé.e.s pouvaient parfaitement participer aux activités artistiques et culturelles. Ces deux points ont ainsi démontré le potentiel de l'ensemble du projet à aider à changer l'attitude négative et la stigmatisation des personnes en situation de handicap mental et/ou sensoriel.

Malgré les défis rencontrés au début du projet en raison de l'épidémie d'Ebola dans l'est du Congo entre juillet et octobre 2019, ainsi que de la pandémie de covid-19 qui a provoqué un verrouillage total de la ville de Goma en mars, avril et mai 2020, le projet a enregistré un progrès considérable quant à la réalisation de ses objectifs. « Pourquoi pas moi ? » a démontré la nécessité d'inclure les enfants et les jeunes souffrant de handicaps mentaux et sensoriels en tant qu'acteurs et actrices culturel.le.s de plein droit, ainsi que le besoin de stimuler leurs talents artistiques en formant et en encadrant les artistes et les familles, afin qu'ils et elles puissent participer, en tant que citoyen.ne.s, à la vie culturelle et mieux interagir avec leurs communautés. Les contretemps mentionnés précédemment ont provoqué le report de certaines activités, mais n'ont pas empêché le projet de réussir à sensibiliser l'administration locale et les acteurs de la société civile aux niveaux local et international, et le public en général (à travers certaines activités telles que des concerts et des festivals).

Agenda 2063

1. Un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous
2. Des citoyens bien formés et suffisamment qualifiés ayant pour support la science, la technologie et l'innovation
3. Des citoyens en bonne santé et bien nourris
16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



Objectif 3 :
Bonne santé
et bien-être

Objectif 4 :
Éducation
de qualité

Objectif 10 :
Inégalités
réduites

Objectif 16 :
Paix, justice
et institutions
efficaces

Objectif 17 :
Partenariats pour
la réalisation
des objectifs

VIII FEMMES EN CRÉATION

« Femmes en création » : former, créer et promouvoir les arts dramatiques pour la professionnalisation des actrices et artistes en arts visuels au Togo, au Bénin et au Mali.



« Femmes en création : vers l'émergence d'une nouvelle génération de femmes professionnelles africaines dans les arts » est un programme de renforcement des capacités artistiques basé sur une triple approche : les femmes, le développement et la culture. L'initiative est née du constat concernant l'absence de femmes dans les arts aux niveaux local et régional, constat observé par les trois organisations partenaires : l'Association Kadam-Kadam au Togo, l'Association Noudjiou « L'Enedit » au Bénin et l'Association Côté-Cour au Mali. Visant à renforcer les capacités artistiques et professionnelles de 9 jeunes actrices et 6 artistes en arts visuels du Togo, du Bénin et du Mali, leur programme a contribué à l'émergence d'une nouvelle génération de femmes professionnelles africaines.

Les trois organisations partenaires collaborent depuis plusieurs années, dans de nombreux projets qui ont enrichi leur travail conjoint au fil du temps. À l'occasion de Femmes en création, les trois organisations ont pris en charge l'ensemble de la gestion des activités du projet, et ont participé conjointement à la prise de décision. Plus particulièrement, Noudjiou a publié les appels et sélectionné les participantes pour les ateliers, avec l'aide de l'Université INAMAAK, et Côté-Cour a coordonné le deuxième atelier de formation à Bamako. Grâce à leurs efforts fructueux, de nouveaux projets communs sont en cours.

Le lancement officiel du programme a eu lieu le 24 septembre 2019 au siège de Kadam-Kadam, en présence de représentant.e.s de l'Union européenne au Togo, de l'ambassadeur du Mali au Togo et d'un.e représentant.e du ministre des Arts et de la Culture du Togo, ainsi que de 100 jeunes artistes (dont 50% de femmes) et une vingtaine de journalistes. Cet évènement a ouvert la route à la suite du projet, consistant en des ateliers de formation en écriture et interprétation, en scénographie et en peinture corporelle, ainsi qu'à la création en résidence de deux pièces de théâtre et à leur diffusion internationale au Bénin, au Togo et au Mali.

La première série d'ateliers de formation, axée sur l'écriture dramatique et le jeu d'acteur, s'est adressée à 9 actrices et s'est déroulée à Lomé, avec une durée moyenne de huit heures/jour réparties en deux temps. À l'issue de cette phase, deux pièces de théâtre sur les thèmes de la cohésion sociale et des droits des personnes marginalisées ont été écrites. La deuxième série d'ateliers, à Bamako, a porté sur la scénographie avec 6 artistes en arts visuels et scénographes, et a permis l'élaboration de propositions pour la scénographie des deux pièces de théâtre écrites lors de la première phase, sous le titre « Contribution des femmes à la cohésion sociale et à la lutte contre la marginalisation ». Par la suite, une résidence de formation-crédation à Calavi avec 10 actrices et scénographes s'est concentrée sur les deux pièces de théâtre, autour des droits des personnes marginalisées et de la participation des femmes à la cohésion sociale. La résidence s'est déroulée d'une part à distance, sur internet, abordant dans un premier temps les concepts clés de la dramaturgie ; et d'autre part, en présentiel, avec une partie pratique visant à étudier, à travers des techniques créatives, les textes issus des ateliers d'écriture dramatique. La résidence a compris également une présentation des travaux en cours au public, ce qui a permis à l'équipe d'améliorer les pièces de théâtre.

Toutes les activités ont été accompagnées d'émissions de radio et d'actions de communication qui ont contribué à atteindre autant d'artistes, de citoyen.ne.s et d'organisations que possible. Le 18 juillet 2020, une tournée de sensibilisation a débuté au Bénin et s'est terminée avec des émissions de radio et de télévision, diffusées à travers différents médias au Togo et au Mali, compte tenu des restrictions dues à la pandémie de covid-19 dans chacun de ces pays. Une forte mobilisation et une participation effective de toutes les bénéficiaires ont été observées, en particulier concernant les postulantes, les artistes, les formateur.trice.s, les médias et la population locale. En outre, le contact étroit des organisations partenaires avec un large réseau de journalistes culturel.le.s a assuré la couverture des principales activités.

Les résultats positifs ont non seulement montré et amélioré le talent artistique et les capacités des femmes, mais ont également permis aux bénéficiaires, au-delà du renforcement de leurs capacités, de renforcer la cohésion de l'écosystème culturel des villes et régions participantes. Par ailleurs, « Femmes en création » a permis de sensibiliser sur la question des droits des femmes et des minorités marginalisées (orphelin.e.s, personnes en situation de handicap, enfants abandonné.e.s, etc.), et de renforcer l'action culturelle au sein des territoires en rassemblant la population autour d'évènements favorisant la paix, l'égalité des sexes, le dialogue et la diversité culturelle, pour des communautés saines et durables.

Agenda 2063

- 4. Économies transformées et emplois
- 16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
- 17. Pleine égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie
- 18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



Objectif 5 :
Égalité entre les sexes

Objectif 8 :
Travail décent et croissance économique

Objectif 10 :
Inégalités réduites

Objectif 17 :
Partenariats pour la réalisation des objectifs

IX BEYOND CARING

« Beyond Caring » (Au-delà des soins) : autonomiser les femmes et les filles grâce à la coopération culturelle et sensibiliser aux droits culturels et de la personne.



«**B**eyond Caring » répond à l'un des défis les plus complexes aux niveaux local, régional et mondial : les inégalités. Le projet a cherché à impliquer et à donner une voix et de la visibilité aux travailleuses et travailleurs domestiques rwandais.e.s et congolais.e.s, qui constituent la main-d'œuvre la plus dévalorisée et la moins reconnue d'Afrique. L'objectif était aussi de défendre leurs droits culturels et humains. S'appuyant sur l'identification préalable des besoins de ce collectif à travers la conduite d'entrevues, le projet a permis de concevoir et d'organiser des ateliers artistiques et pluridisciplinaires sur mesure, entre autres activités, avec la collaboration de jeunes artistes locaux.les issu.e.s de différentes disciplines, d'ONG, d'expert.e.s juridiques et en droit de la personne, et de dirigeant.es locaux.les. Deux pièces de théâtre ont été créées, basées et inspirées par le contenu des entrevues, des ateliers et des groupes de discussion. Ces pièces de théâtre ont abordé et sensibilisé de façon créative à certains des problèmes critiques auxquels les travailleur.se.s domestiques sont confronté.e.s, notamment les nombres d'heures de travail excessifs, la violence domestique, les abus sexuels et les maladies infectieuses.

Le projet était dirigé par Ishyo, une organisation non gouvernementale dirigée par des femmes créée en 2007 par huit femmes rwandaises, ayant pour objectif principal de rendre la culture accessible à toutes et tous. Ishyo fonctionne comme une plateforme pour les artistes et les travailleurs.ses culturel.le.s, et a travaillé sur des projets importants tels que la création du « Ishyo Arts Center », le premier centre des arts de la scène à Kigali, et « Arts and Memory », un projet visant à soutenir la préservation, la connaissance et la démocratisation de la mémoire du génocide de

1994 contre les Tutsis au Rwanda, à travers les arts. Renaître Grands Lacs / Hafenis (Femmes et Enfants Handicapés dans les Initiatives de Survie) a également collaboré au projet, l'un de ses principaux objectifs étant de contribuer au développement durable du Rwanda en favorisant la participation des plus vulnérables. Cette alliance s'appuie sur une précédente collaboration, « Briser les barrières – Construire des ponts », un projet de deux ans visant à soutenir le plaidoyer en faveur des jeunes handicapé.e.s et leur autonomisation grâce à des activités culturelles.

Afin de s'assurer que les activités répondent bien aux besoins des bénéficiaires, 50 entretiens ont eu lieu au Rwanda et en RDC en trois phases, touchant 51 travailleur.se.s domestiques, pour la plupart des femmes, et 11 familles. Les entretiens ont été enregistrés et traduits, et ont conduit à des conversations approfondies dans une approche globale. En outre, 3 ateliers artistiques sur mesure visant à développer les compétences artistiques et le réseautage des travailleur.se.s culturel.le.s et sociaux.les rwandais.e.s et congolais.es ont rassemblé 45 travailleur.se.s domestiques, des membres de leurs familles et des artistes (musicien.ne.s, dramaturges, acteurs et actrices, et danseur.se.s) à Kigali et Goma (31 femmes et 14 hommes). Des ateliers pluridisciplinaires conduits par des expert.e.s ont réuni un total de 121 personnes (dont 73% de femmes) pour discuter des conditions de vie et de travail des travailleur.se.s domestiques au Rwanda et en RDC, incluant les autorités locales, des expert.e.s en droits de la personne, des travailleurs.se.s de la culture et d'autres représentant.e.s de la société civile, ainsi que des travailleur.se.s domestiques des deux pays. Ces activités ont tenu compte de la complexité des différentes réalités et ont en même temps contribué à développer leurs compétences artistiques et de réseautage, et à sensibiliser à l'égalité de genre et à leurs droits en tant que citoyen.ne.s.

Ces activités ont été suivies par la création de deux pièces de théâtre, basées sur les défis rencontrés par les travailleur.se.s domestiques et inspirées de la pièce de théâtre « Beyond Caring » d'Alexander Zeldin. Ces pièces de théâtre sont conçues pour pouvoir être jouées chez les gens, à la maison, et ont été créées avec des artistes et des auteur.e.s du Rwanda et la RDC. Afin de soutenir la capacité des travailleur.se.s culturel.le.s à répondre aux problèmes sociaux, les pièces de théâtre ont cherché à renforcer le plaidoyer réalisé à travers le projet, et à encourager une plus grande visibilité et un dialogue interculturel entre les communautés. L'écriture des pièces de théâtre – en swahili et en kinyarwanda pour toucher un large public – s'est également basée et inspirée du contenu des entretiens et des expériences vécues pendant les ateliers et les groupes de discussion. Les entretiens ont été envoyés aux écrivains sur une base mensuelle, et des acteurs et actrices en RDC se sont réunis en parallèle chaque semaine pour improviser sur les thèmes abordés dans les entretiens, reflétant ainsi la dynamique participative et décentralisée de l'initiative.

La collaboration avec les parties prenantes locales s'est renforcée au fur et à mesure du développement du projet. Deux femmes journalistes se sont jointes à l'initiative pour la documenter et produire des émissions de radio spécialisées traitant de l'autonomisation des femmes et des problèmes sociaux, ce qui a permis de réunir, lors de ces activités de communications, des défenseur.e.s des droits de la personne, des travailleur.se.s domestiques et des artistes. Dans le but d'ouvrir la collaboration aux partenaires internationaux et d'assurer la continuité du projet, des propositions ont été envoyées à des partenaires clés du développement, tels que le PNUD, UNOWEN, l'UNFPA, et aux organisations de défense des droits culturels et des droits de la personne.

Dans l'ensemble, le projet « Beyond Caring » a démontré que le besoin de promouvoir la coopération culturelle et de sensibiliser aux droits culturels et de la personne est une urgence critique et dépasse les attentes au Rwanda et en RDC. Tant les travailleur.se.s domestiques que les organisations et parties prenantes impliquées ont dû faire face à des revers et à des adversités, notamment la peur de parler des conditions de travail et d'exprimer des revendications à travers l'art, la propagation de maladies comme l'Ébola et le climat d'instabilité politique, qui a finalement conduit à des attaques militaires. Néanmoins, le processus a montré qu'avec un engagement fort et une volonté de changement, il est possible de faire évoluer la situation.

Agenda 2063

1. Un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous
4. Économies transformées et emplois
11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
17. Pleine égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie

ODD



Objectif 1 :
Pas de
pauvreté

Objectif 5 :
Égalité entre
les sexes

Objectif 10 :
Inégalités
réduites

Objectif 17 :
Partenariats pour
la réalisation
des objectifs

CHAPITRE 4

Des institutions et des communautés fortes : l'action culturelle pour la gouvernance, le dialogue et les échanges transfrontaliers.

Thématiques principales : Gouvernance ; Institutions et communautés fortes

Introduction

La culture est toujours à la frontière. Entre passé, présent et futur. Entre l'avant-garde, la pointe du progrès, le contemporain et les traditions. Entre les souvenirs et le patrimoine. Entre le local et l'universel. La culture et les cultures ne correspondent pas toujours aux limites et aux frontières politiques. La culture est un catalyseur des échanges transfrontaliers de toutes sortes.

Aujourd'hui plus que jamais, l'humanité dispose des outils nécessaires pour entreprendre des dialogues approfondis sur la création, la tradition et la modernité. Les processus culturels, tels que la pratique du théâtre, les clubs culturels et artistiques, les cérémonies d'initiation, les débats sur les traditions et les coutumes, les espaces patrimoniaux ou les documentaires de fiction, peuvent aborder les problématiques les plus difficiles de nos sociétés ; mais seulement si les techniques d'intervention (de sensibilisation, de médiation, ou de coaching par exemple) adoptent une perspective critique et trouvent leur fondement dans la conviction que nous avons toutes et tous besoin de construire un avenir durable ensemble. Les processus culturels peuvent ouvrir des espaces de dialogue et d'échanges, ainsi que des espaces d'expression et de revendication. Si les pratiques et traditions culturelles peuvent parfois être la cause de conflits, elles peuvent aussi inspirer la consolidation de la paix en mobilisant les gens, dans leur individualité et dans leur collectivité, afin de résoudre les tensions et les conflits. Les processus culturels donnent également la possibilité d'améliorer le dialogue institutionnel et la gouvernance, et peuvent être un moyen de renforcer la résilience et la paix entre les communautés. En tant que dimension fondamentale du développement durable, la culture a également besoin de mécanismes solides et efficaces d'action institutionnelle et de gouvernance, ainsi que de nouveaux modèles d'action horizontaux et participatifs.

Les ODD reconnaissent l'importance d'une bonne gouvernance, et d'institutions et de communautés fortes, en particulier avec l'Objectif 16 sur la paix, la justice et les institutions fortes, l'Objectif 17 sur les partenariats et l'Objectif 8 sur la créativité et l'innovation (qui promeut implicitement la mobilité internationale des artistes et des professionnels de la culture). D'autre part, les 3e et 4e Aspirations de l'Agenda 2063 de l'UA considèrent la bonne gouvernance, la démocratie, le respect des droits de l'homme, la justice et l'état de droit, la paix et la sécurité comme des priorités clés pour le développement. De même, Culture 21 : Actions souligne explicitement la nécessité d'améliorer la gouvernance culturelle et de promouvoir les programmes de coopération culturelle internationale, afin de « porter une attention particulière à la protection et à la promotion de la diversité culturelle » et d'impliquer « les personnes actives dans le secteur culturel à participer aux réseaux de coopération ». Dans une perspective plus générale, Culture 21 : Actions peut être considéré dans son ensemble comme un outil pour engager un dialogue institutionnel basé sur les droits culturels.

La grande majorité des projets soutenus par l'initiative *Culture at Work Africa* ont consacré une attention particulière au dialogue institutionnel local, national et international. Ils ont envisagé et organisé des échanges internationaux et ont mis en œuvre des actions pour renforcer le plaidoyer en faveur du renforcement culturel et institutionnel. Bien que leurs activités portent également sur l'interculturalité et l'inclusion sociale, les projets présentés dans ce chapitre ont accordé une attention particulière et explicite à la coopération culturelle transfrontalière et/ou au dialogue institutionnel. Le projet « **Energizing cross border cohesion and inter-cultural peace through participatory theatre, folk arts, and inter sports** » a eu lieu dans le grand couloir de transhumance et de nomadisme d'Afrique de l'Est de Karamoja et Turkana. Grâce à la pratique du théâtre et à des ateliers de sensibilisation, quelque 120 à 150 jeunes de six villages d'éleveurs et d'éleveuses différents, ainsi qu'une trentaine de chefs et d'anciens de clans nomades ont été sensibilisés à la nécessité de réintroduire le dialogue social entre eux et elles. Le projet a révélé que l'analyse approfondie des questions d'identité transfrontalières et l'utilisation du dialogue interculturel sont des efforts fondamentaux pour promouvoir la paix et la justice. Le projet « **Arts et culture pour l'inclusion citoyenne** », basé à Niamey, a développé le dialogue institutionnel de plusieurs façons, notamment à travers la promotion d'activités de médiation culturelle pour sensibiliser au patrimoine matériel et immatériel africain, entre autres avec la production de documentaires de fiction ; la promotion du lien entre la culture et l'environnement impliquant la réhabilitation d'un espace vert et l'organisation d'un colloque ; et la promotion de la créativité, avec le lancement d'un nouveau prix littéraire pour jeunes adultes. Dans la province de Bazega, au Burkina Faso, le projet « **Éducation citoyenne et à la paix par l'expression de la diversité culturelle et artistique en milieu scolaire** » a réuni des acteurs et actrices locaux des secteurs de la culture, de l'éducation, de l'éducation populaire et du social, et de l'économie solidaire pour créer des « clubs culturels et artistiques » dans 84 écoles, avec des sessions de coaching sur différentes disciplines artistiques. À Bulawayo, le projet « **Creative diversity and social inclusion (Credisi)** » s'est concentré sur le dialogue institutionnel au niveau local afin de repenser l'utilisation des espaces publics et urbains. Le projet a impliqué plus de trois-mille personnes, provenant du secteur artistique et créatif, de la population et des communautés locales, ainsi que de différents départements et services publics. Le projet a également inclus un éventail de groupes minoritaires, vulnérables et ethniquement divers, de femmes et de groupes créatifs, et des organisations locales dirigées par des jeunes. De même, le projet « **Artistic and Cultural Action in favour of Social Cohesion and Accountable Governance** », qui s'est déroulé dans la région de Gao (théâtre de nombreuses violations des droits de la personne, de l'effritement des liens sociaux et culturels et de la faible participation des jeunes dans la gouvernance locale), a mis en œuvre plusieurs actions liées au dialogue institutionnel et à la reconnaissance de la diversité culturelle. Le projet a permis de favoriser la réappropriation par la population des activités socioéducatives et culturelles. « **Makeshift constructions of trust** » a mis au point un programme d'échange entre des étudiants universitaires et plus de 40 jeunes résidents dans des quartiers informels du front de mer de Port Harcourt, au Nigeria. Ensemble, ils et elles ont conçu une plateforme multimédia en ligne immersive et interactive, conçue pour permettre à la communauté d'être vue et entendue. Le projet « **Mirages et pertitions** » a abordé la question du terrorisme comme un phénomène contemporain requérant une approche culturelle et une perspective critique. Le projet a conduit à la réalisation d'une pièce de théâtre et d'un film qui cherchent à canaliser les émotions en lien avec les expériences individuelles et collectives vécues lors d'actes d'extrémisme violent.

ENERGIZING CROSS BORDER COHESION AND INTER-CULTURAL PEACE in the East African Nomadic Cattle Corridor of Karamoja (Uganda) and Turkana (Kenya) through participatory theatre, folk arts, and inter sports

Le « Rafiki Theater » (le Théâtre Rafiki) : dynamiser la cohésion transfrontalière et la paix interculturelle par la pratique culturelle participatives.



Ce projet est né de la nécessité de trouver une réponse aux relations conflictuelles qui existent entre les habitant.e.s des territoires de Karamoja (Ouganda) et Turkana (Kenya). Alors que les habitant.e.s de la région connaissent des problèmes de propriété foncière et de vol de bétail, ainsi que des problèmes transfrontaliers d'identité, le théâtre Rafiki et l'Agence pour le Développement des Pasteurs (APaD) ont soulevé le besoin de régénérer le dialogue interculturel pour promouvoir la paix.

Le projet a eu pour objectif d'organiser des activités de sensibilisation et de formation parmi les communautés locales afin de restaurer le dialogue transfrontalier entre plusieurs localités de la région, notamment dans les communautés rurales. Grâce à la pratique du théâtre et aux ateliers de sensibilisation, 120 à 150 jeunes de six villages d'éleveurs et d'éleveuses différents, et une trentaine de chefs de clans nomades et d'anciens ont été sensibilisés à la nécessité de réintroduire le dialogue social.

Afin de mieux identifier les besoins de la population locale, y compris ceux des chefs locaux et traditionnels, et ceux des habitant.e.s le long de la frontière, une enquête concernant l'état de situation local a été menée par les promoteurs du projet. Il était important que l'enquête touche les dirigeant.e.s politiques et traditionnel.le.s des communautés locales, ainsi que les habitant.e.s des communautés vivant ou faisant des affaires le long de

la frontière. Ceci a été rendu possible grâce à des collaborations avec le Conseil d'administration local (pour le côté politique) ainsi qu'avec les anciens et chefs de village (pour le côté traditionnel), tous et toutes originaires des communautés Karamajong et Turkana.

Les résultats de l'étude ont conduit à identifier clairement les problèmes de propriété foncière, les problèmes d'identité culturelle et transfrontalière, et les facteurs tribaux comme des priorités clés à aborder dans le développement des activités. Pour cette raison, les activités de formation ont été adaptées à ces enjeux et ont ciblé principalement des nomades ayant une identité multiculturelle et des chefs ayant de la famille des deux côtés de la frontière, provenant pour la plupart des tribus Karamajong, Pokot, Turkana ou Masai. Une attention particulière a été accordée à l'équilibre entre les genres et à l'inclusion de personnes en situation de handicap, élément qui prend de plus en plus d'importance dans la région.

Le groupe sélectionné a suivi une formation artistique de sept jours, avec des sessions sur le mouvement dans l'espace, l'improvisation, la mémoire et l'imagination, et les techniques d'interprétation, ainsi que de façon plus large sur la société, la famille et la vie personnelle, les expériences, et la sensibilisation communautaire. Une production théâtrale visant à susciter l'engagement et le dialogue a été conçue pour améliorer la sensibilisation de la communauté en incorporant des éléments autour des arts populaires nomades, le tribalisme et l'individualisme, les conflits tribaux domestiques et transfrontaliers, la politique et les questions d'identités transfrontalières. La pièce de théâtre a également permis de soulever la question de savoir pourquoi le vol de bétail et la violence intertribale ne peuvent être résolus de façon adéquate tant qu'ils font partie de la culture locale, et d'ouvrir place au dialogue et au débat, après la représentation.

Plusieurs représentations théâtrales de sensibilisation ont eu lieu dans les localités de Makutano, Olwora et Kacheliba du côté kenyan et à Karita du côté ougandais. Dans toutes ces localités, tant la population en générale des centres urbains et ruraux d'une part, que les chefs et les anciens des communautés d'autre part, ont pu exposer non seulement leur propre analyse des facteurs conflictuels, mais aussi partager des idées possibles pour résoudre ces conflits.

La coopération avec la police locale a également fait partie du processus, afin de planifier des activités transfrontalières avec des jeunes, pour la plupart anciens guerriers ou guerrières, essayant de se réintégrer dans la vie normale (comme les boda bodas, par exemple). Le projet a réalisé avec ces jeunes une activité de formation de cinq semaines sur la sécurité, la subsistance et la coexistence pacifique.

Tout ce travail a permis aux membres de la communauté d'envisager des solutions à deux problèmes extrêmement importants qui menacent la cohésion sociale depuis des années. Tout d'abord, ils se sont mis d'accord sur l'urgence de résoudre le manque de clarté dans l'identité des populations vivant sur la frontière, qui est la principale cause des problèmes d'insécurité et de comportements antisociaux dans la région ; ce qui est apparu comme une décision devant être prise par les populations locales elles-mêmes. Deuxièmement, ils ont souligné la nécessité de renforcer la coopération transfrontalière, en particulier en ce qui concerne les groupes nomades, car il semblerait que de nombreuses personnes voteraient des deux côtés de la frontière au Kenya et en Ouganda.

Par ailleurs, des échanges culturels et des visites ont été proposés à des anciens sélectionnés des deux côtés de la frontière. Dans la seconde partie du projet, plusieurs visites et échanges culturels sont ainsi prévus dans le cadre de festivals culturels transfrontaliers et de consolidation de la paix dans la région.

Agenda 2063

1. Un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous
4. Économies transformées et emplois
11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
12. Des institutions compétentes et un leadership transformé à tous les niveaux
13. La paix et la sécurité sont préservées
16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



Objectif 10 :
Inégalités réduites



Objectif 16 :
Paix, justice et institutions efficaces



Objectif 17 :
Partenariats pour la réalisation des objectifs

ARTS ET CULTURE POUR L'INCLUSION CITOYENNE : L'UNIVERSITÉ ABDOU MOUMOUNI JETTE DES PONTS

« Arts et culture pour l'inclusion citoyenne » : promouvoir l'inclusion sociale par la coopération culturelle à Niamey.



Le projet « Arts et culture pour l'inclusion citoyenne » cherche à offrir à la jeunesse africaine des connaissances et des ressources sur la culture et le développement durable pour construire les sociétés de demain. Basé sur le renforcement du dialogue institutionnel et des échanges entre les centres culturels et académiques du Niger, le projet a permis au programme Arts & Culture (A&C) de l'Université Abdou Moumouni (Niamey) de collaborer aux niveaux local, régional et mondial avec plusieurs organisations afin de comprendre « l'essence et les aspirations des adolescent.e.s africain.e.s en tant que personnes et en tant que membres des communautés locales et mondiales, et [les préparer] aux défis du développement ».

Le programme A&C a piloté le projet avec une triple approche dans les domaines de la créativité, du patrimoine et de l'environnement. Il s'est ainsi concrétisé à travers des activités de médiation culturelle visant à sensibiliser au patrimoine matériel et immatériel africain ; des activités autour du lien entre culture et environnement ; et des activités axées sur la promotion de la créativité locale.

Les actions en médiation culturelle, menées par 40 étudiant.e.s (dont 32% de femmes), ont été à la base d'une approche inclusive de la culture poursuivie par le projet, et ont cherché à encourager le dialogue entre patrimoine symbolique et création contemporaine. Les élèves ont ainsi exploré les œuvres d'art d'artistes africain.e.s dans des disciplines telles que la musique, le théâtre et les arts visuels, et ont sélectionné un public cible. Développées par une équipe de deux à quatre étudiant.e.s du programme A&C, en collaboration avec des guides de musée et

une équipe pédagogique, les activités en médiation ont permis de sensibiliser le public au patrimoine matériel et immatériel africain, et de susciter une réflexion sur la construction des identités africaines et le rôle de la jeunesse et des artistes africain.e.s au sein la société. Une attention particulière a été accordée au rôle des femmes dans la société. Les interventions ont eu lieu dans des collèges et lycées, ainsi que sur le campus universitaire Abdou Moumouni et au Musée national, et elles ont atteint plus de 500 personnes (dont 40% de femmes).

Sous la direction du cinéaste de renom Jean-Marie Teno et d'une jeune société de production (BackTechno), les étudiant.e.s du programme A&C ont réalisé des courts métrages mettant en scène la jeunesse, la culture urbaine et les collections du Musée national. Au total, 14 étudiant.e.s du programme A&C (dont trois femmes), plusieurs artistes externes et d'autres étudiant.e.s externes au programme A&C ont joué dans les films, qui seront largement diffusés dans les festivals de cinéma et les réseaux d'écoles d'art en Afrique. Dans l'ensemble, ce processus de médiation culturelle a permis aux étudiant.e.s de mettre en pratique les connaissances théoriques tirées de leurs cours de médiation culturelle et d'esthétique, et a posé les bases d'un cours sur le patrimoine national.

Par ailleurs, les activités concernant le lien entre la culture et l'environnement visaient à réhabiliter le Jardin botanique de la Faculté des sciences de la santé de l'Université Abdou Moumouni et à organiser le symposium international « Arts et environnement, (mieux) vivre en ville », du 11 au 13 février 2020. La Faculté des sciences de la santé (le Jardin des plantes médicinales), la Faculté d'agronomie et le Département de géographie ont fait partie des collaborateurs locaux pour le projet. Le symposium a réuni 13 intervenant.e.s internationaux.les de dix pays différents (France, Sénégal, Cameroun, Martinique, Guadeloupe, Burkina Faso, Bénin, Côte d'Ivoire, Italie et Maroc) aux côtés de plus de 20 panélistes locaux.les et de plus de 100 participant.e.s. Cet événement, qui a aussi compris des visites de terrain à Niamey, a permis d'explorer des questions reliant l'urbanisme, le bien-être social et la participation à la vie culturelle, s'inscrivant ainsi dans la continuité de l'Agenda 21 de la Culture.

Les partenaires ont également accompagné la rénovation du Jardin botanique en tant qu'espace vert et culturel, mettant en avant la biodiversité et les pratiques ancestrales et traditionnelles, et en centrant cette action sur les citoyen.ne.s et les étudiant.e.s du campus. Les activités de réhabilitation, qui ont été retardées en raison de grandes inondations à Niamey, ont tout de même permis de réaliser la caractérisation de la végétation existante ainsi qu'une enquête ethnobotanique de terrain menée sur les marchés de Niamey concernant leurs usages médicinaux par la population urbaine.

Enfin, la première édition du « Prix littéraire Sarraounia de fiction pour jeunes adultes » a été créée, non seulement pour promouvoir la lecture chez les adolescent.e.s, mais aussi pour offrir une fenêtre sur la compréhension du monde par la jeunesse africaine. La première édition a reçu plus de soixante candidatures en anglais, français et haoussa (cette dernière étant l'une des langues autochtones les plus parlées et écrites d'Afrique de l'Ouest) de 19 nationalités, illustrant les intérêts et les ambitions de la jeunesse africaine d'aujourd'hui. Les soumissions abordaient des sujets tels que la sexualité, les conflits intergénérationnels, l'immigration ou la religion. Le lauréat du prix, Paul Kisakye, est un écrivain né en Ouganda. La maison d'édition sénégalaise Amalion, partenaire du projet, a publié mille exemplaires de son livre *Les faiseurs de pluie* en anglais et en français.

L'ampleur des activités entreprises a permis de rechercher et d'établir des collaborations avec divers acteurs et actrices engagés dans la culture et le développement durable. Les trois conférences de presse organisées témoignent de l'envergure du projet, qui a renforcé les liens avec le Département des arts de l'Université d'Aix-Marseille (France) et consolidé de futures collaborations potentielles avec d'autres partenaires, tels que l'Institut Français et l'Institut Goethe pour l'Afrique subsaharienne. Le projet a montré comment les échanges entre étudiant.e.s, professeur.e.s et la communauté au sens large peuvent stimuler et profiter à l'entrepreneuriat créatif et culturel africain, favoriser l'inclusion sociale et renforcer le développement durable grâce à la culture. Le projet a stimulé des débats locaux et mondiaux, ouvert des portes à de nouvelles générations de jeunes Africain.e.s et stimulé leur capacité à participer à un large éventail de pratiques créatives socialement importantes.

Agenda 2063

1. Un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous
2. Des citoyens bien formés et suffisamment qualifiés ayant pour support la science, la technologie et l'innovation
7. Climat durable sur le plan environnemental et économies et communautés résilientes
16. La renaissance culturelle africaine est prééminente

ODD



Objectif 4 :
Éducation
de qualité

Objectif 10 :
Inégalités
réduites

Objectif 11 :
Villes et
communautés
durables

Objectif 15 :
Vie
terrestre

Objectif 17 :
Partenariats pour
la réalisation
des objectifs

CREATIVE DIVERSITY AND SOCIAL INCLUSION (CREDISI)

Iyasa et le projet « Credisi » (Diversité créative et inclusion sociale) : faciliter le dialogue interactif entre les artistes et la collectivité pour repenser l'usage des espaces publics et urbains.



Ce projet est né à Bulawayo, deuxième ville la plus grande et la plus peuplée du Zimbabwe, située dans le sud-est du pays. Il apparaît comme une réponse au fait que la plupart des espaces publics et des infrastructures culturelles de Bulawayo ont été négligés, beaucoup d'entre eux ayant été transformés en sites religieux, empêchant les citoyens et les communautés, en particulier les jeunes et les femmes, de bénéficier d'activités culturelles.

Par ailleurs, en outre de cet accès réduit des communautés et des habitants à la vie culturelle et aux industries créatives, les artistes, créateurs et créatrices éprouvent des difficultés à accéder à des bureaux, des studios et des lieux de création en raison de la hausse des coûts de location dans toute la ville, ce qui s'inscrit dans une tendance nationale.

En réponse à cette situation, l'École des arts Inkululeko Yabatsha (IYASA) a établi un partenariat avec le Département culturel de la mairie de Bulawayo dans le but de faciliter un dialogue cohérent et constructif entre les artistes locaux, les créateurs et créatrices, et les autorités publiques. Il s'agissait de susciter l'engagement des décideurs publics envers l'importance de la culture et des arts, la sensibilisation au rôle crucial des arts dans la construction de la cohésion sociale et le développement de politiques urbaines qui respectent les personnes, les communautés, l'expression culturelle et la créativité à Bulawayo.

À travers une série d'ateliers de travail interactifs, de débats et de performances, le projet a cherché à discuter de la nécessité de garantir l'accès à des espaces sûrs pour le dialogue culturel et la création artistique et a réuni plus de 100 jeunes créateurs et créatrices, 50 femmes artistes et créatrices, des créateurs et créatrices issu.e.s de groupes et de communautés ethniques minoritaires, plus de 30 administrateurs.trices et expert.e.s du milieu des arts, et quatre décideur.se.s et conseiller.e.s politiques des autorités locales de Bulawayo.

Le rassemblement des différents acteurs et actrices culturel.le.s et créatif.ve.s de la ville a facilité le développement d'une compréhension commune et collective des politiques publiques locales en matière de culture et de création, et a permis d'échanger sur les façons dont les artistes, les créateurs et les créatrices pourraient mieux accéder aux lieux et aux infrastructures existantes. Le projet a ainsi eu pour résultats l'ouverture de divers espaces culturels et de lieux sûrs pour que les artistes, créateurs et créatrices locaux.les puissent créer, interpréter et présenter leurs divers travaux.

La participation d'organisations de jeunes, de groupes artistiques de femmes et de groupes ethniques minoritaires, ainsi que la mise en place de projets et d'initiatives de différentes origines, langues, et contextes, a permis au projet de transcender les différences entre les genres, cultures, langues, religions, politiques et âges. Cette diversité a conduit à la discussion de questions particulières ayant tendance à être absentes du débat public et qui n'étaient jusqu'alors que partiellement abordées dans l'élaboration des politiques publiques.

Par exemple, un atelier a été organisé dans le but d'ouvrir un espace permettant aux femmes artistes et créatrices de s'exprimer librement et d'aborder en toute sécurité des enjeux critiques auxquels elles sont confrontées quotidiennement, tels que la discrimination systémique, la santé et les droits sexuels, les expériences sexistes, le poids des étiquettes sociales et des normes culturelles, ainsi que l'autonomie financière et économique.

Une série de conférences, de spectacles créatifs et de manifestations culturelles a également permis de montrer la diversité des artistes et des communautés locales à travers la présentation d'un large éventail de pratiques culturelles autant traditionnelles que modernes en danse et en musique. Ces actions ont permis d'établir un dialogue continu avec les jeunes, de favoriser la transmission de valeurs et de pratiques, et de promouvoir l'apprentissage intergénérationnel et le renforcement des capacités.

L'explosion de la pandémie de la covid-19 a eu un fort impact sur le développement des activités du projet. Les organisateurs et organisatrices ont dû réviser leur stratégie pour inclure une série de conférences et de spectacles en ligne, tels qu'un débat spécifique sur les « industries Credisi » dans l'ère post-covid-19. Par ailleurs, une fête en ligne, appelée « Reste à la maison, soit prudent », et une « fête du confinement » virtuelle, accompagnées de messages créatifs, éducatifs et divertissants, ont également été organisées afin de favoriser la sécurité de gens et leur permettre de se divertir pendant les mesures de quarantaine.

Au total, plus de 41 100 personnes ont été atteintes par le projet, incluant quelques 630 créateurs et créatrices, la population et les communautés locales, ainsi que les services et départements publics. Parmi les personnes touchées, il convient de souligner l'importante présence de groupes minoritaires, vulnérables et ethniquement diversifiés, de groupes et de collectifs de femmes créatrices, ainsi que d'organisations locales de jeunes.

En résumé, le projet a non seulement réussi à renforcer l'accès des habitant.e.s et des résident.e.s de Bulawayo aux activités créatives et à la vie culturelle locales, mais il a également renforcé les opportunités créatives et culturelles pour les artistes, créateurs et créatrices locaux.les. Il a également contribué à initier un dialogue structuré avec les autorités publiques, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles activités de lobbying culturel et de plaidoyer, ainsi qu'à de nouveaux travaux sur les questions de gouvernance de façon générale.

Agenda 2063

1. Un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous
4. Économies transformées et emplois
11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
13. La paix et la sécurité sont préservées
16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
17. Pleine égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie
18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



Objectif 5 :
Égalité entre les sexes

Objectif 9 :
Industrie, innovation et infrastructure

Objectif 11 :
Villes et communautés durables

Objectif 16 :
Paix, justice et institutions efficaces

IV ÉDUCATION CITOYENNE ET À LA PAIX PAR L'EXPRESSION DE LA DIVERSITÉ CULTURELLE ET ARTISTIQUE EN MILIEU SCOLAIRE

« Diversité culturelle et éducation » : favoriser la diversité culturelle grâce à l'éducation civique et à la paix.



Porté par Solidarité Laïque, un collectif associatif qui regroupe 48 organisations liées à l'école publique, à l'éducation populaire et à l'économie sociale et solidaire, le projet a mené des activités dans plusieurs localités et communautés du Burkina Faso d'octobre 2019 à novembre 2020, en collaboration avec Bienvenue Théâtre du Bazega, un théâtre basé à Kombissiri, une petite localité du Burkina Faso.

Le projet avait trois objectifs. Tout d'abord, il visait à promouvoir l'expression culturelle et artistique en tant que levier d'éducation et de sensibilisation à la citoyenneté et à la paix dans 100 écoles primaires et secondaires de la Province de Bazega, au Burkina Faso. Deuxièmement, il visait à développer les compétences de 10 000 enfants, adolescent.e.s et jeunes, pour qu'ils deviennent des ambassadeur.rice.s de citoyenneté et de paix dans leurs communautés. Troisièmement, le projet a cherché à favoriser l'intégration de l'éducation à la citoyenneté et à la paix par l'art et la culture dans les programmes scolaires du Burkina Faso.

Le projet a cherché à atteindre un total de 100 écoles primaires et secondaires à travers le pays, et a été mis en œuvre dans 100 clubs scolaires. Il a mobilisé les communautés et les acteurs et actrices locaux. Les concernés.e.s afin d'assurer l'animation, la supervision et le coaching des clubs. L'opérationnalisation du projet a été menée en étroite collaboration avec plusieurs ministères nationaux, dont le ministère de l'Éducation et le ministère des Droits Humains et de la Promotion civique, ainsi qu'avec les autorités locales et régionales.

Au cours des mois de mise en œuvre du projet, environ 8 450 garçons et filles de 84 écoles de la province de Bazega ont été touchés par les activités éducatives et les outils d'animation éducative, culturelle et artistique spécifiquement développés dans le cadre du projet. En outre, les associations de parents d'élèves, ainsi que les équipes éducatives et le personnel enseignant de chaque école, ont été activement impliqués dans le projet et ont eu un impact positif sur le processus.

Il n'a pas été facile de créer un environnement d'apprentissage culturel et artistique dans les 84 écoles primaires et secondaires. Il a été essentiel d'impliquer activement les ministères de l'Éducation, de la Culture et des Droits Humains, ainsi que les institutions éducatives et culturelles locales, et les parents et leurs associations tout au long du processus afin de développer des outils éducatifs et culturels spécifiques.

L'ensemble des 84 clubs culturels et artistiques des écoles ont reçu des contenus, des outils et des plans pédagogiques pour faciliter les activités d'animation et de sensibilisation. Dans certains cas, ces outils ont été conçus en collaboration avec les équipes éducatives et pédagogiques locales, avec l'aide d'artistes et de professeur.e.s, et en concertation avec les associations de parents. Cet aspect a permis d'assurer l'efficacité de ces instruments et d'encourager les principales parties prenantes à s'approprier le projet.

Des clubs culturels et artistiques ont été créés dans chacune des 84 écoles et ont rassemblé en moyenne 10 à 15 élèves de tous âges. Ces clubs ont été animés par des professionnel.le.s locaux.les de la culture et de l'éducation socioéducative, et ont abouti à la réalisation d'activités civiques et éducatives multidisciplinaires avec plus de 8 000 jeunes écolier.e.s grâce à des séances de coaching sur les différentes disciplines artistiques et médiums d'expression, dans des domaines tels que le théâtre, la narration, le conte et le chant, le dessin, la peinture, l'humour, la danse ou la musique, les enfants et les jeunes ont pu en apprendre davantage sur la citoyenneté, la paix et la réconciliation.

Au total, les 16 thèmes suivants ont été développés au cours du projet, notamment : la citoyenneté, la paix, le civisme, le vivre-ensemble, la culture pour éduquer, l'éducation, l'éducation à la covid-19, l'éducation à l'hygiène, l'art pour éduquer, la paix et la sécurité, l'écocitoyenneté, la solidarité, et l'éducation sanitaire. Ces thèmes ont été mis en œuvre à travers un total de 128 animations, exercices et séances de coaching avec une approche axée sur les enfants et les jeunes. Le projet se distingue également par les mécanismes de gouvernance qu'il a mis en œuvre dans le domaine de l'éducation. Aujourd'hui, le nombre impressionnant de 59 clubs sur 84 écoles continuent de fonctionner et de mener des activités communautaires et de sensibilisation par le biais de projets artistiques et culturels.

Agenda 2063

- 2. Des citoyens bien formés et suffisamment qualifiés ayant pour support la science, la technologie et l'innovation
- 11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
- 13. La paix et la sécurité sont préservées
- 16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
- 17. Pleine égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie
- 18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



Objectif 4 :
Éducation
de qualité



Objectif 16 :
Paix, justice
et institutions
efficaces

V ARTISTIC AND CULTURAL ACTION IN FAVOUR OF SOCIAL COHESION AND ACCOUNTABLE GOVERNANCE

Action artistique et culturelle en faveur de la cohésion sociale et d'une gouvernance responsable : catalyser le rôle de l'action culturelle en tant que mécanisme de promotion du dialogue interculturel, de la reconnaissance de la diversité culturelle et de la défense des droits des personnes dans la région de Gao au Mali.



Depuis plusieurs années, le Mali est le théâtre de nombreuses violations des droits de la personne, notamment en ce qui concerne le droit à la liberté, le droit à la liberté d'expression et le respect des différences culturelles. Cette situation a conduit à l'érosion des liens sociaux, à la perte et à la destruction de monuments et de biens culturels, ainsi qu'à une participation décroissante de la population à la vie culturelle, sociale et politique et à la gouvernance, particulièrement des plus jeunes générations. Par conséquent, l'accès à l'exercice de la gouvernance et à la prise de décision a été considérablement réduit.

Face à cette situation, et étant donné que les jeunes constituent plus de la moitié de la population du pays, la Direction régionale de la Culture, en partenariat avec l'Académie d'enseignement de Gao et l'Association des Jeunes pour la promotion de la culture dans le nord du Mali, a lancé le projet « Action artistique et culturelle en faveur de la cohésion sociale et d'une gouvernance responsable ». Ce projet répond à la demande exprimée par la population de la région de Gao à travers des pratiques éducatives et culturelles.

Le projet visait à aider la population (en particulier les jeunes) à retrouver une gouvernance responsable au niveau local, à travers des activités socioéducatives et culturelles. Ces activités ont eu pour but de renforcer les connaissances de la communauté concernant son rôle et ses responsabilités en tant que citoyens et citoyennes, de promouvoir l'esprit de solidarité et de tolérance entre les diverses communautés culturelles, et de renforcer les mécanismes sociaux déjà existants à travers des activités culturelles.

L'objectif général du projet a été de contribuer à l'émergence d'une société plus juste et inclusive, qui reconnaisse et respecte la diversité culturelle, promeuve une citoyenneté active pour tous et toutes, et protège les droits de la personne et les droits culturels de toutes et tous. En un mot, le projet visait à soutenir les communautés dans leur développement humain durable et équitable en les accompagnant dans la construction d'une compréhension commune de leurs rôles, droits et responsabilités concernant la coexistence pacifique de tous et toutes.

Dans ce but, plusieurs activités ont été entreprises avec les partenaires stratégiques concernés, notamment la création et le développement de cinq espaces sûrs de dialogue et d'échange intercommunautaire, où quelque 125 personnes de trois localités différentes (Gao, Soni Ali Ber et Gounzoureye) ont pu discuter de techniques de résolution des conflits et de réconciliation. Ces activités ont compté avec la participation de jeunes et de groupes de femmes, de dirigeant.e.s communautaires et dirigeant.e.s politiques femmes et hommes, de décideur.se.s locaux.les et régionaux.les, ainsi que des parties prenantes et des acteurs et actrices culturel.le.s clés issu.e.s d'un large éventail de secteurs créatifs.

Parmi ces activités, trois sorties culturelles ont été organisées dans trois écoles du secondaires différentes de l'agglomération de Gao en juin 2020, permettant à 60 élèves (dont 39 jeunes filles et 21 jeunes garçons) et 10 enseignant.e.s, guides et agents sociaux de visiter trois sites historiques et archéologiques : le site de Kankou Moussa, le tombeau des Askia (un site du patrimoine mondial de l'UNESCO) et le musée du Sahel de Gao. Ces visites ont fourni un environnement d'apprentissage propice à la sensibilisation sur les liens historiques entre les différentes communautés locales. Une série de quatre concours culturels a également été organisée dans la région entre juillet et juin 2020 pour promouvoir la gouvernance, la cohésion sociale et la promotion des droits la personne à travers des disciplines artistiques et culturelles. Celles-ci impliquaient des sketches, des poèmes, des spectacles en solo ou en chœur, et des danses modernes et traditionnelles, qui ont touché plus de 900 personnes, dont 45% de femmes et de filles.

En parallèle, un processus de consultation a été mis en place chaque mois, à partir de juin 2020, afin de garantir la promotion du multi- et de l'inter-culturalisme entre les villages et les communautés. Ce processus de concertation a contribué à la mobilisation et à l'engagement des acteurs et actrices culturel.le.s locaux.les, qui sont devenus des facilitateurs et des médiateurs au sein de la population locale. Le processus s'est également inspiré des recommandations et suggestions reçues pour identifier et créer des synergies entre la Direction de la Culture, le promoteur du projet, et les acteurs et actrices locaux.les impliqué.e.s dans la vie culturelle de leurs villages.

S'appuyant sur ces activités, une campagne de sensibilisation a été développée afin de promouvoir la citoyenneté et les droits de la personne auprès de territoires et de populations ciblés. La campagne a pris la forme d'une tournée, dans la zone urbaine de Gao et la commune rurale de Gounzoureye, et elle a mené plusieurs activités culturelles, des ateliers artistiques ainsi que des échanges et débats interculturels. Ces activités ont employé des disciplines comme la musique, la danse, le théâtre et la poésie afin de sensibiliser les populations et les jeunes autour de leur rôle dans la construction de leurs sociétés, ainsi que de leurs droits et devoirs dans le développement de leurs villages.

Au total, plus de 1 750 personnes ont pris part et ont bénéficié des activités, notamment des jeunes, des femmes et des résident.e.s, mais aussi des créateurs et créatrices, des médiateur.trice.s sociaux.les, des dirigeant.e.s et des décideur.se.s locaux.les, ainsi que des représentant.e.s d'un large éventail d'organisations et d'institutions culturelles formelles et informelles. Visant à susciter l'intérêt et l'appropriation de la population dans le développement de leurs propres communautés, le projet a ciblé tout particulièrement les jeunes, les femmes et les personnes marginalisées.

Agenda 2063

- 11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
- 13. La paix et la sécurité sont préservées
- 16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
- 18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



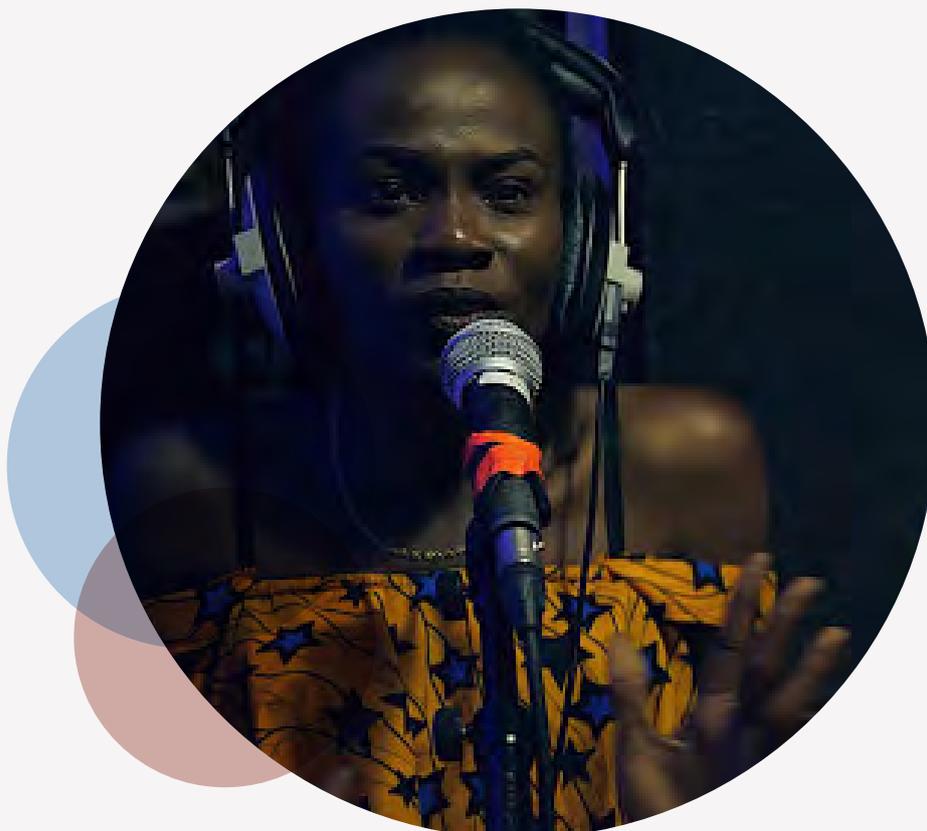
Objectif 4 :
Éducation
de qualité

Objectif 11 :
Villes et
communautés
durables

Objectif 16 :
Paix, justice
et institutions
efficaces

VI MAKESHIFT CONSTRUCTIONS OF TRUST: MUSIC-MAKING, PLACEMAKING AND MOVEMENT-BUILDING

« Makeshift constructions of trust » (Constructions improvisées de confiance : musique, espaces et mouvement) : créer des plateformes culturelles sûres pour que les voix des jeunes vivant dans les quartiers informels du front de mer à Port Harcourt (Nigéria) soient entendues et valorisées.



Le projet « Makeshift Constructions of Trust : music-making, placemaking and movement-building » a débuté en août 2019 avec pour objectif de créer des plateformes ouvertes et inclusives pour les quartiers informels du front de mer à Port Harcourt, au Nigéria, qui abritent jusqu'à 480 000 personnes. Les fronts de mer comptent parmi les quartiers les plus denses et en pleine expansion de l'État de Rivers, qui a initié un programme visant à les démolir depuis 2009. Le projet a cherché à autonomiser les jeunes résident.e.s, en particulier les femmes, et à favoriser leur reconnaissance en tant que participant.e.s actif.ve.s dans la construction de la ville, malgré leur situation précaire. Le projet a cherché à accroître la visibilité des communautés socialement marginalisées vivant dans les bidonvilles, et à améliorer leur capacité à exprimer leur vision d'une ville inclusive à travers des plateformes numériques, physiques et organisationnelles. Le projet a utilisé des outils et des techniques d'autoreprésentation (en allant de la musique, à des plans et cartes en passant par l'architecture), et a contribué de façon significative à des changements sociaux, territoriaux, technologiques et politiques intégrés dans la transformation urbaine à venir.

Le projet a été mené para Collaborative Media Advocacy Platform (CMAP), qui s'est employé à encourager la collaboration entre les partenaires et les communautés du front de mer participantes, et a réalisé les tâches d'accompagnement, d'évaluation et d'apprentissage, ainsi que de gestion financière et de reddition de comptes. La Faculté des sciences humaines de l'Université de Port Harcourt (UniPort) a été chargée de fournir les installations et le soutien logistique pour les événements, d'apporter des ressources et un soutien adéquat à la recherche, d'élaborer le programme éducatif et d'en assurer la diffusion académique. Les résultats de cette collaboration ont été particulièrement visibles lors de la deuxième partie de la mise en œuvre du projet, avec notamment l'organisation d'un échange entre étudiant.e.s

universitaires et des participant.e.s de Chicoco Radio (une quarantaine de jeunes au total) pour concevoir un espace multimédia en ligne immersif et interactif pour la radio communautaire.

La première activité mise en œuvre a été la conception, le développement et le lancement d'un espace multimédia en ligne immersif et interactif pour Chicoco Radio. Plus de 40 jeunes résident.e.s des quartiers informels du front de mer de Port Harcourt ont participé, dans le cadre d'un processus participatif, à la conception de cette plateforme de diffusion en continu. Des ateliers ont permis d'identifier les objectifs stratégiques et le fonctionnement technique de la plateforme, conçue de façon à faire entendre la voix de la communauté et à permettre aux personnes les plus marginalisées de la ville de se faire voir et de s'exprimer. Ces ateliers ont été suivis par la conception et la construction d'un espace de spectacle et de rassemblement pour la nouvelle plateforme (appelée *Chicoco Sounds*) et la communauté locale. L'architecte vénézuélien de renommée internationale Alejandro Haiek a apporté son expertise dans la conception de l'espace, en explorant des stratégies de conception participative (à l'aide d'études de cas provenant de Caracas et d'autres endroits) avec plus de 60 participant.e.s, dont 40% de femmes.

L'étape suivante du projet a consisté à réaliser un évènement de lancement, avec des spectacles en direct et des projections, qui ont également été diffusées sur *Chicoco Sounds*. Au cours de cette phase, les musicien.ne.s de l'équipe musicale ont écrit plus de 15 nouvelles chansons, qu'ils et elles ont interprétées lors de différents évènements et ont diffusées via les médias sociaux. Des concerts et des collaborations régulières ont impliqué la participation de 250 résident.e.s des quartiers du front de mer et de 30 jeunes participant.e.s de la ville (dont 45% étaient des femmes et des filles), et ont conduit à une collaboration et à un engagement plus large avec d'autres communautés vivant dans des bidonvilles et d'autres réseaux activistes. L'équipe du projet a également organisé un rassemblement de fin d'année pour célébrer les avancées du projet (notamment la participation à la Biennale d'architecture de Venise) et pour renforcer la solidarité au sein des parties prenantes au projet.

Bien que la collaboration avec UniPort ait été retardée en raison de travaux d'infrastructures dans l'université, de nouveaux partenariats universitaires ont été établis avec UC Irvine et le MIT Media Lab's City Science Unit, notamment à travers une conférence universitaire qui a pu compter sur la présence de participant.e.s au projet et de résident.e.s des communautés locales. Ces partenariats ont abouti à la production d'une œuvre axée sur la relation entre nourriture et communauté, avec la participation d'une équipe de vidéastes, de photographes, de journalistes et de technicien.ne.s. L'initiative a attiré l'attention de Urbanism Masters, un organisme membre de l'Académie d'architecture d'Amsterdam, qui s'est ainsi converti en partenaire potentiel du projet.

Pour conclure le projet, les équipes techniques et les journalistes ont réalisé des reportages radiophoniques et des programmes d'information et d'actualités, et ont participé à des séances d'écoute et de rétroaction critique. Par ailleurs, six encarts radiophoniques ont été créés pour alimenter la plateforme de streaming, ainsi que des programmes pilotes abordant un large éventail de sujets d'intérêt pour la communauté, concernant notamment les inégalités liées au genre, les expulsions forcées, ainsi que des questions relatives aux droits, à travers de courts épisodes humoristiques en anglais « pidgin ».

L'équipe du projet a souligné que les différents espaces culturels créés au cours du projet ont marqué le début d'un mouvement passionnant en faveur des droits des personnes à Port Harcourt. Ces espaces ouvrent également la voie à des possibilités d'interaction renforcée entre les espaces physiques et numériques, ce qui est particulièrement pertinent dans le contexte local et mondial actuel. Les expressions culturelles manifestées par les jeunes des quartiers du front de mer – musique, conférences en direct à la radio, articles de presse, performances artistiques, architecture et design urbain, entre autres – ont prouvé à quel point ceux-ci et celles-ci façonnent le visage des villes du continent, bien qu'ils et elles soient sous-représenté.e.s politiquement et largement exclu.e.s des processus politiques non-violents du sud du Nigéria. Au-delà de ses réalisations concrètes, ce projet a également contribué à un objectif plus large en donnant accès aux plus démuné.e.s à des opportunités d'éducation et d'emploi, aux services de santé et à la prise de décision municipale.

Agenda 2063

1. Un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous
2. Des citoyens bien formés et suffisamment qualifiés ayant pour support la science, la technologie et l'innovation
7. Climat durable sur le plan environnemental et économies et communautés résilientes
11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
13. La paix et la sécurité sont préservées
16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



Objectif 1 :
Pas de
pauvreté



Objectif 10 :
Inégalités
réduites



Objectif 11 :
Villes et
communautés
durables



Objectif 16 :
Paix, justice
et institutions
efficaces

VII MIRAGES ET PERDITIONS

« Mirages et perditions » : dépeindre la réalité du terrorisme à travers le théâtre et le cinéma au Burkina Faso et au Mali, avec la créativité comme véhicule pour sensibiliser à la construction de sociétés pacifiques.



Le projet « Mirages et perditions » a abordé la question du terrorisme comme un phénomène contemporain requérant une approche culturelle. Par la créativité, en utilisant le théâtre et le cinéma, le projet a sensibilisé et a appelé les jeunes à se mobiliser contre la violence et l'intolérance. Les participant.e.s ont ainsi été amené.e.s à écrire et jouer une pièce de théâtre, ou à réaliser un documentaire sur le processus a été produit à destination des cinémas des chaînes de télévision et des réseaux sociaux. Des séances de sensibilisation des communautés religieuses ont également été organisées, contribuant d'une part, à construire la citoyenneté et le sens des responsabilités face aux attentats terroristes, et, d'autre part, à apprendre à exprimer les émotions en lien avec des expériences individuelles et collectives vécues lors d'actes d'extrémisme violent.

Le Carrefour International de Théâtre de Ouagadougou (CITO) a mené le projet et a été le responsable de la planification, coordination et supervision de toutes les activités du projet. CITO a également organisé le voyage et l'hébergement des participant.e.s de Guinée et du Mali, et a assuré la gestion administrative et financière du projet. Le projet comptait parmi ses collaborateurs et collaboratrices l'association culturelle

Acte SEPT du Mali (en charge du suivi des participant.e.s et de la préparation de la tournée prévue au Mali), la Fédération CARTEL (chargée de rédiger le texte de la pièce de théâtre), ainsi que l'Institut Imagine et l'Association des producteurs burkinabè pour la gestion du Fonds de soutien Succès Cinéma Burkina Faso (SCBF), qui ont toutes deux assuré la bonne exécution de la production audiovisuelle. Tous ces partenaires ont constitué le Consortium PLE.

Le calendrier de mise en œuvre du projet a dû être révisé en raison de l'épidémie de covid-19, et les activités ont été reprogrammées entre décembre 2019 et novembre 2020. Ainsi, la création et la production de la pièce de théâtre ont commencé avec la sélection de l'auteur de la pièce en décembre 2019. Le texte, rédigé à Ouagadougou et déposé le 28 février 2020, visait à illustrer les conséquences du terrorisme. Les activités suivantes ont consisté à procéder à l'audition et au casting de 42 acteurs et actrices candidat.e.s, réalisés par les deux co-réalisateurs.trices, assisté.e.s par trois membres du Comité artistique du CITO. Au final, 14 artistes (cinq femmes et neuf hommes) ont été sélectionné.e.s.

Il est pertinent de signaler que cette sélection ne répondait pas à un critère en parité de genre, car l'histoire imaginée et écrite par l'auteur ne comprenait pas un nombre égal de personnages masculins et féminins. La sous-représentation des participantes n'était donc pas un choix délibérément discriminatoire, mais le résultat de la décision de respecter le choix créatif de l'auteur. Cela démontre toutefois clairement comment l'imagination, la mémoire et les histoires individuelles et collectives sont influencées par la culture (pas toujours de façon positive), et peuvent être utilisées pour légitimer des choix sociaux. Cela révèle par ailleurs la difficulté de mettre en place des mécanismes d'inclusion effective des femmes et des filles, en toute égalité de droits, en tant que participantes actives dans la création artistique et culturelle, ainsi que dans la co-construction des sociétés de façon générale.

En mars et avril 2020, le début des répétitions a réuni une équipe créative composée d'acteurs et d'actrices, de co-réalisateurs.trices (un homme et une femme du Burkina Faso et de Guinée), un décorateur.trice, un costumier.e, des technicien.ne.s en son et lumière, des technicien.ne.s de la scène, des communicant.e.s, des partenaires et une équipe administrative. Le processus a été filmé par une équipe professionnelle dynamique et enthousiaste, donnant lieu à un documentaire retraçant chronologiquement toutes les étapes du processus et accompagné d'une dizaine d'articles et d'images reflétant l'avancement du projet. Des articles ont également été produits pour assurer la visibilité du processus, informer l'opinion publique et préparer le public. Ceux-ci ont été publiés sur la plateforme de Culture at Work Africa et sur le site Internet de CITO.

Le projet a mobilisé un nombre significatif de partenaires, notamment le réseau CAWA (regroupant les bénéficiaires de Culture at Work Africa au Burkina : CDC, Solidarité laïque, Bienvenue Théâtre), le réseau des espaces culturels privés de Ouagadougou (ECG, ATB, Cartel, CDC, GRAVO et CITO), l'Assemblée nationale, plusieurs ministères (tels que le ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme et le ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'entrepreneuriat des jeunes) et diverses ambassades (Danemark, Chine, Mali, USA, Belgique). Malheureusement, la pandémie de covid-19 a gravement affecté la phase finale du projet et les mesures de sécurité ont provoqué un retard général des activités. Malgré cette situation défavorable, les membres du Consortium PLE ont pu compter sur la collaboration de réseaux formels et informels de divers pays (Mali, Niger, Côte d'Ivoire, Togo, Bénin, Guinée, Tchad et Sénégal) et ont pu planifier la création future d'un réseau formel d'acteurs et actrices du Burkina Faso, du Togo et du Bénin.

Agenda 2063

11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
12. Des institutions compétentes et un leadership transformé à tous les niveaux
13. La paix et la sécurité sont préservées
16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



Objectif 8 :
Travail décent
et croissance
économique



Objectif 16 :
Paix, justice
et institutions
efficaces

CHAPITRE 5

Patrimoine culturel, territoires et espaces culturels : bâtir des communautés inclusives et des lieux porteurs de sens.

Thématiques principales : Patrimoine culturel matériel et immatériel ; territoires et espaces culturels

Introduction

« Ne laisser aucun territoire de côté » est devenu un message central dans les dernières années, car il souligne l'importance de tous les territoires et de toutes les identités dans notre combat commun pour atteindre la durabilité dans toutes ses dimensions : environnementale, culturelle, sociale et économique.

La diversité est un concept qui se marie avec ce message clé, car c'est dans l'interaction entre la biodiversité et la diversité culturelle que le patrimoine tire ses origines et devient un catalyseur qui donne sens aux territoires. Dans la région africaine, comme dans toute autre région du monde, les lieux sont marqués par la manière dont les habitant.e.s voient le monde. Le territoire est porteur d'histoire et de sens. Dans cette perspective, il peut être considéré comme étant culturel. Cette dimension culturelle du territoire est constituée par les pratiques et façonnée par la vision qu'ont les citoyen.ne.s du monde ; elle s'exprime dans les modes d'organisation du territoire et de l'environnement, notamment à travers le patrimoine, l'architecture, le design, l'art public, les paysages, la transformation de l'environnement naturel et l'organisation de l'espace. Tous ces éléments expriment des significations, des symboles et du sens. Les cultures sont également un instrument puissant de construction et de transformation du territoire, par lequel les citoyen.ne.s peuvent exprimer leur identité, reconnaître leurs différences, se reconnaître eux et elles-mêmes, se reconnaître entre eux et elles, se sentir appartenir et pouvoir construire librement leurs projets de vie. La culture nous permet ainsi de construire des espaces porteurs de significations, inclusifs, sûrs, résilients et durables, et de réinventer le monde, de nous réinventer nous-mêmes et de nous projeter dans le futur.

Si les ODD sont connus dans le secteur culturel, c'est principalement en raison de l'existence de la cible 11.4 (qui cherche à « renforcer les efforts de protection et de préservation du patrimoine culturel et naturel mondial »). Il est toutefois évident que la culture a un rôle plus large à jouer dans la réalisation de l'ensemble de l'Objectif 11 qui vise à « faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ». Cet objectif appelle également à un équilibre entre les zones rurales, urbaines et périurbaines, et identifie les espaces publics comme des atouts clés de l'aménagement du territoire. La 5ème Aspiration de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, et sa principale thématique pour 2021, concerne la culture et le patrimoine en tant que moyens pour la construction de villes, territoires et communautés durables et résilients. Culture 21 : Actions apporte également un message très clair sur l'importance du patrimoine matériel et immatériel pour le développement durable des villes, avec des Engagements qui consacrent le « Patrimoine, la diversité et la créativité » comme des fondements de la vie culturelle, ainsi que des liens entre « Culture, urbanisme et espaces publics » afin d'aménager des villes et des régions dotées d'une conscience et d'une sensibilité culturelles.

L'initiative *Culture at Work Africa* a soutenu plusieurs projets tenant compte de l'importance du patrimoine, des territoires et des lieux, et générant un « sentiment d'appartenance » qui permette aux communautés d'être plus inclusives et plus durables. « **Narratives from Zimbabwe** » s'est concentré sur le patrimoine culturel immatériel et a créé des archives numériques interactives, conçues comme une grande base de données collective à partir de laquelle les artistes, créateurs et créatrices audiovisuel.le.s peuvent, par le biais de films et de contes, générer de nouveaux contenus culturels pour la société. De même, au Bénin, le projet « **Arts de l'oralité et des scènes urbaines (PAOSU)** » s'est centré sur le patrimoine immatériel, à travers des expressions artistiques contemporaines urbaines, à savoir le conte et le slam. Le projet a sensibilisé à la valeur cruciale de l'éducation artistique dès le plus jeune âge et a renforcé les cadres nationaux existants concernant l'accueil, l'expression et la diffusion des arts urbains. Le projet « **Sukiana, une criée publique pour la paix et la cohésion entre Peuls et cultivateurs dans le nord du Bénin** » a également eu lieu au Bénin et a porté lui aussi sur le patrimoine immatériel. Dans le projet, les arts de l'oralité ont été utilisés comme moyens de prévention des conflits. Des professionnel.le.s de la culture, à l'aide d'équipements multimédias, ont facilité le dialogue entre les communautés des Peuls et les communautés d'agriculteur.trice.s, et ont recueilli une série d'éléments à l'origine de malentendus et de manques de communication, afin de trouver des modes traditionnels de résolution des conflits. Le processus a été enregistré dans une base de données, et a donné lieu à un spectacle multidisciplinaire et à un documentaire radio. Les patrimoines matériel et immatériel ont été fusionnés dans le projet « **Blueprint for Majestic Cinema Culture Hub** » qui a réhabilité un espace culturel en tant qu'espace de dialogue permanent au sein duquel le patrimoine audiovisuel de la communauté de Zanzibar a été revalorisé. Le projet a permis de renforcer le sentiment d'appartenance au sein de la communauté locale et de redonner du sens aux lieux. Il a également eu pour résultat la création d'une programmation d'activités culturelles basées sur les besoins de la communauté, incluant une perspective de genre. Enfin, le projet « **Sounds of the sacred web** », reconnaissant l'architecture vernaculaire africaine comme une expression du savoir et des valeurs traditionnelles des communautés du Nigéria et du Zimbabwe, a cherché à rendre visible les influences du patrimoine matériel et immatériel autochtone sur l'art contemporain, le design et le développement durable. Il convient finalement de souligner que l'ensemble des projets présentés dans ce chapitre ont également engagé des activités de plaidoyer en faveur de la paix, de l'inclusion sociale, de la diversité culturelle et du dialogue interculturel.

NARRATIVES FROM ZIMBABWE

« Narratives from Zimbabwe » (Récits du Zimbabwe) : saisir les histoires orales des populations pour enrichir l'identité collective de façon créative.



«**N**arratives from Zimbabwe » a cherché à recueillir la voix des habitant.e.s du Zimbabwe et à la conserver précieusement dans des archives numériques interactives, en tant qu'éléments de patrimoine culturel immatériel de la région. Le projet, qui a souligné le « temps limité disponible pour capturer ces histoires », a renforcé le rôle des créateurs et des créatrices, ainsi que des habitant.e.s, dans la préservation et la transmission des riches récits historiques présents dans les souvenirs, les savoirs, les costumes traditionnels et les expériences de la société. Une équipe de recherche a créé une grande base de données, conçue comme une archive collective permettant de répertorier et d'identifier des enregistrements audiovisuels d'expressions du patrimoine et d'activités culturelles de divers groupes ethniques. À partir de cette base de données, les artistes, créateurs et créatrices audiovisuel.le.s peuvent générer de nouveaux contenus culturels (tels que des films, contes, etc.) avec lesquels la société peut continuer à interagir.

Le projet a été dirigé par le Zimbabwe International Film Festival Trust (ZIFFT), une plateforme consacrée à la découverte et au développement des cinéastes, des artistes et du public, ainsi qu'à la création de documentaires de témoignages sur des événements politiques et historiques importants, comme, par exemple, la guerre de libération du Zimbabwe. Au sein du projet, ZIFFT a organisé et coordonné les principales actions et mis en place l'équipe de recherche. Le projet a également compté sur la collaboration de deux partenaires : le Zimbabwe Heritage Trust (ZHT),

chargé de fournir des contacts et de former l'équipe de recherche sur les méthodes d'enregistrement audiovisuel des histoires du public ; et l'Académie Themba, chargée d'organiser des ateliers pour former et guider les cinéastes sur la façon de mettre en place et d'utiliser des archives. Cette organisation initiale a été modifiée à cause du licenciement de ZHT peu de temps après le démarrage du projet, ses tâches étant exécutées par la suite par ZIFFT.

La première étape du projet a consisté en une phase de recherche et d'information concernant d'une part, une large période historique, remontant aux origines des Bantous dans la vallée du Nil, à leur migration vers l'Afrique de l'Est et le Zimbabwe, jusqu'à l'Indépendance en 1980 ; et d'autre part, l'identification des personnes et des groupes ethniques du Zimbabwe pertinents dans les différentes provinces du pays. La deuxième étape s'est concentrée sur la réalisation d'enregistrements, capturant autant de perspectives que possible sur les souvenirs, les racines, les costumes traditionnels et les rituels des habitant.e.s. L'équipe de production, composée de deux caméramans, d'une technicienne de son et éclairage, d'un intervieweur, d'un réalisateur et d'une administratrice, a réalisé des entretiens avec des leaders sociaux et spirituels de la communauté, ainsi qu'avec des universitaires et des expert.e.s.

Afin d'assurer la diversité des voix au sein des groupes identifiés, ainsi qu'un éventail d'approches à même d'encourager une meilleure compréhension culturelle, l'équipe a travaillé avec au moins une personne de chaque communauté, ainsi qu'avec d'autres parties prenantes clés, telles que les Musées et monuments nationaux, l'Autorité du tourisme du Zimbabwe, les Archives nationales du Zimbabwe ainsi que des représentant.e.s de gouvernements locaux, entre autres. Par ailleurs, les femmes ont été invitées à participer aux entretiens avec les chefs et leaders spirituels, bien que dans certaines communautés, les femmes ne soient pas autorisées à s'adresser directement aux visiteurs étrangers. Plus de 25 entretiens et enregistrements de sites culturels ont eu lieu au cours des huit premiers mois, mobilisant ainsi des historien.ne.s, des danseur.se.s, des guides communautaires, des herboristes et des personnes âgées de divers groupes ethniques des provinces de Mashonaland, Masvingo et Manicaland (telles que les Zezuru, Karanga, Budya, Korekore, Doma, Kunda, Nda, Shangaan et Tsonga).

Le projet a connu de nombreux contretemps et s'est adapté à des situations compliquées, notamment à une défaillance générale d'Internet et du système bancaire au niveau national qui a retardé son démarrage, des coupures d'électricité et de carburant récurrentes, et l'instabilité socioéconomique du pays, avec des bouleversements politiques et des périodes de grèves générales ayant généré des émeutes et des manifestations dans l'ensemble du pays. Le projet s'est concentré sur la mise en place d'une équipe solide, composée de 11 personnes, dont 55% de femmes (six personnes). L'équipe était basée à Harare et a suivi une formation professionnelle ciblée, avant de voyager à travers le pays. Néanmoins, le contexte instable a suscité des doutes sur le projet dans certaines communautés avec lesquelles des accords avaient été conclus antérieurement. Le projet a malgré tout pu être poursuivi grâce à une forte motivation et conviction quant à son potentiel pour encourager un plus grand dialogue et une plus grande stabilité, et pour offrir une source de cohésion sociale entre les divers communautés et groupes ethniques du pays.

En ce sens, le projet « Narratives from Zimbabwe » a mené des tâches de sensibilisation à la paix, à l'inclusion sociale, à la diversité culturelle et au dialogue interculturel tout au long de sa mise en œuvre. Le projet a ainsi montré que le récit culturel et historique du Zimbabwe est incomplet sans les histoires des pays voisins, et que les expériences vécues par les immigrant.e.s font partie du patrimoine immatériel de la région. À ce titre, celles-ci ont été considérées comme des ressources précieuses à inclure dans les archives sous forme de séquences audiovisuelles, de documents écrits, d'animations et d'illustrations. Dans cette optique, des plans ont été mis en place pour renforcer les activités de réseautage à l'intérieur du Zimbabwe et dans toute la région, en particulier avec la Zambie, l'Afrique du Sud, le Botswana et le Mozambique. Enfin, et surtout, le projet a souligné le rôle important des personnes et des communautés dans la conservation du patrimoine matériel et immatériel, en permettant à tous et à toutes de contribuer à la construction des archives, sous la direction de l'équipe du projet, y compris avec des contenus issus des réseaux sociaux.

Agenda 2063

1. Un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous
11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
12. Des institutions compétentes et un leadership transformé à tous les niveaux
13. La paix et la sécurité sont préservées
16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
17. Pleine égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie
18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



Objectif 5 :
Égalité entre les sexes



Objectif 10 :
Inégalités réduites



Objectif 11 :
Villes et communautés durables



Objectif 16 :
Paix, justice et institutions efficaces



Objectif 17 :
Partenariats pour la réalisation des objectifs

PROJET DES ARTS DE L'ORALITÉ ET DES SCÈNES URBAINES (PAOSU)

« Arts de l'oralité et des scènes urbaines » : autonomiser les acteurs et actrices culturel.le.s locaux.les au Bénin afin qu'ils et elles puissent mieux contribuer au développement durable.



Le projet « Arts de l'oralité et des scènes urbaines (PAOSU) » rassemble des institutions, organisations et acteurs et actrices de la culture du Bénin, et cherche à renforcer leurs capacités professionnelles en leur offrant un espace d'échange, de réseautage et de création de synergies qui leur permette de collaborer à la promotion de l'inclusion sociale, de la créativité et du dialogue interculturel. Le projet a été conçu comme un tremplin pour restructurer la Fédération béninoise du conte et des arts de l'oralité (FéBéCAO). Il a démontré l'importance de sensibiliser à l'éducation artistique dès le plus jeune âge et a renforcé les cadres nationaux existants concernant l'accueil, l'expression et la diffusion des expressions artistiques contemporaines urbaines, en particulier le conte et le slam, contribuant ainsi à la construction d'une société diversifiée, inclusive et pacifique.

Le projet PAOSU a été mené par l'association Katoulati qui a supervisé la conception, l'organisation et la mise en œuvre du projet ; en partenariat avec Iminrio, qui a organisé les Rencontres Internationales des Arts de l'Oralité (RIAO 2019) en tant qu'évènement de clôture du projet. Les deux organisations sont partenaires depuis plusieurs années ; elles entretiennent des collaborations avec des acteurs et actrices culturel.le.s, comme l'Institut français du Bénin, et ont participé à des évènements importants, comme le Sommet de la

paix à Bamako et le Festival du Niger à Ségou. En continuité de ce partenariat durable et fructueux, Katoulati et Iminrio ont initié le projet PAOSU ensemble et se sont appuyées sur leurs réseaux de collaborateur.rice.s. Il convient également de nommer la FéBéCAO et l'Asbl Téré Culture comme partenaires au projet, qui ont facilité l'évaluation interne et externe à mi-parcours des activités éducatives artistiques.

Les activités mises en œuvre ont consisté à réaliser des ateliers de renforcement des capacités pour treize artistes et douze organisations culturelles (membres de la FéBéCAO), douze cours artistiques et socioéducatifs dans douze écoles de neuf communes du Bénin, et la 7^{ème} édition des Rencontres Internationales des Arts de l'Oralité (RIO 2019). Le RIO 2019 en particulier a été l'occasion de démontrer les réalisations du projet et d'établir de futures collaborations avec des organisations partageant des objectifs et des ambitions similaires.

Les ateliers pour les artistes (dont 31% étaient des femmes) ont été axés sur la pratique du conte et du slam, et sur la façon de les utiliser pour promouvoir la paix, la cohésion sociale, la diversité culturelle, le dialogue interculturel et d'autres enjeux locaux et mondiaux. Les ateliers s'adressant aux organisations et aux institutions culturelles ont cherché quant à eux à renforcer la coordination entre les acteurs et actrices culturel.le.s à tous les niveaux, et ont cherché à transmettre aux participant.e.s (dont 34% de femmes) des compétences en médiation culturelle et en gestion, de façon à renforcer les partenariats et à revitaliser la FéBéCAO. Concernant les activités de sensibilisation à l'éducation artistique, 342 élèves âgé.e.s de 7 à 15 ans (dont 52% de filles) ont bénéficié à l'école d'une formation de deux à trois heures par semaine sur le conte et/ou le slam. Les élèves ont ainsi été sensibilisé.e.s à la valeur du patrimoine immatériel et ont pu découvrir des moyens créatifs de participer au dialogue local et mondial sur le développement durable. Initialement prévues pour être menées dans cinq communes, ces activités se sont finalement déroulées dans neuf communes, et la participation des artistes est passée de 15 à 50, grâce aux efforts des organisateurs et des collaborateur.rice.s.

Le festival RIO a été un moment important pour la communication et la diffusion du projet. L'édition 2019 s'est centrée sur la promotion de l'égalité des genres, du dialogue interculturel, de la paix et de la cohésion sociale. Elle a permis de présenter des spectacles, des ateliers de formation, des rencontres professionnelles et des visites culturelles dans neuf communes du Bénin. L'équipe du festival était composée de 48 membres, avec entre autres la présidence, la direction générale, un comité de soutien, des comités d'accueil dans chacune des communes et des bénévoles. Pendant deux semaines, le RIO 2019 a permis de toucher quelques 11 578 personnes – dont 250 détenu.e.s de la prison civile de Parakou, 123 usagers et usagères de la médiathèque du CAEB à Parakou et 92 patient.e.s de la clinique Louis Pasteur de Porto-Novo – qui ont pu bénéficier du travail d'une cinquantaine d'artistes et de groupes d'artistes (dont 65% de femmes), et de recevoir un message de paix, de solidarité et d'inclusion.

Tout au long du projet, la mise en œuvre des activités a été facilitée – particulièrement dans les neuf communes – par la collaboration avec les secteurs public et privé, la société civile, ainsi qu'avec les autorités locales, les artistes, les organisations culturelles, les acteurs et actrices de la culture, les étudiant.e.s, les familles et le public. L'Institut Français du Bénin, Katoulati France, Aora Cultures, Moov'on Arts Africa, Culture Funding Watch, le ministère de la Culture du Bénin ne sont que quelques-unes des organisations qui ont rejoint le projet – la liste complète des organisations ayant participé étant trop longue pour être citée intégralement. Ces organisations ont apporté un soutien exceptionnel au projet. Sans leur contribution, les activités n'auraient probablement pas eu les effets escomptés. Les leçons tirées de cette expérience permettent de souligner l'importance d'apprendre à travailler avec une approche « multi-acteurs » et « multi-niveaux » pour mieux promouvoir la valeur publique de la culture. Par ailleurs, les parties prenantes ont constaté un avantage important à s'appuyer davantage sur les organisations de la société civile et le secteur culturel pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable.

Agenda 2063

1. Un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous
11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
12. Des institutions compétentes et un leadership transformé à tous les niveaux
13. La paix et la sécurité sont préservées
16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
17. Pleine égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie
18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



SUKIANA, UNE CRIÉE PUBLIQUE POUR LA PAIX ET LA COHÉSION SOCIALE ENTRE PEULS ET CULTIVATEURS DANS LE NORD DU BÉNIN

« Sukiana » : lever le voile sur les méthodes traditionnelles de résolution des conflits dans le nord du Bénin et contribuer à la réconciliation communautaire à travers la création artistique multidisciplinaire.



Le nord du Bénin est traditionnellement habité par deux communautés : les Peuls (également appelés Fulani), l'un des plus grands groupes ethniques nomades au Sahel et en Afrique de l'Ouest, et les agriculteur.trice.s, qui sont des cultivateur.trice.s et producteur.trice.s sédentaires. En raison de leurs coutumes et traditions différentes, ces deux groupes connaissent des tensions depuis plusieurs années, principalement générées par des conflits liés aux ressources primaires et aux pratiques foncières, entraînant des affrontements violents généralisés entre les deux communautés. Trois associations locales (IMINRIO, Aora Culture et Paroles d'Afrique) se sont associées pour proposer le projet Sukiana avec la conviction que les arts de l'oralité, en tant que moyens ancestraux de prévention des conflits, peuvent contribuer à réduire cette source permanente de conflits ethniques entre Peuls et agriculteur.trice.s au Bénin. Le projet, basé sur une approche globale de la résolution des conflits dans la région, a cherché à collecter des histoires, des entrevues et des témoignages de personnes ayant vécu des conflits entre les deux communautés, afin de comprendre la façon dont ces conflits avaient été résolus. Il s'agissait par la suite de donner de la visibilité à ces méthodes de résolution de conflits par la création et la diffusion artistiques. Le projet a été réalisé dans trois zones spécifiques de la région nord du Bénin, à savoir Savè, Tchaourou et Sinendé.

Un foyer a été établi dans chacune des trois villes et a été offert aux résident.e.s des deux groupes afin de servir de point central pour établir un dialogue permanent entre les deux communautés, et servir de ressource pour la résolution des conflits. Ces trois foyers étaient équipés de façon adéquate et ont pu s'appuyer sur le travail d'au

moins quinze personnels de soutien (professionnel.le.s de la culture, historien.ne.s, sociologues, journalistes, éleveur.se.s, agriculteur.trice.s, responsables d'ONG, élu.e.s locaux.les, griots et citoyen.ne.s). La création de ces centres, ainsi que les premières discussions avec les principales parties prenantes, ont impliqué plus de 250 personnes (dont 37% de femmes), s'agissant d'un premier pas vers l'appropriation du processus de réconciliation interculturelle par les résident.e.s locaux.les.

L'implication de représentant.e.s des autorités administratives, politiques, religieuses et traditionnelles dans les différents débats et activités de médiation artistique et culturelle a été la clé du succès de l'ensemble du projet. L'implication active de plusieurs institutions locales, syndicats et associations, tels que l'Union communale des producteurs (UCP), l'Union communale des Peuls et des éleveurs (UCOPER) et diverses associations de femmes et de productrices, a été essentielle dans l'identification et l'engagement des personnes issues des deux communautés. Grâce à ce processus, le projet a atteint une diversité de personnes participantes qui se sont senties soutenues et protégées. Par ailleurs, la création d'espaces sûrs garantissant leur droit à s'exprimer pleinement et librement (sans aucune forme de discrimination ou de censure) a permis aux participant.e.s de prendre part à des activités traitant de questions sensibles et problématiques, assurant ainsi la mise en œuvre effective d'un dialogue interculturel structuré.

Lors des différents ateliers et débats organisés, la culture et les arts ont facilité la discussion sur les malentendus enracinés sur le long terme dans la communauté, ainsi que sur le manque de communication entre les Peuls et les agriculteur.trice.s, ce qui a ouvert la voie à un dialogue permanent et pacifique entre les deux communautés dans le but de trouver et de discuter de solutions possibles pour mettre fin aux conflits existants. Dans ce processus, l'élaboration d'une terminologie respectueuse était essentielle pour garantir les conditions d'un dialogue pacifique, par exemple en nommant les agriculteur.trice.s comme étant des « producteur.trice.s » plutôt que des « paysan.ne.s », ou en désignant les « éleveurs.ses » par ce terme plutôt que « Peuls ». À partir de ces séances de travail, une base de données fiable a été créée, fournissant un compte rendu des conflits ainsi que des modes traditionnels de résolution des conflits entre les Peuls et les agriculteur.trice.s, dans le but d'établir une compréhension systémique de ces processus.

À la suite de ces travaux, plusieurs mécanismes de renforcement ont été élaborés, notamment : la création d'un spectacle multidisciplinaire, qui a été diffusé du 24 août au 17 septembre 2020 sur les marchés et dans les gares de chacune des trois villes ciblées ; l'organisation d'une résidence de création du 24 août au 8 septembre visant à rassembler des synergies autour du spectacle ; et la création d'un documentaire radio visant à documenter le projet et à promouvoir ses réalisations dans tout le pays.

Le développement du projet subi plusieurs contretemps du fait de l'irruption de la pandémie de covid-19, qui a empêché les opérateur.rice.s et les participant.e.s de prendre part à certaines des activités initialement prévues. Cela a conduit les organisateur.trice.s à imaginer de nouvelles façons de réaliser certaines activités dans le cadre des nouvelles mesures de distanciation physique et sanitaire. Par exemple, un groupe virtuel de conversation a été créé pour permettre aux principaux.ales intervenant.e.s et interlocuteur.trice.s de continuer à dialoguer à distance.

Le documentaire radio, d'une durée de 28 minutes (initialement prévue de 13 minutes), a été rendu disponible en quatre langues : le peul, le baatonou, le nago et le français. Cette émission a été diffusée à plusieurs reprises à des moments stratégiques de l'année sur différentes chaînes de radio communautaire locales de la région. Le calendrier de diffusion des émissions était important, car les saisons sont une variable importante à prendre en compte dans les coutumes de transhumance et les pratiques liées à la terre et aux ressources des deux communautés. Les émissions ont généralement été bien reçues et suivies par les différents groupes de la région. Une page Facebook promouvant le projet a été créée avec une portée de plus de 10 000 personnes.

Agenda 2063

1. Un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous
11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
12. Des institutions compétentes et un leadership transformé à tous les niveaux
13. La paix et la sécurité sont préservées
16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



Objectif 11 :
Villes et
communautés
durables



Objectif 16 :
Paix, justice
et institutions
efficaces

IV BLUEPRINT FOR MAJESTIC CINEMA CULTURE HUB

« Blueprint for Majestic Cinema Culture Hub » (plan stratégique pour faire du Cinéma Majestic un centre culturel) : faire revivre un espace culturel pour favoriser le dialogue permanent et valoriser le patrimoine culturel de la communauté.



«**B**lueprint for Majestic Cinema Culture Hub » est l'un des premiers projets à Zanzibar visant à récupérer un espace communautaire historiquement important. Ce projet a marqué le début du processus de restauration et de reconversion d'un ancien cinéma en un centre culturel pensé comme un espace de dialogue, de créativité et de rassemblement pour les acteurs et actrices culturel.le.s ainsi que pour la communauté de Zanzibar. Le projet a débuté en septembre 2019 et est rapidement devenu un important moyen d'acquérir une connaissance approfondie de l'histoire du cinéma et de reconnaître le rôle du Majestic Cinema à Zanzibar au fil des ans. Le projet a permis de renouer avec « l'esprit du lieu » et a favorisé un sentiment d'appartenance au sein de la communauté locale, à travers le développement d'une programmation d'activités culturelles répondant aux besoins de la communauté.

Hifadhi Zanzibar a dirigé et coordonné le projet. L'organisation a participé aux activités de recherche historique et socioculturelle, ainsi qu'à la facilitation des entretiens avec la communauté locale et les professionnel.le.s pendant la préparation du projet. Reclaim Women Space (RWS), Busara Promotions et Zanzibar Film Festival (ZIFF) ont été impliqués dans le projet en tant qu'organisations collaboratrices. Une équipe composée de membres de chacune de ces organisations a tenu des réunions régulières pour aider à la sélection d'un.e

designer graphiste et des personnes interrogées ; pour superviser la production des expositions et la programmation des événements ; et pour faire un suivi des progrès. Les membres de l'équipe ont agi en tant que relais communautaires à travers leurs organisations respectives et ont permis de renforcer le soutien des autorités locales.

Après la phase de préparation du projet, une deuxième phase de recherche a atteint 24 hommes et femmes participant aux activités de RWS (dont 46% de femmes) et a inclus des membres de la communauté locale ainsi que des professionnels locaux du secteur culturel. Ces bénéficiaires se sont impliqués dans des consultations communautaires et des entretiens (qui ont été enregistrés, transcrits et résumés), et ont aidé à compléter le portrait historique du Majestic Cinema avec des témoignages locaux. Ces activités ont permis de sensibiliser au patrimoine culturel local, ainsi qu'à l'importance du Majestic Cinema en tant qu'espace culturel autour duquel la communauté s'est développée.

Enfin, la dernière phase du projet s'est concentrée sur la programmation d'activités visant à fournir une programmation culturelle durable dans l'utilisation future de l'installation culturelle. Les activités ont été élaborées à partir du matériel collecté pendant la phase de recherche et d'entretiens avec les parties prenantes de l'écosystème culturel local concernées. Elles ont ciblé les partenaires et les principaux bénéficiaires du projet, et se sont déroulées pendant le festival Sauti za Busara. Cette approche a mis l'accent sur la méthodologie participative, ancrée au cœur du projet, et a permis de définir le futur centre culturel comme un espace de dialogue.

Il est particulièrement important de souligner que le projet a réussi à impliquer un nombre substantiel de femmes dans le processus, grâce à des consultations communautaires et à l'identification de personnes clés dans la communauté locale pouvant faciliter la participation continue des femmes. Concernant les jeunes, il a été conjointement décidé d'impliquer les jeunes de la communauté après la phase de recherche, afin de discuter de l'utilisation future du bâtiment plutôt que de son passé. À la fin du projet, les étudiants du Centre de formation Kawa ont été invités à créer une visite guidée centrée sur le cinéma de Stone Town. Le projet a permis de révéler que les jeunes avaient généralement été négligés dans plusieurs activités culturelles à Zanzibar ; et en ce sens, plusieurs tentatives ont été faites pour chercher à les impliquer davantage, principalement par le biais des médias sociaux.

Les réussites du projet ont permis aux principaux partenaires d'atteindre d'autres collaborateurs éventuels, tels que la Stone Town Conservation and Development Authority, le ministère du Tourisme, de la Culture et de l'Information et le ministère de l'Éducation de Zanzibar, afin d'élaborer de futurs plans de réseautage et d'échanges, dans le pays et dans la région, notamment avec les artistes, acteurs, actrices, et touristes participant à des festivals à l'échelle internationale. Le projet a également permis d'engager des discussions avec d'autres organisations et institutions, telles que l'Ambassade du Japon en Tanzanie, la Délégation de l'UE en Tanzanie, la Fondation Emerson's Zanzibar et l'Académie de musique Dhow Countries à Zanzibar.

L'équipe du projet a tiré plusieurs conclusions du projet et a notamment constaté les importantes réalisations permises par l'implication de diverses organisations, institutions, parties prenantes, agents culturels et de la société civile. Elle souligne en ce sens l'importance de la transparence dans le développement des activités et le besoin d'assurer une communication continue avec les parties prenantes. Rassembler tous les partenaires du projet s'est avéré parfois compliqué compte tenu des différents calendriers et dynamiques de chacun – domaine dans lequel l'équipe a cherché à s'améliorer avec des résultats positifs.

Agenda 2063

1. Un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous
4. Économies transformées et emplois
11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
12. Des institutions compétentes et un leadership transformé à tous les niveaux
13. La paix et la sécurité sont préservées
16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

ODD



Objectif 9 :
Industrie,
innovation et
infrastructure



Objectif 11 :
Villes et
communautés
durables



Objectif 16 :
Paix, justice
et institutions
efficaces



Objectif 17 :
Partenariats pour
la réalisation
des objectifs

V SOUNDS OF THE SACRED WEB FESTIVAL

« *Sounds of the Sacred Web Festival* » (Festival des sons de la toile sacrée) : commémorer l'architecture vernaculaire africaine en tant qu'expression des connaissances traditionnelles, des valeurs et des espoirs des communautés.



Le projet « Sounds of the Sacred Web Festival » (SOSAWEF) reconnaît et commémore les traditions et les connaissances africaines liées à l'architecture en tant que moyen important de faciliter, partager et préserver les cultures et les systèmes de connaissances traditionnelles. Ce projet a consisté à créer un village thématique africain, construit sur le modèle de villages traditionnels nigériens et zimbabwéens. Le village a été l'hôte du festival « Sounds of the Sacred Web Festival » et a contribué au développement d'espaces culturels alternatifs permettant l'engagement communautaire, ainsi que la formation et l'échange de connaissances sur l'architecture vernaculaire africaine.

Le *Dzimbanhete Arts and Culture Interactions Trust* du Zimbabwe et l'*Oja Cultural Development Initiative* du Nigéria ont uni leurs forces pour produire et accueillir le Festival, contribuant ainsi de manière significative au développement de la programmation culturelle au Zimbabwe et au Nigéria. Ces organisations ont veillé à la mise en œuvre et à la gestion des activités dans les deux pays de façon à offrir des expériences exceptionnelles aux artistes, aux parties prenantes et au public, à travers la participation et l'accès à des expériences sociales, interculturelles, récréatives et éducatives.

Les activités initiales du projet ont consisté en un voyage préliminaire de recherche au Nigéria du 14 au 21 octobre 2019 (réalisé par l'*Oja Cultural Development Initiative*, avec la collaboration de l'Institut d'études africaines de l'Université de Nsukka et du *Vine Shield Creative Hub*) pour effectuer des recherches sur l'architecture vernaculaire, ainsi que sur les rituels, les traditions, les cuisines, la religion, la richesse et la vie agraire du peuple Igbo. Suite à ce voyage, le projet a entrepris la conception et le développement du *All Afrika Village* – qui deviendrait plus tard le lieu du Festival – en suivant les techniques de construction traditionnelles. Le développement du village a été précédé d'une rencontre générale avec toutes les parties prenantes au bureau du district rural de Zvimba. La construction a par la suite cherché à impliquer de nombreux enfants et jeunes qui ont pu aider au plâtrage et à la mise en forme des constructions en fonction de leur intérêt (un total de 75 personnes, dont 41,3% de femmes).

Les autres activités ont consisté à organiser une résidence d'architecture pour cinq artistes, visant à explorer, challenger et réactiver les influences de l'architecture traditionnelle dans le design contemporain et moderne. Aucune femme n'a répondu à l'appel au cours de la première phase ; toutefois, au cours de la deuxième phase, une technicienne culturelle namibienne s'est impliquée. Un dialogue culturel public a également eu lieu dans le cadre de l'évènement phare de la *National Gallery of Zimbabwe*, « *Harare Conversations* », une plateforme artistique où des personnes clés des industries créatives discutent de leur travail. Enfin, le projet a également mis en œuvre le festival « *Sounds of the Sacred Web Festival* », engageant ainsi un processus de sensibilisation des communautés du Zimbabwe et du Nigéria.

Le festival a été lancé le 7 décembre 2019 et a coïncidé avec la cérémonie d'ouverture de l'année traditionnelle du Zimbabwe « *Bira* ». Les activités comprenaient des spectacles traditionnels, des expositions gastronomiques et des histoires, principalement du Zimbabwe (avec quatre groupes ethniques), d'Afrique du Sud et du Malawi. Les activités ont ciblé principalement les jeunes de moins de 35 ans, en mettant un accent particulier sur la participation des groupes vulnérables. Après le lancement, le reste des activités du festival (qui prévoyait des spectacles, et des activités de gastronomie, de mode, de musique, d'architecture, de spiritualité et de danse) a été reporté au 11-13 décembre 2020 en raison des restrictions liées à la covid-19. L'équipe de SOSAWEF a travaillé pour autonomiser les femmes, en particulier les femmes issues des communautés agricoles dévitalisées entourant le village *All Afrika*, et a également déployé des efforts pour impliquer des jeunes éloigné.e.s de leur culture traditionnelle et de la connaissance des autres cultures africaines. La réhabilitation du site a permis à 65% des participant.e.s et des artistes de séjourner au village *All Afrika* durant les trois jours du festival, qui est devenu un espace clé pour de nombreuses expressions artistiques.

Dans le cadre du festival, d'autres activités ont été organisées, entre autres : la célébration de cérémonies traditionnelles (*Bira Rekuvhara Mwaka*) ; des activités de mentorat et des ateliers de danse visant à sensibiliser les jeunes à la maltraitance des enfants ; une « Conférence des guérisseur.se.s traditionnel.le.s », avec cinq panélistes qui ont exploré les liens entre l'art et la culture, la nature, la technologie, l'architecture, le bien-être social, la résilience et le développement durable ; un dialogue public sur la « Culture comme outil de guérison » avec de jeunes acteur.trice.s de la culture ; et la projection de films pendant trois jours avec l'organisation *Sembene Across Africa*. Toutes les activités ont cherché à stimuler le dialogue intergénérationnel et transnational entre les communautés du Zimbabwe et du Nigéria, facilitant ainsi le partage de connaissances et la tolérance. Les interactions ont permis de renforcer progressivement le débat public sur l'identité africaine, les valeurs, la culture traditionnelle et les systèmes de connaissances, y compris le patrimoine matériel et immatériel.

Le succès du projet a attiré l'attention des autorités locales et régionales, qui ont envisagé le projet comme un atout culturel pour la province, ainsi que comme une contribution à une éducation innovante et à un tourisme intérieur durable. SOSAWEF a également attiré des écoles primaires et des écoles maternelles avec un « camp de jour pour les enfants du *Kumusha* », visant à faire découvrir la vie du village. La tournée organisée par CAW a également suscité l'intérêt d'autres pays africains, contribuant ainsi à l'établissement de nouveaux partenariats et d'alliances.

Le projet a entraîné de nombreuses collaborations, notamment avec le ministère des Arts, des Loisirs, du Sport et de la Jeunesse, la Galerie nationale du Zimbabwe, le chef Zvimba, l'Institut d'études africaines de l'Université du Nigéria et *Tambira Lab* (un espace culturel indépendant géré par de jeunes créateurs et créatrices qui a accueilli des réunions de planification de SOSAWEF ; permettant à des cinéastes de renom de rejoindre l'équipe du documentaire de SOSAWEF). Par ailleurs, l'équipe du projet a entamé des conversations avec l'Ambassade du Nigéria au Zimbabwe et l'Ambassade de Namibie au Zimbabwe. Des collaborations avec le ministère de la Défense, le groupe d'entreprises *Nyaradzo*, *Nash Paints*, *CBZ Financial Holdings* ou *Standard Chartered Bank* ont également été envisagées.

Le projet a été confronté à plusieurs difficultés dues à l'épidémie de covid-19, notamment l'instabilité des systèmes bancaires, le manque d'électricité et les pénuries de carburant, et l'adaptation du calendrier aux participant.e.s vivant dans les zones rurales. Malgré tout, l'équipe a réussi à mener à bien le projet, et a construit des ponts solides pour continuer à promouvoir des espaces culturels pour un avenir durable.

Agenda 2063

4. Économies transformées et emplois
7. Climat durable sur le plan environnemental et économies et communautés résilientes
11. Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés
12. Des institutions compétentes et un leadership transformé à tous les niveaux
13. La paix et la sécurité sont préservées
16. La renaissance culturelle africaine est prééminente
18. Jeunes et enfants engagés et responsabilisés

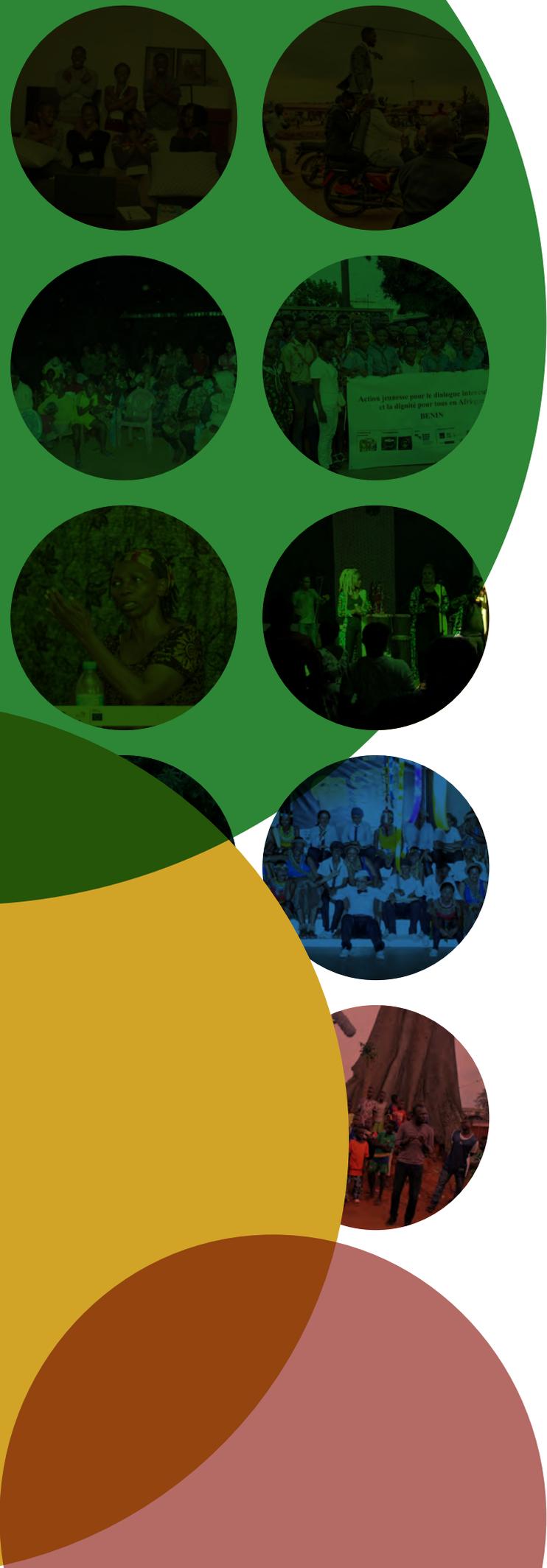
ODD

 <p>3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</p>	 <p>8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE</p>	 <p>9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE</p>	 <p>11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES</p>	 <p>17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS</p>
<p>Objectif 3 : Bonne santé et bien-être</p>	<p>Objectif 8 : Travail décent et croissance économique</p>	<p>Objectif 9 : Industrie, innovation et infrastructure</p>	<p>Objectif 11 : Villes et communautés durables</p>	<p>Objectif 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs</p>

CONCLUSION

CONCLUSION





Conclusion:

LA CULTURE A LE POUVOIR DE FAÇONNER LE FUTUR DE NOS SOCIÉTÉS

De Bamako à Bulawayo, du Cameroun au Rwanda, 33 projets de 15 pays d'Afrique² participent à la construction de l'Afrique que nous voulons à l'horizon 2063, dans un monde où nous ne devons laisser personne, ni aucun territoire, de côté. La culture, dans toutes ses composantes, est un domaine d'investissement capital qui requiert l'évolution des politiques, afin de participer, grâce aux atouts de la culture, à la mise en place de nouveaux cadres de politiques et de gouvernance pour l'Afrique et dans le monde. Les villes et les territoires d'Afrique sont des espaces d'innovation solidaires, où les traditions séculaires se mêlent aux modernités en cours pour façonner des espaces urbains hybrides, capables de réinventer une citoyenneté sage et sobre, et de s'ériger en exemples pour les métropoles à travers le monde et pour les diasporas qui les composent.

Ces 33 projets, qui abordent l'art, la culture et le patrimoine dans les territoires, convoquent l'histoire des peuples, réunissent les générations pour faire culture ensemble, tout en interrogeant les pratiques à l'aune du contemporain. Ils constituent des réponses face aux défis d'un monde globalisé et aux impacts de la crise sanitaire mondiale que le monde traverse depuis 2020. Des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies à la Charte de la Renaissance Culturelle de l'Union Africaine, en passant par l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063, la culture est le fil d'Ariane qui rappelle que le monde est composé de femmes et d'hommes qui partagent de nombreuses aspirations et ont en commun de nombreuses valeurs.

Cofinancée par l'Union européenne par l'intermédiaire de la DG DEVCO de la Commission européenne, dans le cadre du programme Dialogue interculturel et culture, l'initiative *Culture at Work Africa* s'est appuyée sur l'expertise et les compétences d'un consortium diversifié, formé de huit membres africains, européens et internationaux et de trois partenaires locaux associés. L'initiative a permis d'offrir aux projets subventionnés un large éventail d'expériences, de renforcement des capacités, d'apprentissage et de réseautage. Les résultats de

² Bénin, Burkina Faso, Cameroun, République Démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Kenya, Mali, Niger, Nigéria, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Togo, Ouganda et Zimbabwe.

l'initiative *Culture at Work Africa* montrent ainsi le pouvoir impressionnant de la culture pour façonner l'avenir de nos sociétés. En effet, il n'apparaît pas possible de parvenir à des sociétés qui soient « durables » sans que la contribution des acteurs et des actrices culturel.le.s ne soit explicitement prise en compte, ce qui implique le respect de leur travail, un financement adéquat, des infrastructures adaptées et leur pleine implication dans les plans de développement locaux, régionaux, et nationaux.

En tenant compte des conditions précédemment mentionnées, les acteurs et actrices culturel.le.s peuvent avoir un apport considérable pour :

- Renforcer la cohésion sociale au niveau local ;
- Fournir une plateforme pour un changement en profondeur à long terme, en rendant le renforcement des capacités culturelles et créatives accessible à tous et toutes ;
- Nourrir de différentes façons le dialogue interculturel et les processus de construction de la paix, en s'inspirant des savoirs des communautés locales et des pratiques traditionnelles du patrimoine immatériel ;
- Mobiliser des expressions innovantes et contemporaines pour ouvrir un dialogue sur les problèmes auxquels une société est confrontée ;
- Plaider pour la liberté d'expression et garantir l'exercice de ce droit à tous les niveaux ;
- Développer au niveau local des coopérations en tout genre qui suscitent la confiance entre les habitants ;
- Travailler de façon explicite avec les personnes qui en ont le plus besoin (les femmes, les jeunes et les communautés marginalisées) et identifier les obstacles culturels qui empêchent leur plein engagement dans la société, en faisant corps avec l'appel à « ne laisser personne de côté » ;
- Promouvoir les échanges et la coopération au-delà des frontières pour renforcer les liens de confiance entre les communautés et « ne laisser aucun endroit de côté » ;
- Mobiliser le patrimoine matériel et immatériel en tant que moteurs clés pour construire des territoires porteurs de sens ;
- Renforcer la solidarité en Afrique, et entre l'Afrique et le reste du monde.

Les résultats de *Culture at Work Africa* montrent que la dimension culturelle du développement n'est pas « optionnelle » ; si la culture n'est pas dûment prise en compte, un réel développement ne pourra pas avoir lieu.

Les résultats de l'initiative *Culture at Work Africa* montrent par ailleurs le potentiel remarquable de la culture pour contribuer à la réalisation au Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et des ODD en Afrique. Les projets réalisés ont ainsi démontré que la culture peut avoir un apport considérable dans la mise en œuvre des ODD :

- En renforçant les capacités des artistes et des acteurs et actrices culturel.le.s, les projets ont renforcé les conditions socioéconomiques des acteurs et actrices culturel.le.s locaux.les, permettant ainsi de répondre en particulier à l'Objectif 8 sur la croissance économique. Ils ont également permis d'améliorer l'innovation et la créativité (cible 8.3) ainsi que le lien entre les cultures locales et le développement d'un tourisme durable (cibles 8.9 et 12.b). Les projets ont également permis d'améliorer la disponibilité, la qualité, et l'impact social et urbain des infrastructures et des espaces culturels, répondant ainsi à l'Objectif 9 sur les infrastructures.
- En renforçant la liberté d'expression et le dialogue interculturel, les projets ont été des moteurs de cohésion sociale, de construction de sociétés plus démocratiques, et de renforcement de la paix, répondant ainsi à l'Objectif 16 sur la paix, la justice et des institutions fortes.
- Un grand nombre de projets ont contribué de façon significative à améliorer un accès plus égalitaire à une éducation de qualité et inclusive, répondant ainsi à l'Objectif 4 sur l'éducation ; et ont apporté une contribution substantielle à la promotion d'une culture de paix et de non-violence, ainsi qu'à l'importance de la diversité culturelle et du dialogue interculturel dans l'éducation (cible 4.7).
- En autonomisant les communautés, les femmes et les jeunes grâce à l'action culturelle, les projets ont également contribué à réduire la pauvreté dans toutes ses formes et dimensions (Objectif 1), et ont amélioré les conditions socioéconomiques des groupes vulnérables (Objectif 8) tout en contribuant de façon significative à réduire les inégalités au sein des pays (Objectif 10).
- Surtout, de nombreuses initiatives ont cherché à favoriser l'égalité des genres et à autonomiser toutes les femmes et les filles grâce à l'action culturelle (Objectif 5).
- Les projets ont également permis d'améliorer le dialogue institutionnel et communautaire, la résilience des communautés locales et la gouvernance, répondant ainsi à l'Objectif 16 sur la paix, la justice et les institutions fortes. Par ailleurs, pour la grande majorité d'entre eux, les projets ont été élaborés dans le cadre d'une coopération internationale sud-sud et sud-nord, et ont encouragé les échanges transfrontaliers afin de renforcer la paix et les capacités locales, répondant ainsi à l'Objectif 17 sur les partenariats.
- Enfin, les projets ont également permis d'améliorer la protection et l'utilisation durable du patrimoine culturel matériel et immatériel, contribuant à renforcer les efforts de protection et de sauvegarde du patrimoine culturel et naturel

mondial (cible 11.4). Surtout, ils se sont appuyés sur une compréhension plus large de la dimension culturelle des territoires pour développer des communautés inclusives et des territoires porteurs de sens, ainsi que pour mobiliser la culture afin de « rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables » (Objectif 11). Dans un cas particulier, un projet a également abordé la protection des variétés traditionnelles de plantes, contribuant à la préservation de la biodiversité (Objectif 15).

Par ailleurs, il convient de souligner que l'interculturalité, tout comme l'éducation artistique, deviennent des sujets incontournables et urgents. Tant l'Agenda 2063, que la Charte de la Renaissance Culturelle, insistent sur ces questions. Les opérateurs et opératrices culturel.le.s relaient ces préoccupations en faveur des établissements scolaires, mais aussi pour les citoyen.ne.s de façon générale, ainsi que dans les autres secteurs d'activités et pour les structures moins professionnelles, dans les villages comme dans les villes : il s'agit de préparer la génération de créateurs et de créatrices de demain, mais aussi des publics, des décideurs et décideuses, et des entrepreneur.se.s de demain. Cette dimension globale impose de réfléchir aux suites à envisager dans ce contexte, ainsi qu'à leur cadre.

Les résultats convoquent des actions à moyen et long terme (2030 ou 2063) des parties prenantes de la culture :

1. **Mailler les territoires de pépinières et d'équipements culturels ;**
2. **Faire de l'espace public un espace commun de pratiques, de pensée et de transformation urbaine ;**
3. **Conforter les circuits et les réseaux de diffusion ;**
4. **Pour une politique locale, régionale et internationale du patrimoine matériel et immatériel africain ;**
5. **Une politique numérique accompagnée et adaptée aux écosystèmes culturels et ;**
6. **Impliquer les diasporas africaines dans les dynamiques de développement culturel.**

Les résultats montrent enfin également que les programmes à long terme qui mettent en lien les acteurs, actrices et processus culturels avec les enjeux d'inclusion et de transformation sociales sont extrêmement importants aux niveaux local, national et international. Les acteurs et actrices politiques souhaitant acquérir un leadership mondial au XXIème siècle devront non seulement reconnaître le pouvoir de la culture dans le façonnage de l'avenir de nos sociétés, mais également fournir un soutien substantiel pour garantir que cette contribution soit pleinement réalisée.

Objectifs de la Charte de la Renaissance Culturelle

- A** affirmer la dignité de l'homme africain et de la femme africaine ainsi que le fondement populaire de leur culture,
- B** promouvoir la liberté d'expression et la démocratie culturelle qui est indissociable de la démocratie sociale et politique,
- C** promouvoir un environnement propice permettant aux peuples africains de maintenir et de renforcer le sens et la volonté de progrès et de développement,
- D** combattre et éliminer toutes les formes d'aliénation, d'exclusion et d'oppression culturelle partout en Afrique,
- E** préserver et promouvoir le patrimoine culturel africain à travers la conservation, la restitution et la réhabilitation,
- F** encourager la coopération culturelle entre les États membres en vue du renforcement de l'unité africaine à travers l'usage des langues africaines et la promotion du dialogue entre les cultures,



G intégrer les objectifs culturels aux stratégies de développement,

I promouvoir dans chaque pays la vulgarisation de la science et de la technologie, y compris les systèmes traditionnels de savoir, condition d'une meilleure compréhension et préservation du patrimoine culturel et naturel,

J renforcer le rôle du patrimoine culturel et naturel dans la promotion de la paix et de la bonne gouvernance,

K développer toutes les valeurs dynamiques du patrimoine culturel africain qui favorisent les droits de l'homme, la cohésion sociale et le développement humain,

L doter les peuples africains de ressources leur permettant de faire face à la mondialisation.

H encourager la coopération culturelle internationale pour une meilleure compréhension entre les peuples à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Afrique,



ANNEXE 1 – Localisation des ODD/Projet

																		
1 African Space Makers									X		X						X	
2 Stimulating Intercultural Dialogue in East Africa using Technology									X								X	X
3 Relinking Communities Through Culture										X	X						X	
4 La tournée du Cirque Nu Dagbe	X			X						X	X							
5 Energizing cross border cohesion and inter-cultural peace in the East African Nomadic Cattle Corridor of Karamoja (Uganda) and Turkana (Kenya) through participatory theatre, folk arts, and inter sports												X					X	X
6 Women through the Lens	X				X			X		X								X
7 Génération Positiv: Projet de renforcement des espaces de proximité et des jeunes de Yopougon				X				X	X	X	X						X	
8 Young Ugandans and Kenyans demonstrate the value of social cohesion				X													X	X
9 Arts et culture pour l'inclusion citoyenne l'Université Abdou Moumouni jette des ponts				X						X	X				X			X
10 Les pinceaux de l'intégration				X				X									X	X
11 Hors limites	X			X						X								X
12 Narratives from Zimbabwe					X					X	X						X	X
13 Beyond caring	X				X					X								X
14 OpenMic project	X			X					X	X								
15 Projet des Arts de l'oralité et des scènes urbaines (PAOSU)										X	X						X	X
16 Creative diversity and social inclusion (Credisi)					X				X		X						X	
17 Culture en partage				X													X	X
18 Éducation citoyenne et de la paix par la valorisation des expressions culturelles et artistiques en milieu scolaire				X													X	
19 Action artistique et culturelle en faveur de la cohésion sociale et de la gouvernance redevable											X						X	

ANNEXE 2 – Objectifs de l’Agenda 2063 de l’Union Africaine/Projet

	1 - Un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous	2 - Des citoyens bien formés et suffisamment qualifiés ayant pour support la science, la technologie et l'innovation	3 - Citoyens en bonne santé et bien nourris	4 - Économies transformées et emplois	5 - L'agriculture moderne pour une proactivité et une production accrues	6 - Économie bleue / océanique pour une croissance économique accélérée	7 - Climat durable sur le plan environnemental et économiques et communautés résilientes	8 - Afrique unie (fédérale ou confédérée)	9 - Une infrastructure de classe mondiale sur tout le continent	10 - Décolonisation	11 - Valeurs, pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit pleinement ancrés	12 - Des institutions compétentes et un leadership transformé à tous les niveaux	13 - La paix et la sécurité sont préservées	14 - Une Afrique stable et pacifique	15 - Une APSA entièrement fonctionnelle et opérationnelle	16 - La renaissance culturelle africaine est prééminente	17 - Pleine égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie	18 - Jeunes et enfants engagés et responsabilisés	19 - L'Afrique, partenaire majeur des affaires mondiales et de la coexistence pacifique	20 - L'Afrique assume l'entière responsabilité du financement de son développement
1 African Space Makers				×				×		×					×					
2 Stimulating Intercultural Dialogue in East Africa using Technology		×								×		×				×	×	×		
3 Relinking Communities Through Culture										×		×				×		×		
4 La tournée du Cirque Nu Dagbe	×									×		×				×		×		
5 Energizing cross border cohesion and inter-cultural peace in the East African Nomadic Cattle Corridor of Karamoja (Uganda) and Turkana (Kenya) through participatory theatre, folk arts, and inter sports	×									×	×	×				×		×		
6 Women through the Lens	×	×		×												×	×	×		
7 Génération Positiv: Projet de renforcement des espaces de proximité et des jeunes de Yopougon	×			×							×	×				×		×		
8 Young Ugandans and Kenyans demonstrate the value of social cohesion										×		×				×		×		
9 Arts et culture pour l'inclusion citoyenne l'Université Abdou Moumouni jette des ponts	×	×					×									×				
10 Les pinceaux de l'intégration	×			×						×	×	×				×	×	×		
11 Hors limites	×	×														×		×		
12 Narratives from Zimbabwe	×									×	×	×				×	×	×		
13 Beyond caring	×			×						×						×	×			
14 OpenMic project	×	×								×		×				×		×		
15 Projet des Arts de l'oralité et des scènes urbaines (PAOSU)	×									×	×	×				×	×	×		
16 Creative diversity and social inclusion (Credisi)	×			×						×		×				×	×	×		
17 Culture en partage	×			×						×	×	×				×	×	×		
18 Éducation citoyenne et de la paix par la valorisation des expressions culturelles et artistiques en milieu scolaire		×								×		×				×		×		
19 Action artistique et culturelle en faveur de la cohésion sociale et de la gouvernance redevable										×		×				×		×		

ANNEXE 3 – Thématiques/Projet

		Politiques culturelles	Gouvernance	Espaces publics et urbanisme	Patrimoine matériel et immatériel	Économie et industries créatives	Éducation	Citoyenneté	Diversité	Identité, histoire et mémoire	Expressions culturelles/artistiques	Liberté et Droits de la personne	Paix, justice et sécurité	Inclusion sociale & cohésion	Dialogue interculturel & migrations	Accès & participation	Coopération & réseautage	Technologie	Information & savoirs	Institutions & plaidoyer	Formation & renforcement des capacités	Sensibilisation	Durabilité	Développement	Autonomisation	Environnement	Jeunes	Femmes & égalité de genre	Intergénérationnel
1	African Space Makers			×	×		×	×		×	×				×		×		×										
2	Stimulating Intercultural Dialogue in East Africa using Technology									×	×	×	×		×							×						×	
3	Relinking Communities Through Culture	×			×					×		×	×	×								×					×		
4	La tournée du Cirque Nu Dagbe				×	×					×			×								×			×		×		
5	Energizing cross border cohesion and inter-cultural peace in the East African Nomadic Cattle Corridor of Karamoja (Uganda) and Turkana (Kenya) through participatory theatre, folk arts, and inter sports					×				×	×		×	×	×														×
6	Women through the Lens					×					×	×										×	×	×		×	×	×	
7	Génération Positiv: Projet de renforcement des espaces de proximité et des jeunes de Yopougon	×		×				×						×	×	×						×			×		×		
8	Young Ugandans and Kenyans demonstrate the value of social cohesion				×				×				×	×	×		×					×					×		
9	Arts et culture pour l'inclusion citoyenne l'Université Abdou Moumouni jette des ponts				×											×	×					×		×	×		×	×	
10	Les pinceaux de l'intégration								×				×	×	×	×	×				×	×						×	
11	Hors limites												×	×	×		×					×	×				×		
12	Narratives from Zimbabwe				×									×	×					×		×	×						
13	Beyond caring				×											×					×	×	×		×		×	×	×
14	OpenMic project					×			×		×	×		×		×									×		×		
15	Projet des Arts de l'oralité et des scènes urbaines (PAOSU)								×			×		×		×					×	×	×		×			×	
16	Creative diversity and social inclusion (Credisi)	×		×		×								×							×						×	×	
17	Culture en partage										×					×	×					×							
18	Éducation citoyenne et de la paix par la valorisation des expressions culturelles et artistiques en milieu scolaire						×	×	×			×	×									×					×		
19	Action artistique et culturelle en faveur de la cohésion sociale et de la gouvernance redevable		×					×	×			×	×	×							×	×					×		

Le consortium

Le consortium est composé de huit organisations et réseaux culturels africains, européens et internationaux, travaillant sur un large éventail de questions liées à la culture, la créativité et les arts, le développement humain et local durable, et la coopération internationale et décentralisée, et qui opèrent à différentes échelles et dans divers domaines et disciplines.

Partenaire principal



Interarts est une agence privée avec projection internationale qui contribue au développement humain à travers la culture, soutient l'élaboration de politiques culturelles, promeut la connaissance et l'information dans le domaine de la culture, sensibilise sur le rôle de la culture dans la gouvernance publique et travail avec un réseau de collaborateurs aux niveaux européen et international.

Partenaires



Le Réseau Arterial est un réseau panafricain dynamique de la société civile qui regroupe des artistes, des organisations et des institutions engagées dans le secteur créatif africain. Arterial Network a pour mission de créer des réseaux d'acteurs culturels de la société civile forts et d'autonomiser leur travail afin de favoriser la dimension culturelle du développement.



Le Centre des Beaux-Arts (BOZAR) est un centre culturel pluridisciplinaire qui développe des programmes artistiques impliquant différentes disciplines. Le moteur de ses initiatives est de favoriser la création des liens culturels entre la Belgique, les États membres de l'Union européenne et le monde entier.



Culture et Développement est une organisation non gouvernementale qui contribue à la réflexion internationale sur le développement culturel et l'économie de la culture tout en menant des actions sur le terrain destinées à soutenir les pratiques culturelles et à renforcer les entreprises culturelles et artistiques dans les pays du Sud.



Le Centre Régional pour les Arts Vivants en Afrique - CERAV/Afrique est une institution catégorie 2 de l'UNESCO qui vise à promouvoir les arts vivants africains dans leur diversité, en prenant en compte toutes leurs potentialités créatrices et en encourageant les échanges et la coopération entre pays africains.



Changing The Lives of
Ordinary Zimbabweans
Since 2007

Le Culture Fund du Zimbabwe Trust est une organisation à but non lucratif qui soutient le renforcement des capacités créatives à travers l'investissement de ressources dans des actions qui permettent l'intégration de solutions novatrices à l'avantage du développement durable : interventions pour l'autonomisation des femmes et des jeunes, restauration des moyens de subsistance des communautés et promotion des droits des citoyens.



Le Conseil International de la Musique (IMC-CIM) est une organisation non gouvernementale avec statut officiel de partenaire de l'UNESCO. Sa mission est de développer des secteurs de la musique durables dans le monde entier, sensibiliser les gens à la valeur de la musique, faire de la musique un sujet important partout dans la société et soutenir les droits musicaux fondamentaux dans tous les pays.



La Commission culture de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) est la plateforme globale qui soutient la coopération internationale entre les villes et leurs associations, et facilite la mise en place de programmes, de réseaux et de partenariats afin d'apprendre, de coopérer et de lancer des politiques et des programmes sur le rôle de la culture dans le développement durable. Sa mission est de promouvoir la culture en tant que quatrième pilier du développement durable.

Partenaires associés

L'African Centre for Cities and the School of Architecture, Planning and Geomatics at the University of Cape Town est un large réseau universitaire où les chercheurs avec des perspectives et projets multiples sont encouragés à se rencontrer, à partager leur recherche, à baser leurs projets de recherche urbaine et contribuer à l'enseignement vital.

La **Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest - CEDEA** est une union économique régionale de quinze pays situés en Afrique occidentale qui vise à réaliser « l'autosuffisance collective » de ses États membres en créant un grand bloc commercial unique et en construisant une communauté économique et d'échange.

Le **Centre d'Etudes Linguistiques et historiques par Tradition Orale (CELHTO)** promeut la culture africaine et soutient une coordination efficace entre les activités des États membres de l'Union Africaine dans le domaine de la culture, des programmes de développement culturel, de réseautage et de coordination avec les Universités et les instituts de recherche.

CRÉDITS

Coordination du rapport :

Marta Llobet, Plaidoyer et Capacitation, Commission culture de CGLU

Sarah Vieux, Communication, Commission culture de CGLU

Élaboration du rapport :

Antoine Guibert, Expert indépendant en culture et villes durables

Marta Llobet, Plaidoyer et Capacitation, Commission culture de CGLU

Jordi Pascual, Coordinateur, Commission culture de CGLU

Sarah Vieux, Communication, Commission culture de CGLU

Thierry Sanzhie Bokally, Chargé de la gestion des connaissances, CGLU-Afrique

Édition :

Claire Wilson

Mise en page :

Studi-K

Crédits photo :

P. 1-6 © Culture at Work Africa cofinancé par l'Union européenne

P. 14 - © [Génération Positiv]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne

P. 16 - © [Les Pinceaux de l'intégration]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne

P. 18 - © [Culture en partage : lieux sûrs en Afrique]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne

P. 20 - © [Kyrielle, 2ème Expérience Nouvelle d'Assistance aux plasticiens pour leur ascension via le multimédia et l'internet]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne

P. 22 - © [PenPen Africa]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne

P. 24 - © [Photography and visual literacy for active citizenship]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne

P. 28 - © [African Space Makers]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne

P. 30 - © [Stimulating Intercultural Dialogue in East Africa using Technology]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne

P. 32 - © [Relinking Communities Through Culture]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne

P. 34 - © [Young Ugandans and Kenyans demonstrate the value of social cohesion]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne

P. 36 - © [Ciné-débat pour la paix]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne

P. 38 - © [Action jeunesse pour le dialogue interculturel et la dignité pour tous en Afrique]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne

P. 42 - © [La tournée du Cirque Nu Dagbe]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne

P. 44 - © [OpenMic project]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne

- P. 46 - © [Women through the lens]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne
- P. 48 - © [Hors Limites]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne
- P. 50 - © [Uliza Wahenga Dada!]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union
- P. 52 - © [Alteritude]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne
- P. 54 - © [Pourquoi pas moi?]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne
- P. 56 - © [Femmes en création]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne
- P. 58 - © [Beyond Caring]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne
- P. 62 - © [Energizing cross border cohesion and inter-cultural peace in the East African Nomadic Cattle Corridor of Karamoja (Uganda) and Turkana (Kenya)]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne
- P. 64 - © [Arts et culture pour l'inclusion citoyenne : l'Université Abdou Moumouni jette des ponts]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne
- P. 66 - © [Creative diversity and social inclusion (Credisi)]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne
- P. 68 - © [Éducation citoyenne et à la paix par l'expression de la diversité culturelle et artistique en milieu scolaire]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne
- P. 70 - © [Artistic and Cultural Action in favour of Social Cohesion and Accountable Governance]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne
- P. 72 - © [Makeshift constructions of trust: music-making, placemaking and movement-building]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne
- P. 74 - © [Mirages et pertitions]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne
- P. 78 - © [Narratives from Zimbabwe]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne
- P. 80 - © [Arts de l'oralité et des scènes urbaines (PAOSU)]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne
- P. 82 - © [Sukiana, une criée publique pour la paix et la cohésion sociale entre peuls et cultivateurs dans le nord du Bénin]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne
- P. 84 - © [Blueprint for majestic cinema culture hub]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne
- P. 86 - © [Sounds of the sacred web festival]/cofinancé par Culture at Work Africa - Union européenne
- P. 94 - © Culture at Work Africa, co-funded by the European Union

CONTACT :

Culture at Work Africa

info@cultureatworkafrica.org

Facebook: [Culture at Work Africa](#)



Cette publication a été financée par l'Union européenne. Le contenu de cette publication ne représente que les opinions des auteurs et relève de leur seule responsabilité. La Commission européenne décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elle contient.



L'Union européenne

Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de ce document est de la responsabilité de CGLU et sous aucun prétexte il ne peut être interprété comme le reflet du positionnement de l'Union européenne.



Culture
at Work
Africa